

**Message n° 2023-DFIN-36 du Conseil d'Etat
au Grand Conseil relatif au projet de budget
de l'Etat de Fribourg pour l'année 2025**

**Botschaft Nr. 2023-DFIN-36 des Staatsrats an
den Grossen Rat zum Entwurf des Voranschlags
des Staates Freiburg für das Jahr 2025**



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG
WWW.FR.CH

**Message n° 2023-DFIN-36 du Conseil d'Etat
au Grand Conseil relatif au projet de budget
de l'Etat de Fribourg pour l'année 2025**

**Botschaft Nr. 2023-DFIN-36 des Staatsrats an
den Grossen Rat zum Entwurf des Voranschlags
des Staates Freiburg für das Jahr 2025**

Table des matières

Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil

Introduction	2
1. Les résultats généraux	5
1.1. Un excédent de revenus de 650 400 francs au compte de résultats	7
1.2. Un volume d'investissements de 260,1 millions de francs	8
1.3. Une insuffisance de financement d'un peu plus de 100 millions de francs	10
2. Les revenus du compte de résultats	11
2.1. Hausse significative des revenus propres	11
2.2. Des rentrées fiscales 2025 en nette croissance	15
2.3. Légère progression des ressources extérieures	20
2.4. Des revenus des biens et autres recettes d'exploitation quasiment stables	23
2.5. Recours moindre aux provisions	23
3. Les charges du compte de résultats	25
3.1. Une hausse de 2,1 % des charges totales, identique à celle des revenus	25
3.2. Les charges de personnel et le nombre de postes de travail	31
3.2.1. Croissance des charges de personnel	31
3.2.2. Evolution de l'effectif	33
3.3. Evolution contrastée des charges courantes	36
3.4. Croissance des subventions accordées	40
3.5. Un volume d'amortissements en net recul	45
3.6. Des charges financières faibles	46
3.7. Les attributions aux financements spéciaux	46
4. Le compte des investissements	48
4.1. Un volume d'investissements en baisse, mais un programme toujours ambitieux	48
4.2. Le financement des investissements	51
5. Les flux financiers entre l'Etat et les communes	53
6. Les besoins financiers de l'Etat pour l'année 2025	55
7. Budget par groupe de prestations	56
8. Conclusion	58

Projet de décret

Inhaltsverzeichnis

Botschaft des Staatsrates zuhanden des Grossen Rates

Einleitung	2
1. Die Gesamtergebnisse	5
1.1. Ertragsüberschuss von 650 400 Franken in der Erfolgsrechnung	7
1.2. Investitionsvolumen von 260,1 Millionen Franken	8
1.3. Finanzierungsfehlbetrag von etwas über 100 Millionen Franken	10
2. Ertrag der Erfolgsrechnung	11
2.1. Deutliche Zunahme der Eigenmittel	11
2.2. Steuereinnahmen 2025 markant steigend	15
2.3. Leichte Zunahme der Fremdmittel	20
2.4. Vermögenserträge und andere Betriebseinnahmen praktisch unverändert	23
2.5. Geringerer Rückgriff auf Rückstellungen	23
3. Aufwand der Erfolgsrechnung	25
3.1. Zunahme des Gesamtaufwands um 2,1 %, gleich wie beim Ertrag	25
3.2. Personalaufwand und Stellenzahl	31
3.2.1. Zunahme des Personalaufwands	31
3.2.2. Entwicklung des Stellenbestands	33
3.3. Uneinheitliche Entwicklung des Betriebsaufwands	36
3.4. Zunahme der eigenen Beiträge	40
3.5. Deutlich rückläufiges Abschreibungsvolumen	45
3.6. Geringer Finanzaufwand	46
3.7. Einlagen in Spezialfinanzierungen	46
4. Investitionsrechnung	48
4.1. Rückläufiges, aber weiterhin ehrgeiziges Investitionsprogramm	48
4.2. Finanzierung der Investitionen	51
5. Finanzströme zwischen Staat und Gemeinden	53
6. Finanzbedarf des Staates für das Jahr 2025	55
7. Budget nach Leistungsgruppen	56
8. Fazit	58

Dekretsentwurf

MESSAGE 2023-DFIN-36 du Conseil d'Etat au Grand Conseil relatif au projet de budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2025

Fribourg, le 1^{er} octobre 2024

En application des articles 102 et 113 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et des dispositions de la loi sur les finances de l'Etat du 25 novembre 1994, modifiée le 6 octobre 2010, nous vous soumettons le projet de budget de l'Etat pour l'année 2025.

Le présent message comprend une présentation des principaux résultats de ce projet de budget, ainsi qu'une analyse de ses composantes et caractéristiques essentielles.

Introduction

Les travaux d'élaboration du projet de budget 2025 menés par le Conseil d'Etat ont rapidement confirmé les difficultés qui avaient été préalablement identifiées. La progression des dépenses s'est avérée nettement plus forte que la croissance des revenus, notamment sous la pression de domaines de dépenses particulièrement dynamiques. Cette tendance est également visible dans les résultats intermédiaires du plan financier à 4 ans ; ce qui a conduit le Conseil d'Etat à d'ores et déjà annoncer la nécessité de mesures d'assainissement. C'est donc dans un contexte particulièrement difficile que le Conseil d'Etat a mené ses travaux. Il a dû s'atteler à contenir la poussée significative des perspectives de dépenses, en tenant compte du dynamisme de l'évolution démographique et des demandes soutenues dans de nombreux domaines. Les arbitrages ont été nombreux et ont permis au final de présenter un projet équilibré, sans revoir les coefficients d'impôts mais moyennant des décisions fortes, et en particulier en renonçant à toute indexation des salaires des employés de l'Etat ainsi qu'en étalant le déploiement de mesures à incidences financières décidées par le Grand Conseil.

Les prévisions relatives à l'évolution économique restent actuellement encore marquées par un grand nombre d'incertitudes, dans un contexte géopolitique mondial tendu et peu prévisible. Au niveau national, le tassement de l'inflation et la réduction des taux d'intérêts sont par contre plutôt favorables aux perspectives économiques et contribuent au maintien du pouvoir d'achat.

Perceptibles depuis un certain temps déjà, les difficultés liées aux perspectives financières de la Confédération sont confirmées et ont amené le Conseil fédéral à décider récemment de mettre sur pied un programme d'assainissement des finances fédérales, dont les contours seront définis d'ici le début de l'année 2025. Il est toutefois évident que les cantons seront touchés par les

BOTSCHAFT 2023-DFIN-36 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Voranschlags des Staates Freiburg für das Jahr 2025

Freiburg, den 1. Oktober 2024

In Anwendung der Artikel 102 und 113 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 und der Bestimmungen des am 6. Oktober 2010 geänderten Finanzhaushaltsgesetzes vom 25. November 1994 unterbreiten wir Ihnen den Entwurf des Voranschlags des Staates Freiburg für das Jahr 2025.

Diese Botschaft enthält die Gesamtergebnisse des Voranschlagsentwurfs sowie eine Analyse seiner wichtigsten Bestandteile und Merkmale.

Einleitung

Bei den Arbeiten des Staatsrats zur Aufstellung des Voranschlagsentwurfs 2025 bestätigten sich rasch die Probleme, die sich zuvor schon abgezeichnet hatten. Das Ausgabenwachstum erwies sich als deutlich stärker als das Einnahmenwachstum, insbesondere unter dem Druck besonders dynamischer Ausgabenbereiche. Diese Tendenz zeigte sich auch in den Zwischenergebnissen des auf vier Jahre angelegten Finanzplans, was den Staatsrat veranlasste, schon jetzt anzukündigen, dass es Sanierungsmaßnahmen brauchen wird. Der Staatsrat bewegte sich bei seinen Voranschlagsarbeiten also in einem besonders schwierigen Umfeld. Er musste versuchen, den massiven Ausgabenschub unter Berücksichtigung der dynamischen demografischen Entwicklung und der starken Beanspruchungen in vielen Bereichen einzudämmen. Nach zahlreichen Abstrichen aber ohne die Steuerfüsse zu tangieren, konnte schliesslich ein ausgeglichener Voranschlagsentwurf vorgelegt werden, mit einschneidenden Entscheidungen, insbesondere dem Verzicht auf den Teuerungsausgleich für die Staatsangestellten sowie einer gestaffelten Umsetzung von vom Grossen Rat beschlossenen finanzwirksamen Massnahmen.

Die Wirtschaftsprognosen sind derzeit noch von zahlreichen Unsicherheiten geprägt, da der geopolitische Kontext weltweit angespannt und wenig vorhersehbar ist. Auf nationaler Ebene sind die nachlassende Inflation und die niedrigeren Zinssätze hingegen eher günstig für die Wirtschaftsaussichten und tragen zur Erhaltung der Kaufkraft bei.

Die schon seit einiger Zeit erkennbaren schwierigen finanziellen Aussichten des Bundes haben sich bestätigt und den Bundesrat kürzlich dazu veranlasst, ein Programm zur Sanierung der Bundesfinanzen zu beschliessen, das bis Anfang 2025 in seinen Grundzügen festgelegt werden soll. Es ist jedoch klar, dass die Kantone in einem noch nicht feststehenden Ausmass von den

mesures à venir, dans des proportions qui restent à déterminer. Le présent projet de budget 2025 ne prend pas en compte de potentiels impacts y relatifs.

Le projet de budget 2025 maintient des prestations élevées en faveur de la population et des institutions qui lui sont liées. Il permet de renforcer les dépenses de l'Etat dans les domaines jugés prioritaires et parvient à absorber les incidences exogènes qui impactent les finances de l'Etat. Le Conseil d'Etat soumet ainsi un projet de budget équilibré qui incorpore les besoins nécessaires à la population fribourgeoise ainsi que des mesures qui contribuent au développement du canton. En particulier, les éléments suivants sont intégrés dans le budget 2025 :

- > la création de 115 nouveaux postes, dont les deux tiers en faveur du domaine de l'enseignement et un renforcement des ressources humaines pour l'Université, le Pouvoir judiciaire, le Service de l'enfance et de la jeunesse ;
- > le renforcement des soutiens financiers accordés pour les réductions des primes de l'assurance-maladie obligatoire ainsi que pour certaines prestations fournies par le HFR ;
- > des moyens additionnels en faveur de la pédagogie spécialisée ainsi qu'aux institutions spécialisées ;
- > l'accroissement des mesures relatives au développement durable, aux plans climat et phytosanitaire (protection des eaux souterraines), aux stratégies en faveur de la biodiversité et relative à l'agro-alimentaire ;
- > la poursuite des efforts dans le domaine de la mobilité ainsi qu'en faveur de la digitalisation de l'administration ;
- > un programme d'investissements important, qui contribue au développement des infrastructures cantonales.

Il est toutefois à relever que l'équilibre du budget 2025 n'a pu être atteint que grâce à une évolution contenue des dépenses dans de nombreux domaines, tout en s'appuyant sur une évolution favorable des prévisions relatives aux recettes fiscales cantonales. Un revenu tant unique qu'extraordinaire lié à la participation des cantons à la suppression de la 6ème série des billets de banque, sur la base de la législation fédérale adaptée il y a quelques années, constitue un apport significatif en faveur du budget 2025. A l'inverse et pour la première fois depuis plusieurs années, il est à relever que les revenus dont le canton bénéficie au titre de la péréquation financière fédérale régressent en 2025, comme cela avait été annoncé dans les années précédentes. En outre, le recours aux fonds et provisions contribue également au respect de la règle de l'équilibre budgétaire.

Le présent message expose les résultats généraux du projet de budget et fournit une description des différents revenus et des charges estimés qui y sont inscrits. Il décrit

bevorstehenden Massnahmen betroffen sein werden. Der vorliegende Voranschlagsentwurf 2025 berücksichtigt keine diesbezüglichen potenziellen Auswirkungen.

Der Voranschlagsentwurf 2025 hält an den hohen Leistungsstandards zugunsten der Bevölkerung und der mit ihr verbundenen Institutionen fest. Er ermöglicht es, die Staatsausgaben in den als prioritär eingestuften Bereichen zu konsolidieren, und schafft es, die exogenen Auswirkungen auf die Staatsfinanzen zu absorbieren. Der Staatsrat unterbreitet somit einen ausgeglichenen Voranschlagsentwurf, der den Bedürfnissen der Freiburger Bevölkerung Rechnung trägt sowie Massnahmen, die zur Entwicklung des Kantons beitragen, berücksichtigt. Insbesondere umfasst der Voranschlag 2025 Folgendes:

- > Schaffung von 115 neuen Stellen, davon zwei Drittel für das Unterrichtswesen, und eine Aufstockung der Personalressourcen für die Universität, die Gerichtsbehörden und das Jugendamt;
- > Aufstockung der Beiträge für die Prämienverbilligungen in der obligatorischen Krankenversicherung sowie für gewisse Leistungen des HFR;
- > zusätzliche Mittel für die Sonderpädagogik und die sozialpädagogischen Institutionen;
- > vermehrte Massnahmen im Bereich der nachhaltigen Entwicklung, des Klimaplanes und des Aktionsplans Pflanzenschutz (Grundwasserschutz), der Strategien zur Erhaltung der Biodiversität und der Lebensmittelstrategie;
- > weitere Anstrengungen im Bereich der Mobilität sowie bei der Digitalisierung der Verwaltung;
- > ein umfangreiches Investitionsprogramm, das zur Entwicklung der kantonalen Infrastruktur beiträgt.

Es ist jedoch anzumerken, dass der ausgeglichene Voranschlag für das Jahr 2025 nur dank einer eingedämmten Ausgabenentwicklung in vielen Bereichen und gestützt auf eine günstige Prognoseentwicklung bei den kantonalen Steuereinnahmen erreicht werden konnte. Ein einmaliger und ausserordentlicher Erlös aus der Beteiligung der Kantone an der Ablösung der 6. Banknotenserie auf der Grundlage der vor einigen Jahren angepassten Bundesgesetzgebung stellt einen bedeutenden Beitrag zum Budget 2025 dar. Dagegen ist zum ersten Mal seit mehreren Jahren festzustellen, dass die Einnahmen des Kantons aus dem eidgenössischen Finanzausgleich wie in den Vorjahren angekündigt, im Jahr 2025 rückläufig sind. Darüber hinaus trägt auch die Verwendung von Fonds und Rückstellungen dazu bei, das vorgeschriebene Haushaltsgleichgewichts zu erreichen.

Die vorliegende Botschaft geht auf die Gesamtergebnisse des Voranschlagsentwurfs ein und gibt einen Überblick

Message

également le compte des investissements, l'évolution des flux financiers entre l'Etat et les communes ainsi que les besoins financiers de l'Etat pour l'exercice budgétaire 2025. Un chapitre est consacré au budget des unités administratives gérées par prestations (GpP).

Botschaft

über die verschiedenen geschätzten Erträge und Aufwendungen, die darin eingestellt sind. Sie umreisst zudem die Investitionsrechnung, die Entwicklung der Finanzströme zwischen Staat und Gemeinden sowie den Finanzbedarf des Staates für das Haushaltsjahr 2025. Ein Kapitel ist dem Budget der Einheiten mit leistungsorientierter Führung (LoF) gewidmet.

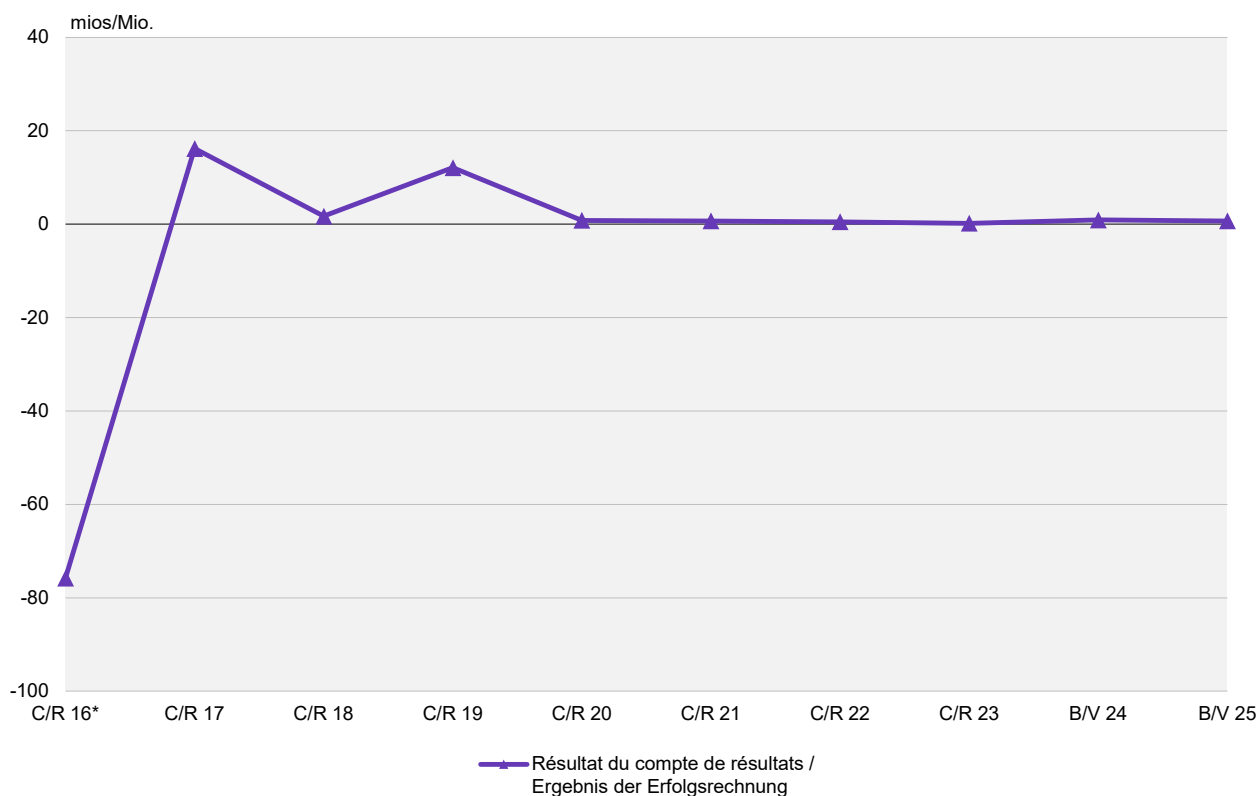
1. Les résultats généraux

Le projet de budget 2025 a été arrêté par le Conseil d'Etat lors de sa séance du 10 septembre 2024. Il présente les résultats globaux suivants, en millions de francs :

1. Die Gesamtergebnisse

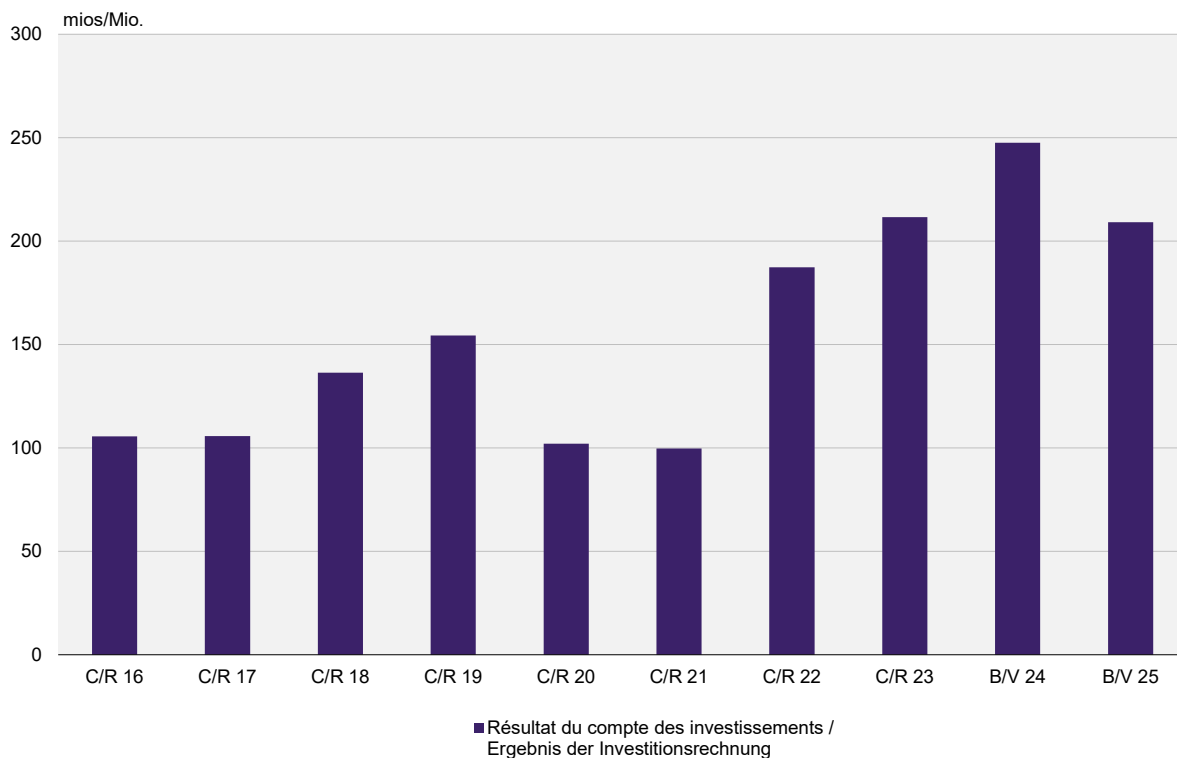
Der Staatsrat hat den Entwurf des Voranschlags 2025 in seiner Sitzung vom 10. September 2024 verabschiedet. Der Voranschlagsentwurf weist die folgenden Gesamtergebnisse aus (in Millionen Franken):

	Charges / Dépenses Aufwand / Ausgaben	Revenus / Recettes Ertrag / Einnahmen	Excédents (+) / Déficits (-) Überschuss (+) / Fehlbetrag (-)
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Compte de résultats Erfolgsrechnung	4326,1	4326,8	+ 0,7
Compte des investissements Investitionsrechnung	260,1	50,9	- 209,2



* L'excédent de charges 2016 tient compte d'une charge extraordinaire de 100 millions de francs pour la création d'un fonds de politique foncière active. Défalcation faite de cette opération extraordinaire, le compte de résultats présenterait un excédent de revenus de 24,2 millions de francs.

* Beim Aufwandüberschuss 2016 ist ein ausserordentlicher Aufwand von 100 Millionen Franken für die Schaffung eines Fonds für die aktive Bodenpolitik berücksichtigt, ohne den die Erfolgsrechnung einen Ertragsüberschuss von 24,2 Millionen Franken ausweisen würde.



Le compte de résultats se solde par un excédent de revenus de 0,7 million de francs au projet de budget 2025, en amélioration de 322 millions de francs par rapport au projet initial qui intégrait l'ensemble des demandes des services et établissements.

Si les données du plan financier 2025 doivent servir de fil rouge pour l'établissement des données de départ du projet de budget, la consolidation initiale des demandes a démontré une situation fortement obérée, bien au-delà du plan financier. Des efforts très importants ont été faits afin de parvenir à respecter l'exigence constitutionnelle de l'équilibre budgétaire.

Les ajustements ont porté sur des diminutions de charges à raison de 69 % et sur des augmentations de revenus pour 31 %.

Les ajustements des dépenses ont affecté à la baisse :

- > les charges de personnel, pour 42,7 millions de francs ;
- > les charges courantes de fonctionnement, pour 35,5 millions de francs ;
- > les charges de subventionnement, pour 129,2 millions de francs ;
- > les charges financières et comptables ainsi que les amortissements et les attributions aux fonds pour 14,4 millions de francs.

Die Erfolgsrechnung schliesst im Voranschlagsentwurf 2025 mit einem Ertragsüberschuss von 0,7 Millionen Franken und damit um 322 Millionen Franken besser ab als nach der ursprünglichen Vorlage mit allen Eingaben der Dienststellen und Anstalten.

In Anlehnung an die Finanzplanzahlen 2025 ganz zu Beginn der Budgetaufstellung ergab sich bei der ersten Konsolidierung der Budgeteingaben ein sehr hohes, weit über den Finanzplanzahlen liegendes Aufwandsvolumen. Es wurden sehr grosse Anstrengungen unternommen, um die Einhaltung des verfassungsmässig vorgeschriebenen ausgeglichenen Haushalts zu erreichen.

Erreicht wurde die Verbesserung zu 69 % über Aufwandsenkungen und zu 31 % über Mehreinnahmen.

Die Aufwandsenkungen führen zu:

- > minus 42,7 Millionen Franken beim Personalaufwand,
- > minus 35,5 Millionen Franken beim laufenden Betriebsaufwand,
- > minus 129,2 Millionen Franken beim Subventionsaufwand;
- > minus 14,4 Millionen Franken beim Finanz- und Buchaufwand sowie bei den Abschreibungen und Fondseinlagen.

Quant aux adaptations des prévisions de recettes, elles ont concerné, à la hausse :

- > les revenus fiscaux, pour 76,7 millions de francs ;
- > les revenus courants d'exploitation pour 14,8 millions de francs ;
- > les revenus comptables ainsi que les prélèvements sur les fonds et financements spéciaux pour 16,6 millions de francs.

Les revenus de transferts diminuent, quant à eux, de 7,9 millions de francs, notamment les parts des communes relatives à des charges de subventionnement adaptées à la baisse en fonction des dépenses finalement retenues au budget.

1.1. Un excédent de revenus de 650 400 francs au compte de résultats

Avec des charges de 4 326 078 780 francs et des revenus de 4 326 729 180 francs, le compte de résultats du projet de budget 2025 présente un excédent de revenus de 650 400 francs (budget 2024 : 924 450 francs).

Ce résultat budgétaire est conforme à l'exigence légale de l'équilibre. La limite légale de la quote-part des subventions par rapport au produit de la fiscalité cantonale est également respectée, comme le met en évidence le tableau ci-après :

Die voraussichtlichen Mehreinnahmen führen zu:

- > plus 76,7 Millionen Franken beim Fiskalertrag,
- > plus 14,8 Millionen Franken beim laufenden Betriebsertrag,
- > plus 16,6 Millionen Franken beim Finanz- und Buchertrag sowie den Fondsentnahmen und Spezialfinanzierungen.

Der Transferertrag seinerseits verringert sich um 7,9 Millionen Franken, insbesondere die aufgrund der letztlich im Voranschlag berücksichtigten Ausgaben entsprechend nach unten angepassten Anteile der Gemeinden am Subventionsaufwand.

1.1. Ertragsüberschuss von 650 400 Franken in der Erfolgsrechnung

Mit einem Aufwand von 4 326 078 780 Franken und einem Ertrag von 4 326 729 180 Franken weist die Erfolgsrechnung im Voranschlagsentwurf 2025 einen Ertragsüberschuss von 650 400 Franken aus (Voranschlag 2024: 924 450 Franken).

Mit diesem Voranschlagsresultat wird der gesetzlichen Vorgabe bezüglich Haushaltsgleichgewicht entsprochen. Die gesetzliche Grenze in Bezug auf die Subventionsquote im Verhältnis zum kantonalen Steueraufkommen wird ebenfalls eingehalten, wie die folgende Tabelle zeigt:

Projet de budget Voranschlagsentwurf

Années Jahr	Bénéfice (+) / Déficit (-) du compte de résultats Gewinn (+) / Defizit (-) der Erfolgsrechnung	Quote-part des subventions cantonales par rapport au produit de la fiscalité cantonale (plafond : 41 %) Kantonale Subventionsquote: Subventionen im Verhältnis zum kantonalen Steueraufkommen (Obergrenze: 41 %)
	mios / Mio.	en / in %
2016	+ 0,5	38,2
2017	+ 0,5	36,2
2018	+ 0,2	36,3
2019	+ 0,2	36,0
2020	+ 0,4	36,9
2021	+ 0,3	40,3
2022	+ 0,3	40,4
2023	+ 0,1	40,7
2024	+ 0,9	40,0
2025	+ 0,7	39,0

Il y a lieu de rappeler qu'à la suite de l'introduction, dans la Constitution cantonale, du principe de l'équilibre

Mit der Verankerung des Grundsatzes des ausgeglichenen Haushalts in der Kantonsverfassung ist der Begriff der

budgétaire, la notion de cote d'alerte est passée au second plan. La question du respect de cette limite (abaissée au passage à 2 %) ne devient d'actualité qu'en cas de situation conjoncturelle difficile ou en raison de besoins financiers exceptionnels (art. 83 de la Constitution cantonale ; art. 40b / 40c de la loi sur les finances de l'Etat modifiée le 9 septembre 2005). L'analyse que le Conseil d'Etat a faite quant à la situation actuelle conclut qu'aucune des deux conditions ne sont remplies. C'est dès lors le principe de l'équilibre budgétaire qui a prévalu pour l'établissement du projet de budget 2025.

Le bénéfice de 0,7 million de francs du compte de résultats découle d'une croissance identique de 2,1 % des charges et des revenus :

«gesetzlichen Defizitgrenze» in den Hintergrund getreten. Die Frage der Einhaltung der auf 2 % gesenkten Defizitgrenze wird erst in einer schwierigen konjunkturellen Lage oder bei ausserordentlichen Finanzbedürfnissen aktuell (Art. 83 der Kantonsverfassung; Art. 40b / 40c des am 9. September 2005 geänderten Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates). Der Staatsrat ist nach Analyse der aktuellen Situation zum Schluss gekommen, dass keine dieser beiden Voraussetzungen erfüllt ist. Ausschlaggebend für die Aufstellung des Voranschlags 2025 war daher der Grundsatz des ausgeglichenen Haushalts.

Der Ertragsüberschuss von 0,7 Millionen Franken in der Erfolgsrechnung ist auf eine Aufwand- und Ertragszunahme um je 2,1 % zurückzuführen:

Compte de résultats
Evolution des charges et des revenus
Erfolgsrechnung
Aufwand- und Ertragsentwicklung

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Variations Veränderungen 2024-2025	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Revenus Ertrag	4326,8	4237,7	+ 89,1	+ 2,1
Charges Aufwand	4326,1	4236,8	+ 89,3	+ 2,1
Bénéfice Ertragsüberschuss	+ 0,7	+ 0,9	- 0,2	.

1.2. Un volume d'investissements de 260,1 millions de francs

Le montant total des investissements bruts s'établit à 260,1 millions de francs. Il est légèrement inférieur au volume retenu lors des deux précédents budgets, mais supérieur à celui des derniers comptes (246,1 millions de francs). Déduction faite des participations (50,9 millions de francs), les investissements nets, à charge du canton, se chiffrent donc à 209,2 millions de francs.

1.2. Investitionsvolumen von 260,1 Millionen Franken

Der Gesamtbetrag der Bruttoinvestitionen liegt mit 260,1 Millionen Franken leicht unter den vorherigen zwei Voranschlägen, fällt jedoch höher aus als in der letzten Staatsrechnung (246,1 Millionen Franken). Wenn man von den Fremdbeteiligungen absieht (50,9 Millionen Franken), belaufen sich die zu Lasten des Kantons gehenden Nettoinvestitionen also auf 209,2 Millionen Franken.

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Variation Veränderung 2024-2025
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements bruts Bruttoinvestitionen	260,1	296,3	- 36,2
Investissements nets Nettoinvestitionen	209,2	247,6	- 38,4

Le volume des investissements traduit la volonté de poursuivre un programme d'investissements ambitieux comprenant plusieurs projets d'envergure. A ce titre, on peut citer en particulier la poursuite des travaux prévus pour l'ALP Liebefeld à Posieux, les bâtiments de l'Université, la transformation de la Grande Maison des Faverges, l'agrandissement de la Bibliothèque cantonale, l'agrandissement ABEL (site de Bellechasse) et le projet de construction de nouveaux locaux à l'Etablissement de détention fribourgeois ainsi que les travaux pour le nouveau Musée d'histoire naturelle de Fribourg.

Au projet de budget 2025, le degré d'autofinancement de 51,9 % se situe bien en dessous du niveau considéré comme un objectif de saine gestion financière (80 %) auquel se réfère le règlement sur les finances de l'Etat. Ce degré d'autofinancement, bien que quelque peu supérieur à celui du budget précédent, reste relativement faible. En effet, tant le volume d'investissements que la marge d'autofinancement sont moins élevés qu'au budget 2024. Néanmoins, la seconde a diminué dans une moindre ampleur que le premier.

Das Bruttoinvestitionsvolumen ist Ausdruck des Willens zu einem weiterhin ehrgeizigen Investitionsprogramm mit mehreren Grossprojekten. Dazu gehören insbesondere die Fortführung der für die ALP Liebefeld in Posieux und an den Universitätsgebäuden geplanten Arbeiten, der Umbau der Grande Maison der Domaine des Faverges, der Ausbau der Kantons- und Universitätsbibliothek, der ABEL-Ausbau (Standort Bellechasse) und der Bau neuer Räumlichkeiten in der Freiburger Strafanstalt sowie die Arbeiten für das neue Naturhistorische Museum Freiburg.

Im Voranschlagsentwurf 2025 liegt der Selbstfinanzierungsgrad mit 51,9 % deutlich unter dem anerkannten Richtwert für eine gesunde Haushaltsführung (80 %), auf den das Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates abstützt. Dieser Selbstfinanzierungsgrad, der zwar leicht über demjenigen des Voranschlags 2024 liegt, ist nach wie vor verhältnismässig gering, was in Zusammenhang mit einem geringeren Investitionsvolumen und einer wenn auch nur etwas geringeren Selbstfinanzierung als im Voranschlag 2024 zu setzen ist.

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Comptes Rechnung 2023
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements nets Nettoinvestitionen	209,2	247,6	211,6
Marge d'autofinancement : excédent du compte de résultats / amortissements du patrimoine administratif, des prêts et participations, des subventions d'investissements / attributions et prélèvements (y compris extraordinaires) sur les fonds Selbstfinanzierung: Überschuss Erfolgsrechnung / Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen, den Darlehen und Beteiligungen, den Investitionsbeiträgen / Fondseinlagen und -entnahmen (einschl. ausserordentliche)	108,6	114,6	159,0
Degré d'autofinancement (en %) Selbstfinanzierungsgrad (in %)	51,9	46,3	75,2

1.3. Une insuffisance de financement d'un peu plus de 100 millions de francs

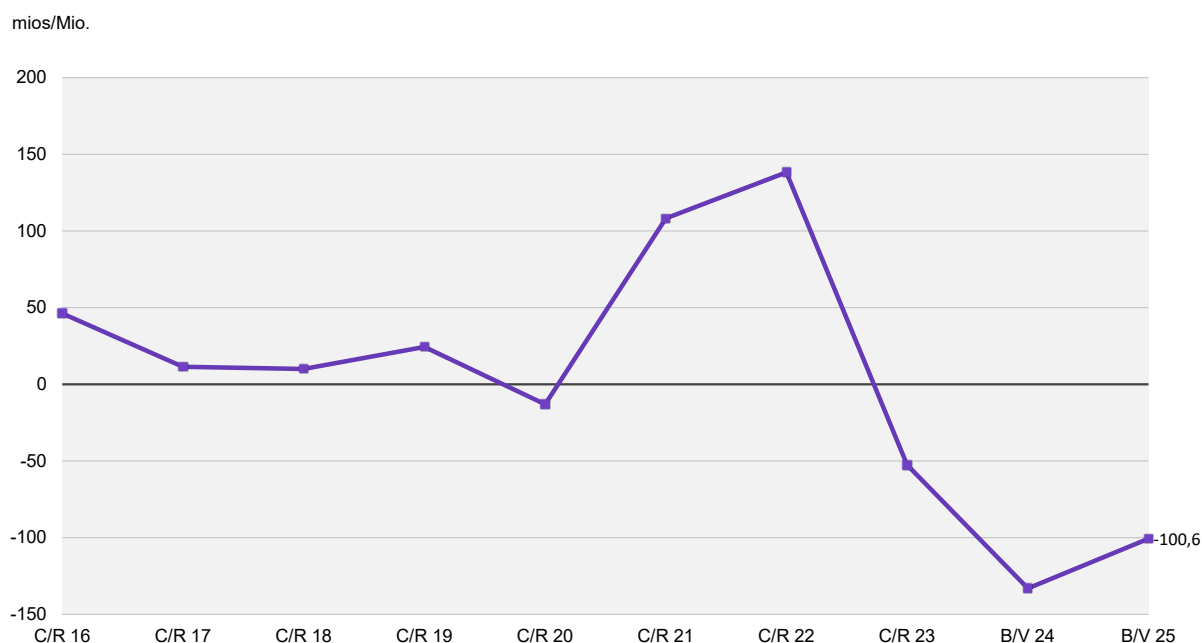
Le degré d'autofinancement est très légèrement supérieur à celui de l'année précédente du fait d'un volume des investissements nets moins important (- 38,4 millions de francs) alors que la baisse de l'autofinancement n'était que de 6 millions de francs. Cela a pour conséquence qu'au budget 2025, le prélèvement sur la fortune pour financer les investissements s'élèvera à 100,6 millions de francs.

1.3. Finanzierungsfehlbetrag von etwas über 100 Millionen Franken

Der Selbstfinanzierungsgrad ist etwas höher als im Vorjahr, was auf ein geringeres Nettoinvestitionsvolumen (- 38,4 Millionen Franken) zurückzuführen ist, während die Selbstfinanzierung nur um 6 Millionen Franken geringer ausfällt. Dies hat zur Folge, dass im Voranschlag 2025 eine Eigenkapitalentnahme von 100,6 Millionen zur Finanzierung der Investitionen erforderlich ist.

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Comptes Rechnung 2023
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements nets Nettoinvestitionen	- 209,2	- 247,6	- 211,6
Marge d'autofinancement Selbstfinanzierungsmarge	108,6	114,6	159,0
Insuffisance (-) / Excédent (+) de financement Finanzierungsfehlbetrag (-) / -überschuss (+)	- 100,6	- 133,0	- 52,6

Evolution de l'excédent (+) ou de l'insuffisance (-) de financement Entwicklung des Finanzierungsüberschusses oder -fehlbetrags



2. Les revenus du compte de résultats

2.1. Hausse significative des revenus propres

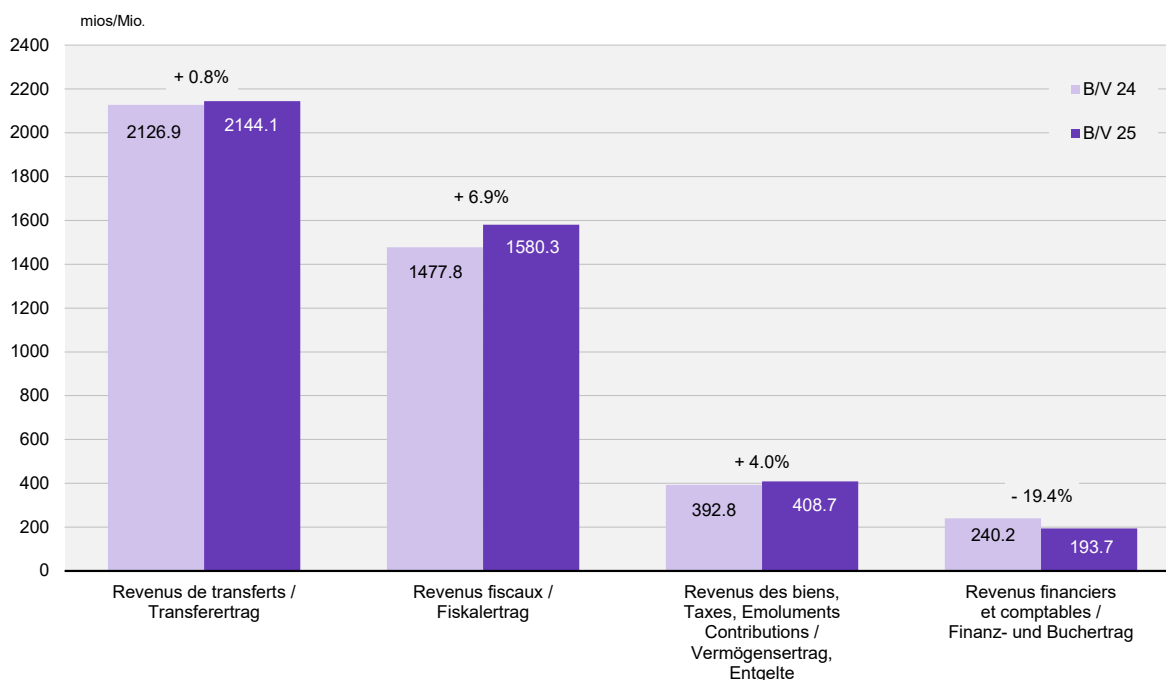
L'augmentation des revenus totaux est de 2,1 % entre 2024 et 2025, identique à celle des charges. Les principales ressources, impôts et transferts, connaissent une évolution convergente à la hausse, mais dans des proportions quelque peu différentes.

2. Ertrag der Erfolgsrechnung

2.1. Deutliche Zunahme der Eigenmittel

Zwischen 2024 und 2025 nimmt der Gesamtertrag um 2,1 % zu, gleich wie der Aufwand. Die beiden wichtigsten Ertragsgruppen Fiskal- und Transferertrag lassen einen gleichläufigen Aufwärtstrend erkennen, allerdings in etwas unterschiedlichem Ausmass.

Evolution des revenus du compte de résultats Entwicklung des Ertrags der Erfolgsrechnung



L'évolution que connaît chaque grand groupe de revenus est variable et peut, parfois, être trompeuse, car chacune de ces catégories de ressources enregistre, en son sein, des variations qui ne sont pas toujours homogènes.

Die Entwicklung in den einzelnen Hauptertragsgruppen verläuft unterschiedlich und kann zudem manchmal irreführend sein, da die Veränderungen auch innerhalb dieser Gruppen nicht immer einheitlich sind.

Néanmoins, le tableau ci-après confirme et précise cette tendance à une évolution positive de la plupart des grandes catégories de revenus, à l'exception des revenus financiers et comptables :

Die folgende Tabelle veranschaulicht den positiven Trend bei den meisten grösseren Einkommenskategorien mit Ausnahme des Finanz- und Buchertrags:

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Evolution Entwicklung 2024-2025	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Revenus fiscaux Fiskalertrag	1580,3	1477,8	+ 102,5	+ 6,9
Revenus des biens / Taxes, émoluments / Contributions Vermögensertrag / Entgelte	408,7	392,8	+ 15,9	+ 4,0
Revenus de transferts Transferertrag	2144,1	2126,9	+ 17,2	+ 0,8
dont : Part à l'IFD wovon: Anteil DBSt	139,2	131,8	+ 7,4	+ 5,6
dont : Péréquation financière fédérale wovon: Finanzausgleich des Bundes	606,4	619,2	- 12,8	- 2,1
dont : Dédommagements wovon: Entschädigungen	497,7	501,8	- 4,1	- 0,8
dont : Subventions acquises wovon: Beiträge für eigene Rechnung	591,6	566,4	+ 25,2	+ 4,4
dont : Subventions à redistribuer wovon: Durchlaufende Beiträge	221,1	220,8	+ 0,3	+ 0,1
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux Fondsentrnahmen und Spezialfinanzierungen	147,8	194,2	- 46,4	- 23,9
Imputations internes Interne Verrechnungen	45,9	46,0	- 0,1	- 0,2
Total	4326,8	4237,7	+ 89,1	+ 2,1

Quant aux principales variations (de 3 millions de francs et plus) entre les budgets 2024 et 2025, elles proviennent notamment d'une évolution favorable de certaines recettes fiscales, telles que l'impôt sur le bénéfice des personnes morales (+ 16 millions de francs) et celui sur le revenu des personnes physiques (+ 54 millions de francs). L'impôt sur la fortune des personnes physiques, quant à lui, progresse de 16 millions de francs. On note également une croissance notable des impôts sur les gains immobiliers (+ 4 millions de francs). Quant aux impôts sur les véhicules à moteur, ils progressent de 8,9 millions de francs suite notamment à l'adaptation au renchérissement des tarifs en 2025.

Au niveau de la péréquation financière fédérale, on constate une baisse de 12,8 millions de francs. Concernant les autres revenus propres et parts à des recettes, on constate une hausse de 3 millions de francs au titre de part au bénéfice de la Banque cantonale de Fribourg. On notera également un montant de 3,1 millions de francs en lien avec la vente d'immeubles

Die grössten Veränderungen (3 Millionen Franken und mehr) zwischen den Voranschlägen 2024 und 2025 sind namentlich auf eine positive Entwicklung gewisser Steuererträge zurückzuführen, wie die Gewinnsteuer der juristischen Personen (+ 16 Millionen Franken) und die Einkommenssteuer der natürlichen Personen (+ 54 Millionen Franken). Bei der Vermögenssteuer der natürlichen Personen ist eine Zunahme um 16 Millionen Franken zu verzeichnen. Auch bei der Grundstückgewinnsteuer ist ein deutlicher Zuwachs festzustellen (+ 4 Millionen Franken). Bei der Motorfahrzeugsteuer ist infolge der teuerungsbedingten Tarifierungsanpassung für 2025 eine Zunahme um 8,9 Millionen Franken zu verzeichnen.

Bei den eidgenössischen Finanzausgleichszahlungen ist ein Rückgang um 12,8 Millionen Franken zu verbuchen. Was die anderen Eigenmittel und Einnahmenanteile betrifft, so nimmt der Anteil am Gewinn der Freiburger Kantonalbank um 3 Millionen Franken zu. Ausserdem ist in Zusammenhang mit der Veräusserung von Liegenschaften, in denen zuvor Polizeiposten untergebracht

qui abritaient précédemment des postes de Police. Cette opération est bien entendu unique.

Au niveau des subventions et contributions, il convient de relever la diminution de la récupération de secours d'aide sociale pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. D'un autre côté, les parts à l'impôt fédéral direct progressent de 7,4 millions de francs. Les subventions fédérales pour la réduction de l'assurance maladie croissent également de façon sensible. On signalera également la croissance constatée de la part des communes aux traitements du personnel enseignant. Cette évolution est le corollaire de l'augmentation du nombre significatif de postes dans l'enseignement obligatoire. D'autres parts des communes évoluent à la hausse en fonction des dépenses, notamment dans les domaines des transports publics, des institutions spécialisées et des institutions de pédagogie spécialisée.

Le budget 2025 sollicite les fonds et provisions dans des proportions moindres que le budget précédent. A relever en particulier le prélèvement sur la provision BNS de 25 millions de francs, aucune part au bénéfice de la BNS n'ayant été prévue. On notera également la baisse de 6 millions de francs sur la provision relative au personnel. Il y a lieu de relever également le prélèvement moins important sur le fonds de la politique foncière active, en lien direct avec les investissements prévus en 2025 par l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF). De plus, le prélèvement servant à couvrir la contribution temporaire de l'Etat en faveur des communes et des paroisses en lien avec la nouvelle réforme fiscale des entreprises, adoptée en votation populaire le 30 juin 2019 est en baisse et correspond au montant qu'il est prévu de verser en 2025. Quant aux prélèvements sur le fonds d'infrastructures, ils sont moins élevés de 13,1 millions de francs par rapport au budget 2024, car ils ont été adaptés en fonction des dépenses retenues au budget 2025. C'est aussi le cas pour les prélèvements sur le fonds de l'énergie (- 16,2 millions de francs).

Les variations significatives concernent :

waren, ein einmaliger Betrag von 3,1 Millionen Franken zu verzeichnen.

Bei den Subventionen und Beiträgen ist die Rückerstattung von Sozialhilfeleistungen für Asylsuchende und Flüchtlinge rückläufig, während die Anteile an der direkten Bundessteuer um 7,4 Millionen Franken zunehmen. Bei den Bundesbeiträgen für die Prämienverbilligungen in der Krankenversicherung ist ebenfalls eine deutliche Zunahme zu verzeichnen. Und auch der Anteil der Gemeinden an den Gehältern des Lehrpersonals ist gestiegen. Diese Zunahme ist auf die signifikante Erhöhung der Stellenzahl im obligatorischen Unterricht zurückzuführen. Auch weitere Gemeindeanteile steigen entsprechend den Ausgaben, insbesondere in den Bereichen öffentlicher Verkehr, sonder- und sozialpädagogische Institutionen und sonderpädagogische Einrichtungen.

Der Voranschlag 2025 beansprucht die Fonds und Rückstellungen in geringerem Umfang als im Vorjahr. Besonders zu erwähnen ist hier die Entnahme aus der SNB-Rückstellung im Betrag von 25 Millionen Franken; es wurde kein SNB-Gewinnanteil im Voranschlag eingestellt. Zu erwähnen ist auch ein Rückgang um 6 Millionen Franken bei der Rückstellung für das Personal. Dazu kommt noch die geringere Entnahme aus dem Fonds für die aktive Bodenpolitik in direktem Zusammenhang mit den 2025 geplanten Investitionen der Kantonalen Anstalt für aktive Bodenpolitik (KAAB). Ausserdem ist die Entnahme zur Deckung des Übergangsbeitrags des Staates zugunsten der Gemeinden und Pfarreien/Kirchgemeinden in Zusammenhang mit der in der Volksabstimmung vom 30. Juni 2019 angenommenen neuen Unternehmenssteuerreform rückläufig und entspricht dem Betrag, der 2025 ausbezahlt werden soll. Die Entnahmen aus dem Infrastrukturfonds fallen um 13,1 Millionen Franken geringer aus als im Voranschlag 2024, da sie an die für 2025 veranschlagten Ausgaben angepasst wurden. Dasselbe gilt für die Entnahmen aus dem Energiefonds (- 16,2 Millionen Franken).

Die signifikantesten Veränderungen betreffen:

mios / Mio.

**au chapitre des impôts
bei den Steuern**

Impôts sur les gains immobiliers Grundstückgewinnsteuern	+ 4,0
Impôts sur les véhicules à moteur Motorfahrzeugsteuern	+ 8,9

Impôts sur la fortune des personnes physiques Vermögenssteuern der natürlichen Personen	+ 16,0
Impôts sur le bénéfice des personnes morales Gewinnsteuern der juristischen Personen	+ 16,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques Einkommenssteuern der natürlichen Personen	+ 54,0
sur le plan des revenus propres et des parts de l'Etat à des recettes bei den Eigenmitteln und bei den Einnahmenanteilen des Staates	
Péréquation financière fédérale Finanzausgleich des Bundes	- 12,8
Part au bénéfice de la Banque cantonale de Fribourg Anteil am Gewinn der Freiburger Kantonalbank	+ 3,0
Gains sur ventes d'immobilisations (vente de postes de police) Gewinne aus der Veräusserung von Sachanlagen (Verkauf von Polizeiposten)	+ 3,1
dans le domaine des subventions et des contributions bei den Subventionen und Beiträgen	
Récupérations de secours d'aide sociale pour des demandeurs d'asile et les réfugiés Rückerstattung von Sozialhilfeleistungen für Asylsuchende und Flüchtlinge	- 7,9
Part des communes aux indemnités versées aux compagnies de transport pour le trafic régional Anteil der Gemeinden an den Abgeltungen für die Unternehmen des Regionalverkehrs	+ 3,2
Part des communes aux traitements du personnel enseignant (enseignement obligatoire) Anteil der Gemeinden an den Gehältern der Lehrkräfte (obligatorischer Unterricht)	+ 3,9
Part des communes au financement des institutions de pédagogie spécialisée Anteil der Gemeinden an der Finanzierung der sonderpädagogischen Einrichtungen	+ 4,1
Part des communes à l'excédent des dépenses d'exploitation des institutions pour personnes handicapées ou inadaptées Anteil der Gemeinden am Betriebskostenüberschuss der sonder- und sozialpädagogischen Institutionen	+ 4,6
Parts à l'impôt fédéral direct des personnes physiques et morales Anteile an der direkten Bundessteuer der natürlichen und juristischen Personen	+ 7,4
Subventions fédérales pour la réduction de cotisations dans l'assurance maladie Bundesbeiträge für die Prämienverbilligungen in der Krankenversicherung	+ 12,0
en ce qui concerne les financements spéciaux bei den Spezialfinanzierungen	
Prélèvements sur le fonds de l'énergie Entnahmen aus dem Energiefonds	- 16,2
Prélèvements sur provisions Entnahmen aus Rückstellungen	- 13,6
Prélèvements sur le fonds d'infrastructures Entnahmen aus dem Infrastrukturfonds	- 13,1
Prélèvements sur les fonds et financement spéciaux (en lien notamment avec la politique foncière active) Entnahmen aus Fonds und Spezialfinanzierungen (namentlich in Zusammenhang mit der aktiven Bodenpolitik)	- 4,6

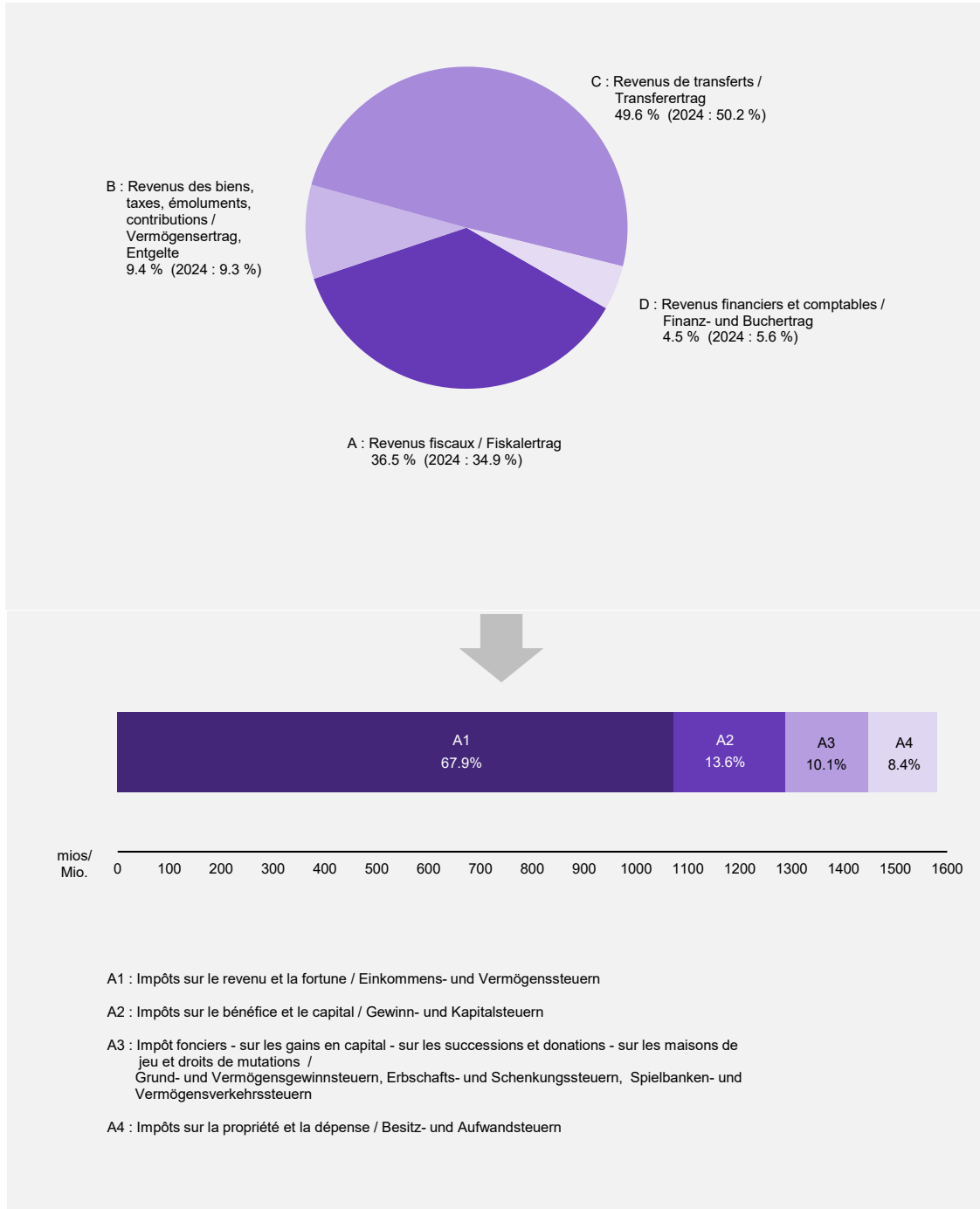
S'agissant de la ventilation des différentes sources de revenus, un léger recul est constaté tant du poids relatif des revenus des transferts de 50,2 % à 49,6 % que de la part des revenus financiers et comptables qui passe de 5,6 % à 4,5 %. C'est également le cas des revenus des biens, taxes et émoluments. Cela se reporte sur la part des revenus fiscaux qui augmente de 34,9 % à 36,5 %, notamment sous l'effet de la progression des impôts sur le revenu des personnes physiques et celles des impôts sur le bénéfice des personnes morales. A noter également que les tarifs

Bei der Verteilung der verschiedenen Ertragsquellen gehen der Anteil des Transferertrags von 50,2 % auf 49,6 % und der Anteil des Finanz- und Buchertrags von 5,6 % auf 4,5 % leicht zurück. Ebenfalls rückläufig ist der Anteil der Vermögenserträge und Entgelte. Dementsprechend vergrössert sich der Anteil des Fiskalertrags, und zwar von 34,9 % auf 36,5 %, namentlich unter dem Einfluss der höheren Einnahmen aus den Steuern der natürlichen Personen und den Gewinnsteuern der juristischen Personen. Ausserdem wurden die

liés à l'impôt sur les véhicules ont été indexés afin de tenir compte du renchérissement.

Motorfahrzeugsteuertarife teuerungsbedingt nach oben angepasst.

Répartition des revenus du compte de résultats
Verteilung des Ertrags der Erfolgsrechnung



2.2. Des rentrées fiscales 2025 en nette croissance

L'évaluation des montants de recettes fiscales à inscrire au budget est toujours délicate. Depuis le passage à la taxation annuelle, cette détermination s'est encore compliquée, compte tenu du décalage entre le moment où un revenu est perçu, le moment où ce revenu est déclaré

2.2. Steuereinnahmen 2025 markant steigend

Die Schätzung der im Voranschlag einzustellenden Steuereinnahmen ist immer heikel. Seit dem Wechsel zur einjährigen Gegenwartsbesteuerung gestalten sich diese Schätzungen aufgrund der zeitlichen Abstände zwischen den Zeitpunkten, in denen jeweils ein Einkommen erzielt,

et le moment où celui-ci est finalement taxé. Ainsi, le rendement final de l'impôt 2022 n'est connu qu'au cours de l'année 2024. C'est à partir de cette donnée de base réelle et sûre, et en se fondant sur un échantillonnage représentatif pour ce qui concerne les exercices suivants, que les projections pour les principaux impôts cantonaux ont été établies.

La crise économique de la fin de la dernière décennie avait laissé présager des années difficiles en matière de rentrées fiscales, spécialement en ce qui concerne les personnes morales. L'impact de l'abandon du taux plancher par la BNS en 2015, puis les effets de la pandémie dès 2020 a fait craindre une forte érosion des résultats des entreprises. La bonne résistance dont a fait preuve l'économie fribourgeoise et un maintien de l'activité ont permis de franchir ce cap sans enregistrer de réelle diminution des rentrées.

Après un net tassement sur l'année fiscale 2012, année qui influençait principalement les budgets 2014 et 2015, une augmentation des rentrées fiscales s'est manifestée sur les exercices suivants. Le compte 2022 enregistre des recettes fiscales sensiblement supérieures aux estimations budgétaires, rendues prudentes au vu de la crise sanitaire. Bien qu'elles continuent de croître, on constate tout de même un ralentissement dans le rythme de leur augmentation. Les prévisions pour l'année en cours, délicates en raison des effets des changements géopolitiques sur la conjoncture, restent résolument optimistes, même si la situation économique 2024 pourra toujours impacter les revenus imposés en 2025 et influencer par conséquent l'évolution des rentrées fiscales. En outre, il y a encore lieu de tenir compte dès 2020 de la réforme fiscale des entreprises (RFFA) tant au niveau fédéral que cantonal. Les principaux changements sont, pour le volet fédéral, l'abandon des statuts spéciaux et, pour le volet cantonal, la diminution du taux d'imposition ainsi que la mise en œuvre de mesures d'accompagnement.

Quant à l'imposition des personnes physiques, les estimations des recettes fiscales prennent en compte notamment les baisses fiscales retenues par le Grand Conseil pour 2022 et pour 2023, à savoir la compensation des effets de la progression à froid, la modification des déductions pour personnes nécessiteuses ainsi que l'abandon de l'impôt minimum.

Au niveau de l'impôt sur les prestations en capital, les effets de la diminution du barème ont été pris en compte dès l'année 2023.

deklariert und schliesslich veranlagt wird, noch schwieriger. So ist der endgültige Steuerertrag 2022 erst im Laufe des Rechnungsjahres 2024 bekannt. Die Vorausrechnungen für die wichtigsten kantonalen Steuern wurden ausgehend von dieser realen und sicheren Basis und gestützt auf eine repräsentative Stichprobe für die Folgejahre vorgenommen.

Aufgrund der Wirtschaftskrise Ende des ersten Jahrzehnts des 21. Jahrhunderts musste man sich insbesondere punkto Steuereinnahmen der juristischen Personen auf «mageren» Jahre einstellen. Mit der Aufhebung des Mindestkurses durch die SNB im Jahr 2015 und anschliessend den Pandemiefolgen ab 2020 war ein starker Einbruch der Unternehmensergebnisse zu befürchten. Da sich die Freiburger Wirtschaft aber als krisenresistent erwies und weiter sehr aktiv war, kam hier es zu keinen wirklichen Einnahmefällen.

Nach einer deutlichen Stagnation im Steuerjahr 2012, die hauptsächlich die Voranschläge 2014 und 2015 beeinflusste, stiegen die Steuereinnahmen in den folgenden Rechnungsjahren wieder an. In der Staatsrechnung 2022 liegen die Steuereinnahmen deutlich über den infolge der Coronakrise vorsichtigen Voranschlagsschätzungen. Sie steigen weiter an, aber weniger stark. Die bedingt durch die konjunkturellen Auswirkungen der geopolitischen Veränderungen etwas heiklen Prognosen für das laufende Jahr sind weiter sehr optimistisch, auch wenn sich die wirtschaftliche Situation 2024 weiter auf die 2025 besteuerten Einkommen und damit auf die Entwicklung der Steuereinnahmen auswirken kann. Ausserdem muss seit 2020 nach wie vor der Unternehmenssteuerreform (STAF) sowohl auf eidgenössischer als auch auf kantonaler Ebene Rechnung getragen werden. Die grössten Änderungen sind auf eidgenössischer Ebene die Abschaffung der besonderen Steuerstatus und auf kantonaler Ebene die Steuersatzsenkung sowie die Umsetzung von flankierenden Massnahmen.

Bei der Einkommenssteuer der natürlichen Personen tragen die Schätzungen insbesondere den vom Grosse Rat für 2022 und 2023 verabschiedeten sowie den vom Staatsrat für 2023 beantragten steuerlichen Entlastungen Rechnung, nämlich dem Ausgleich der Folgen der kalten Progression, den geänderten Abzügen für unterstützungsbedürftige Personen sowie dem Wegfall der Mindeststeuer.

Bei der Steuer auf Kapitalabfindungen kommen ab 2023 die Auswirkungen der Tarifsenkung zum Tragen.

Ces perspectives se confirment en 2025 comme l'indique le tableau qui suit :

Diese Perspektiven bestätigen sich für 2025, wie folgende Tabelle zeigt:

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Evolution Entwicklung 2024-2025	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Impôts directs sur les personnes physiques : Direkte Steuern natürliche Personen:				
Impôts sur le revenu Einkommenssteuern	932,0	878,0	+ 54,0	+ 6,2
Impôts sur la fortune Vermögenssteuern	99,0	83,0	+ 16,0	+ 19,3
Impôts à la source Quellensteuern	36,0	34,0	+ 2,0	+ 5,9
Impôts par suite de procédure en soustraction et amendes Steuern und Bussen infolge Hinterziehungsverfahren	6,3	7,8	- 1,5	- 19,2
Impôts directs sur les personnes morales : Direkte Steuern juristische Personen:				
Impôts sur le bénéfice Gewinnsteuern	202,0	186,0	+ 16,0	+ 8,6
Impôts sur le capital Kapitalsteuern	12,0	11,0	+ 1,0	+ 9,1
Autres impôts directs : Übrige direkte Steuern:				
Impôts fonciers Grundsteuern	2,5	3,5	- 1,0	- 28,6
Impôts sur les gains en capital Vermögensgewinnsteuern	80,4	74,6	+ 5,8	+ 7,8
Droits de mutations Vermögensverkehrssteuern	64,7	64,3	+ 0,4	+ 0,6
Impôts sur les successions et donations Erbschafts- und Schenkungssteuern	10,0	9,0	+ 1,0	+ 11,1
Impôts sur les maisons de jeu Spielbankenabgabe	2,3	2,5	- 0,2	- 8,0
Impôts sur la propriété et sur la dépense Besitz- und Aufwandsteuern	133,1	124,1	+ 9,0	+ 7,3
Total	1580,3	1477,8	+ 102,5	+ 6,9

S'agissant du principal impôt, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la fixation à 932 millions de francs du montant retenu au budget 2025 s'est opérée en partant d'un rendement effectif final attendu 2022 s'élevant à quelque 849 millions de francs et d'une hypothèse de croissance de 3,5 % en 2023, de 3,5 % en 2024 et de 3,7 % en 2025.

La progression de 3,5 % retenue en 2023, à laquelle s'ajoutent les effets de la modification de la loi sur la mobilité, est atténuée par les baisses fiscales décidées, laissant apparaître au final, à un coefficient constant

In der wichtigsten Steuerkategorie, der Einkommenssteuer der natürlichen Personen, wurde der Betrag von 932 Millionen Franken in den Voranschlag 2025 aufgenommen, indem von einem effektiven Endertrag 2022 von rund 849 Millionen Franken ausgegangen wurde sowie von einer jährlichen Zuwachsrate von 3,5 % für 2023, von 3,5 % für 2024 und von 3,7 % für 2025.

Die 2023 berücksichtigte Zunahme um 3,5 %, zu der noch die Auswirkungen der Änderungen des Mobilitätsgesetzes hinzukommen, wird durch die beschlossenen Steuerensenkungen abgeschwächt, wodurch letztlich der Steuerertrag

Message

(96 %), un rendement fiscal 2023 en hausse de 22 millions de francs par rapport à 2022.

Prenant en considération un taux de progression de 3,5 % et le coefficient à 96 %, le potentiel fiscal 2024 se monte à 901 millions de francs.

La croissance prévue en 2025 est estimée à 3,7 %. Par conséquent, le potentiel fiscal 2025 atteint 935 millions de francs, en hausse de 34 millions de francs par rapport à celui de l'année précédente, à coefficient constant (96 %).

Botschaft

2023 bei gleichbleibendem Steuerfuss (96 %) um 22 Millionen Franken höher ausfällt als 2022.

Mit einer Zuwachsrate von 3,5 % und dem Steuerfuss von 96 % ergibt sich 2024 ein Steuerpotenzial von 901 Millionen Franken.

Die Zunahme 2025 wird schätzungsweise 3,7 % betragen. Demzufolge erreicht das Steuerpotenzial 2025 935 Millionen Franken, 34 Millionen Franken mehr als im Vorjahr, bei gleichem Steuerfuss (96 %).

mios / Mio.

Année 2022
Steuerjahr 2022

849

Résultat attendu de la dernière année complète de taxation
Erwarteter Ertrag des letzten vollständigen Veranlagungsjahres

Année 2023
Steuerjahr 2023

849 + 30 – 10 + 2

871

Augmentation de 3,5 % du rendement fiscal 2023 (+ 30 mios), prise en compte de baisses fiscales (– 10 mios) et les effets de modification de la loi sur la mobilité (+ 2 mios)

Erhöhung des Steuerertrags 2023 um 3,5 % (+ 30 Mio.), Einbezug der Steuersenkungen (– 10 Mio.) und der Auswirkungen der Änderungen des Mobilitätsgesetzes (+ 2 Mio.)

Année 2024
Steuerjahr 2024

871 + 30

901

Augmentation de 3,5 % du rendement fiscal 2024 (+ 30 mios)
Erhöhung des Steuerertrags 2024 um 3,5 % (+ 30 Mio.)

Année 2025
Steuerjahr 2025

901 + 34

935

Augmentation de 3,7 % du rendement fiscal 2025 (+ 34 mios)
Erhöhung des Steuerertrags 2025 um 3,7 % (+ 34 Mio.)

La comptabilisation des recettes s'effectue sur la base d'estimations durant deux ans au cours desquels la recette potentielle est comptabilisée à concurrence de 93 % sur la 1^{ère} année, d'une deuxième part de 3 % sur la deuxième année ; le solde est comptabilisé sur la troisième année au terme des taxations.

L'application de ces règles conduit donc à prévoir 932 millions de francs d'impôt sur le revenu au budget 2025, soit :

- > 35 millions de francs comme 3^{ème} part de l'impôt 2023 ;
- > 27 millions de francs comme 2^{ème} part de l'impôt 2024 ;
- > 870 millions de francs comme 1^{ère} part de l'impôt 2025.

Une même démarche d'analyse a présidé à l'évaluation des autres principales rentrées d'impôts sur la base d'hypothèses différenciées.

Au niveau des impôts sur la fortune des personnes physiques, on observe une hausse significative de

Die Steuereinnahmen werden anhand von Schätzungen über zwei Jahre veranschlagt, in denen die voraussichtlichen Einnahmen im ersten Jahr mit 93 % und im zweiten Jahr mit 3 % verbucht werden. Der Saldo wird im dritten Jahr nach Abschluss der Veranlagungen verbucht.

Damit sind im Voranschlag 2025 für die Einkommenssteuer 932 Millionen Franken vorzusehen, nämlich:

- > 35 Millionen Franken als 3. Anteil für 2023;
- > 27 Millionen Franken als 2. Anteil für 2024;
- > 870 Millionen Franken als 1. Anteil für 2025.

Die übrigen Hauptsteuererträge wurden ausgehend von differenzierten Hypothesen nach dem gleichen Vorgehen evaluiert.

Bei der Vermögenssteuer der natürlichen Personen ist eine markante Zunahme um 16 Millionen Franken

16 millions de francs par rapport au budget 2024, en tenant compte d'une progression du potentiel fiscal de 7 millions de francs pour 2023, de 6 millions de francs pour 2024, et de 6 millions de francs pour 2025, le portant, cette année-là, à 101 millions de francs.

L'évolution de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales est plus aléatoire et est fonction de la marche des affaires, en particulier de celle des principales sociétés imposées dans le canton. Pour les estimations, il y a lieu de prendre en considération dès 2020 les modifications liées au projet de RFFA. Le potentiel de l'année 2022 pourrait atteindre 172 millions de francs. Pour la période fiscale 2023, le potentiel s'établit à 193 millions de francs en tenant compte d'une progression des recettes ordinaires de 21 millions de francs en raison notamment des résultats déjà connus de certaines sociétés. Pour la période fiscale 2024, s'ajoutent au potentiel fiscal ordinaire de l'année 2023 de 193 millions de francs, une progression de 5 millions de francs pour tenir compte des résultats anticipés de certaines sociétés, soit un potentiel fiscal 2024 estimé à 198 millions de francs. Le potentiel fiscal de l'année 2025 est augmenté de 7 millions de francs par rapport à 2024 afin de tenir compte du résultat anticipé de certaines entreprises. Le potentiel fiscal 2025 se porte ainsi à 205 millions de francs. En considération de ces éléments et en tenant compte des dernières informations disponibles, le rendement de l'impôt sur le bénéfice a été estimé à :

- > 172 millions de francs pour 2022 ;
- > 193 millions de francs pour 2023 ;
- > 198 millions de francs pour 2024 ;
- > 205 millions de francs pour 2025.

Partant d'un rendement effectif final attendu 2022 s'élevant à 172 millions de francs, cela correspond à une hausse de 12,2 % en 2023, d'une croissance de 2,6 % en 2024 et d'une augmentation de 3,5 % en 2025 compte tenu notamment des résultats anticipés de certaines sociétés.

gegenüber dem Voranschlag 2024 zu verzeichnen, und mit einem Steuerpotenzial von plus 7 Millionen Franken für 2023, plus 6 Millionen Franken für 2024 und plus 6 Millionen Franken für 2025, ergibt sich für 2025 ein Steuerpotenzial von 101 Millionen Franken.

Die Entwicklung des Gewinnsteuerertrags der juristischen Personen ist willkürlicher und hängt vom Geschäftsgang insbesondere der wichtigsten steuerzahlenden Unternehmen ab. Bei den Schätzungen ist ab 2020 den Änderungen infolge der STAF Rechnung zu tragen. Für das Jahr 2022 kann mit einem Steuerpotenzial von 172 Millionen Franken gerechnet werden. Für die Steuerperiode 2023 beläuft sich das Steuerpotenzial auf 193 Millionen Franken unter Berücksichtigung einer Zunahme der ordentlichen Einnahmen um 21 Millionen Franken insbesondere aufgrund der bereits bekannten Ergebnisse gewisser Unternehmen. Für die Steuerperiode 2024 kommen zum ordentlichen Steuerpotenzial 2023 von 193 Millionen Franken noch 5 Millionen Franken zur Berücksichtigung der im Voraus bekannten Ergebnisse gewisser Unternehmen hinzu, was ein geschätztes Steuerpotenzial 2024 von 198 Millionen Franken ergibt. Das Steuerpotenzial 2025 wird im Vergleich zu 2024 in Berücksichtigung schon bekannter Ergebnisse gewisser Unternehmen um 7 Millionen Franken höher angesetzt. Das Steuerpotenzial 2025 beläuft sich somit auf 205 Millionen Franken. Unter diesen Umständen und nach den jüngsten verfügbaren Informationen wurde der Gewinnsteuerertrag wie folgt geschätzt:

- > 172 Millionen Franken für 2022;
- > 193 Millionen Franken für 2023;
- > 198 Millionen Franken für 2024;
- > 205 Millionen Franken für 2025.

Ausgehend von einem schliesslich effektiv erwarteten Steuerertrag von 172 Millionen Franken für 2022 entspricht dies einer Zunahme um 12,2 % für 2023, einer Zunahme um 2,6 % für 2024 und einer Zunahme um 3,5 % für 2025, insbesondere unter Berücksichtigung der schon bekannten Ergebnisse gewisser Unternehmen.

La comptabilisation des recettes s'effectue sur la base d'estimations durant deux ans au cours desquels la recette potentielle est comptabilisée à concurrence de 70 % sur la 1^{ère} année, d'une deuxième part de 10 % sur la deuxième année ; le solde est comptabilisé sur la troisième année au terme des taxations. La recette inscrite à ce titre au budget 2025 comprend :

- > 39 millions de francs comme 3^e part de l'impôt 2023 ;
- > 19 millions de francs comme 2^e part de l'impôt 2024 ;
- > 144 millions de francs comme 1^{ère} part de l'impôt 2025.

Concernant les recettes de l'impôt sur le capital des personnes morales, elles augmentent légèrement en 2025 sur la base de la taxation 2022 qui devrait se monter à 12 millions de francs. Pour les années 2023 et 2024, aucune progression n'est prise en compte. Quant au potentiel fiscal pour 2025, il tient compte de l'introduction des prêts intra-groupes dans l'imposition différenciée et d'une progression. Il se monte ainsi à 11 millions de francs.

S'agissant des autres impôts, ils laissent apparaître, pour la plupart, une certaine progression par rapport au budget 2024, hormis les impôts fonciers et les impôts sur les maisons de jeu. Concernant le premier, les impôts sur la diminution de l'aire agricole sont en baisse afin de correspondre aux dernières recettes effectives enregistrées. En outre, il y a lieu de relever la progression constatée au niveau des impôts sur la propriété et sur la dépense de 9 millions de francs. Elle provient essentiellement des impôts sur les véhicules à moteur, dont les tarifs ont été adaptés au renchérissement.

2.3. Légère progression des ressources extérieures

De 2012 à 2015, les revenus en provenance de l'extérieur ont stagné globalement aux alentours de 1,6 milliard de francs. Après une hausse sensible constatée au budget 2016, ces contributions ont connu, en 2017, un ralentissement net de leur rythme de croissance. Depuis 2018, ces ressources repartent à la hausse. Depuis 2023, elles dépassent même les 2 milliards de francs. L'évolution des revenus liés à la péréquation financière fédérale ainsi qu'aux dédommagements y ont été pour beaucoup lors des exercices budgétaires précédents. Cependant, au budget 2025, ils régressent de 17 millions de francs. C'est donc au niveau des parts à des recettes de la Confédération (+ 7,8 millions de francs) et des subventions acquises (+ 25,3 millions de francs) que provient principalement l'augmentation des ressources extérieures en 2025.

Die Erträge werden ausgehend von den Schätzungen über zwei Jahre eingestellt, in denen die potenziellen Einnahmen im ersten Jahr mit einem Anteil von 70 % und im zweiten Jahr mit einem Anteil von 10 % berücksichtigt werden. Der Saldo wird im dritten Jahr nach Abschluss der Veranlagungen verbucht. Der im Voranschlag 2025 eingestellte Ertrag setzt sich zusammen aus:

- > 39 Millionen Franken als 3. Anteil für 2023;
- > 19 Millionen Franken als 2. Anteil für 2024;
- > 144 Millionen Franken als 1. Anteil für 2025.

Die Kapitalsteuererträge der juristischen Personen steigen 2025 leicht, basierend auf den Veranlagungen 2022, die sich voraussichtlich auf 12 Millionen Franken belaufen dürften. Für die Jahre 2023 und 2024 ist kein Zuwachs verzeichnet. Im Steuerpotenzial für 2025 sind die Einbeziehung konzerninterner Darlehen in die differenzierte Kapitalbesteuerung und eine Progression berücksichtigt, und, es beläuft sich damit auf 11 Millionen Franken.

Bei den meisten übrigen Steuern ist eine gewisse Zunahme gegenüber dem Voranschlag 2024 auszumachen, ausser bei den Grundsteuern und den Spielbankenabgaben. Bei ersteren sind die Steuern zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes entsprechend den gegebenen Umständen rückläufig. Es ist auch darauf hinzuweisen, dass bei den Besitz- und Aufwandsteuern eine Zunahme um 9 Millionen Franken zu verzeichnen ist, hauptsächlich aufgrund der Motorfahrzeugsteuern, deren Tarife teuerungsbedingt angepasst wurden.

2.3. Leichte Zunahme der Fremdmittel

Von 2012 bis 2015 hatten sich die Fremdmittel bei um die 1,6 Milliarden Franken eingependelt. Nach einer markanten Zunahme im Voranschlag 2016 waren sie 2017 wieder deutlich rückläufig, und seit 2018 nehmen sie wieder zu. Seit 2023 betragen sie sogar über 2 Milliarden Franken, was zu einem grossen Teil mit der Entwicklung der Einkünfte aus dem eidgenössischen Finanzausgleich sowie mit den Entschädigungen in den Vorjahren zusammenhängt. Im Voranschlag 2025 sind sie jedoch um 17 Millionen Franken rückläufig. Der Zunahme der Fremdmittel 2025 liegt also hauptsächlich ein Plus bei den Einnahmen des Bundes (+ 7,8 Millionen Franken) und bei den Beiträgen für eigene Rechnung (+ 25,3 Millionen Franken) zugrunde.

Provenance des ressources financières extérieures
Herkunft der externen Mittel

	Confédération Bund	Péréquation financière fédérale Finanzausgleich des Bundes	Communes Gemeinden	Cantons Kantone	Tiers Dritte
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Parts à des recettes Einnahmenanteile					
2024	184,1	619,2	–	–	–
2025	191,9	606,4	–	–	–
Dédommagements Entschädigungen					
2024	102,1	–	256,4	143,4	–
2025	93,1	–	264,9	139,7	–
Subventions acquises Beiträge für eigene Rechnung					
2024	299,3	–	219,8	–	48,2
2025	313,1	–	230,4	–	49,1
Subventions à redistribuer Durchlaufende Beiträge					
2024	217,2	–	33,6	–	3,6
2025	217,3	–	34,4	–	3,8
Total ensemble des revenus de transferts Total Transferzahlungen					
2024	802,7	619,2	509,8	143,4	51,8
2025	815,4	606,4	529,7	139,7	52,9
Variation 2024-2025 Veränderung 2024-2025	+ 12,7	– 12,8	+ 19,9	– 3,7	+ 1,1

Globalement d'un budget à l'autre, le volume des ressources externes passe de 2126,9 millions de francs à 2144,1 millions de francs en 2025, ce qui correspond à une augmentation de 0,8 %. Cette légère progression représente une baisse notable par rapport au taux de progression de l'année précédente (3,8 %). Elle se situe même bien en dessous de celui constaté au budget 2023 (7,4 %). Leur part au financement des tâches publiques (hors investissements) décroît par conséquent quelque peu pour s'établir à 49,6 % (50,2 % au budget 2024). Les parts à des recettes diminuent légèrement. En effet, la hausse constatée notamment au niveau des parts à l'impôt fédéral direct (+ 7,4 millions de francs) et à l'impôt anticipé (+ 0,8 million de francs), n'arrive pas à compenser entièrement la baisse des revenus liés à la

Insgesamt nehmen die Fremdmittel von einem Voranschlag zum nächsten um 0,8 % von 2126,9 Millionen Franken auf 2144,1 Millionen Franken im Jahr 2025 zu. Diese leichte Zunahme ist deutlich tiefer als im Vorjahr (3,8 %) und sogar markant tiefer als im Voranschlag 2023 (7,4 %). Ihr Anteil an der Finanzierung öffentlicher Aufgaben (ohne Investitionen) geht dementsprechend etwas zurück auf 49,6 % (50,2 % im Voranschlag 2024). Die Einnahmenanteile sind leicht rückläufig. Mit dem Plus bei den Anteilen an der direkten Bundessteuer (+ 7,4 Millionen Franken) und der Verrechnungssteuer (+ 0,8 Millionen Franken) lässt sich der Rückgang bei den Einkünften aus dem eidgenössischen Finanzausgleich (– 12,8 Millionen Franken) nämlich nicht ganz kompensieren. Die Beträge aus dem Ressourcenausgleich fallen

péréquation financière fédérale (– 12,8 millions de francs). Les montants issus de la péréquation des ressources augmentent de 5,6 millions de francs. S'ajoute la compensation des charges socio-démographiques pour 2,3 millions de francs, en hausse notable par rapport au budget 2024. De son côté, la compensation des charges géo-topographiques reste quasiment identique. L'ensemble de ces améliorations sur les contributions « ordinaires » (+ 7,7 millions de francs) est plus que compensé par les réductions observées tant au niveau des revenus du fonds de compensation des cas de rigueur (– 6,9 millions de francs) qu'à celui des autres mesures liées à la péréquation financière (– 13,6 millions de francs). A ce sujet, il y a lieu de rappeler que la mesure d'atténuation (5,1 millions de francs) en lien avec la révision 2020 du système péréquatif ainsi que la contribution complémentaire (49,9 millions de francs) en lien avec la réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) ne sont que des versements temporaires, jusqu'en 2025 pour le premier et jusqu'en 2030 pour le second. A partir de là, les estimations actuelles indiquent que les revenus de la péréquation financière fédérale chuteront de façon marquée. Selon les estimations fournies par la Confédération, la diminution entre 2030 et 2031 pourrait avoisiner 100 millions de francs. Il s'agit ici d'un souci majeur que le Conseil d'Etat a identifié et pour lequel des mesures ont été prises (cf. infra, § 3.7.). Concernant les subventions fédérales, on constate quelques hausses, notamment celles pour la réduction de cotisations dans l'assurance maladie ainsi que celles pour les prestations complémentaires AVS/AI. Dans la catégorie « Dédommagements », une diminution significative de 9,3 millions de francs apparaît notamment au niveau de la part de la Confédération aux frais des mesures d'intégration des personnes admises à titre provisoire ainsi qu'au niveau des récupérations de secours d'aide sociale pour des demandeurs d'asile et les réfugiés. Du côté des cantons, on constate aussi un recul de la participation de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale ainsi que des contributions des cantons non universitaires.

Les revenus en provenance des communes seront, en 2025, supérieurs de 19,9 millions de francs par rapport au budget 2024. Cette évolution est directement liée à des hausses de charges constatées en particulier dans différents domaines cofinancés par les communes et l'Etat. On citera essentiellement les augmentations relatives aux charges de personnel dans l'enseignement obligatoire, au vu du nombre de nouveaux postes créés au budget 2025, celles relatives aux dépenses d'exploitation des institutions spécialisées et de pédagogie spécialisée ainsi que celles liées aux frais d'accompagnement dans les EMS. Le développement en matière de transports publics implique également une hausse des indemnités versées aux compagnies de transports pour le trafic régional.

um 5,6 Millionen Franken höher aus. Dazu kommen 2,3 Millionen Franken für den soziodemografischen Lastenausgleich, erheblich mehr als im Voranschlag 2024. Der geografisch-topografische Lastenausgleich bleibt hingegen praktisch gleich. Insgesamt werden diese Verbesserungen bei den «gewöhnlichen» Beiträgen (+ 7,7 Millionen Franken) durch das Minus bei den Einkünften aus dem Härteausgleichsfonds (– 6,9 Millionen Franken) und den übrigen Finanzausgleichsmassnahmen (– 13,6 Millionen Franken) völlig absorbiert. Diesbezüglich ist darauf hinzuweisen, dass die Abfederungsmassnahme (5,1 Millionen Franken) in Zusammenhang mit der Finanzausgleichsrevision 2020 wie auch der Ergänzungsbeitrag (49,9 Millionen Franken) in Zusammenhang mit der Steuerreform und AHV-Finanzierung (STAF) nur vorübergehend gezahlt werden, erstere bis 2025 und letztere bis 2030. Ab dann werden nach den derzeitigen Schätzungen die Einnahmen aus dem eidgenössischen Finanzausgleich drastisch sinken. Nach den Schätzungen Bundes könnte der Rückgang zwischen 2030 und 2031 rund 100 Millionen Franken betragen. Das ist ein grosses Problem, das der Staatsrat erkannt hat und wogegen er entsprechende Massnahmen ergriffen hat (s. unten Kap. 3.7). Bei den Bundesbeiträgen sind einige Erhöhungen festzustellen, namentlich bei den Beiträgen für die Prämienverbilligungen in der Krankenversicherung sowie für die AHV/IV-Ergänzungsleistungen. In der Kategorie «Entschädigungen» ist ein deutliches Minus von 9,3 Millionen Franken festzustellen, und zwar namentlich beim Anteil des Bundes an den Kosten der Integrationsmassnahmen vorläufig Aufgenommener sowie bei der Rückerstattung von Sozialhilfeleistungen für Asylsuchende und Flüchtlinge. Auf der Seite der Kantone ist auch ein Minus bei den Beteiligungen der Fachhochschule Westschweiz sowie bei den Betriebsbeiträgen der Nidhochschulkantone zu verzeichnen.

Die von den Gemeinden stammenden Einkünfte fallen im Voranschlag 2025 um 19,9 Millionen Franken höher aus als im Voranschlag 2024. Diese Entwicklung steht in direktem Zusammenhang mit höheren Aufwendungen namentlich in verschiedenen vom Staat und den Gemeinden kofinanzierten Bereichen. Dazu gehören hauptsächlich die Aufwanderhöhungen beim Lehrpersonal der obligatorischen Schulen in Anbetracht der Zahl der neu geschaffenen Stellen im Voranschlag 2025, die höheren Betriebskosten der sonder- und sozialpädagogischen Institutionen und sonderpädagogischen Einrichtungen und die höheren Betreuungskosten in den Pflegeheimen. Die Entwicklung im Bereich öffentlicher Verkehr führt ebenfalls zu mehr Entschädigungen an Verkehrsbetriebe für den Regionalverkehr.

2.4. Des revenus des biens et autres recettes d'exploitation quasiment stables

Cette catégorie de ressources propres, qui représente un peu moins de 10 % des revenus de fonctionnement de l'Etat, devrait atteindre un volume total de 408,7 millions de francs en 2025.

Les revenus des biens et autres recettes d'exploitation progressent de 15,9 millions de francs. L'évolution est ainsi relativement stable par rapport à l'année précédente. L'augmentation principale provient des revenus financiers, en particulier les revenus des intérêts et ceux provenant d'entreprises publiques (BCF et Groupe E SA). A cela s'ajoutent des gains sur ventes d'immeubles (postes de police). Cette opération est unique en 2025. Comme au budget 2024 aucune répartition supplémentaire du bénéfice de la BNS n'a été budgétisée en 2025, au vu des résultats annoncés.

2.5. Recours moindre aux provisions

En 2025, il est prévu de faire appel, de façon moins intensive qu'en 2024, aux fonds et financements spéciaux.

2.4. Vermögenserträge und andere Betriebseinnahmen praktisch unverändert

In dieser Kategorie von Eigenmitteln, die etwas weniger als 10 % des laufenden Ertrags des Staates ausmachen, dürften 2025 Erträge von insgesamt 408,7 Millionen Franken erreicht werden.

Die Vermögenserträge und übrigen Betriebseinnahmen nehmen um 15,9 Millionen Franken zu. Diese fast gleiche Zunahme wie im Vorjahr ist hauptsächlich auf die Finanzerträge, insbesondere die Zinserträge und Erträge von öffentlichen Unternehmungen (FKB und Groupe E AG) zurückzuführen. Dazu kommen noch Gewinne aus dem Verkauf von Liegenschaften (Polizeiposten). Dies ist eine 2025 einmalig erfolgende Transaktion. Wie schon im Voranschlag 2024 ist angesichts der angekündigten Ergebnisse auch 2025 keine SNB-Gewinnausschüttung budgetiert worden.

2.5. Geringerer Rückgriff auf Rückstellungen

2025 sollen die Fonds und Spezialfinanzierungen weniger stark beansprucht werden als 2024:

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Variation Veränderung 2024-2025	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Prélèvements sur fonds Fondsentrnahmen	86,2	118,9	- 32,7	- 27,5
Prélèvements sur provisions Entnahmen aus Rückstellungen	61,6	75,3	- 13,7	- 18,2
Prélèvements totaux Entnahmen insgesamt	147,8	194,2	- 46,4	- 23,9

Les prélèvements sur fonds sont directement liés aux dépenses qu'il est prévu d'engager dans des domaines spécifiques (notamment emploi, énergie, nouvelle politique régionale, projet Bluefactory, routes).

La baisse de 32,7 millions de francs constatée au niveau des prélèvements sur les fonds a trois principales origines.

Tout d'abord, le prélèvement de 3 millions de francs, effectué en 2025 sur le fonds de politique foncière active afin de couvrir les moyens financiers qui seront alloués en faveur de l'ECPF pour les investissements de ce dernier est sensiblement inférieur à celui qui avait été prévu au budget 2024 (8,4 millions de francs).

Ensuite, on note le recul des prélèvements sur les fonds de l'énergie provenant d'un volume moindre des dépenses retenues au budget 2025 (-16,2 millions de francs).

Die Fondsentrnahmen stehen in direktem Zusammenhang mit den Ausgaben, die in verschiedenen spezifischen Bereichen geplant sind (namentlich Beschäftigung, Energie, Neue Regionalpolitik, Projekt Bluefactory, Strassen).

Der Rückgang der Fondsentrnahmen um 32,7 Millionen Franken ist auf drei Hauptgründe zurückzuführen.

Zunächst ist die Entnahme von 3 Millionen Franken aus dem Fonds für aktive Bodenpolitik im Jahr 2025 zur Deckung der finanziellen Mittel, die zugunsten der KAAB für ihre Investitionen bereitgestellt werden, deutlich geringer als im Voranschlag 2024 (8,4 Millionen Franken).

Dann ist festzustellen, dass weniger Mittel aus dem Energiefonds entnommen werden, weil im Voranschlag

Enfin, le montant prélevé sur le fonds d'infrastructures au budget 2025 est en baisse par rapport à l'année précédente (– 13,1 millions de francs) pour atteindre un peu plus de 20 millions de francs. Il dépend directement des dépenses retenues pour les projets. On peut relever en particulier les prélèvements d'un million de francs pour les investissements en lien avec les mesures en faveur du climat et de 6 millions de francs pour la digitalisation. Ce fonds est également mis à contribution pour les investissements en faveur des agglomérations, de la mobilité douce et des routes de contournement, à hauteur de 5 millions de francs.

Le montant des prélèvements sur les provisions s'élève à 61,6 millions de francs, soit un montant en baisse de 13,7 millions de francs par rapport au budget 2024. Pour la troisième année consécutive, on retrouve un prélèvement en lien avec la BNS de 25 millions de francs cette fois-ci (50 millions de francs prévus en 2023 et 2024). A noter qu'aucun montant n'a été, cette année encore, inscrit au titre de part au bénéfice net de la BNS ; ce nouveau prélèvement permettant de pallier en partie ce manque de revenu. A cela s'ajoute la répartition exceptionnelle du gain lié au retrait de la 6^{ème} série des billets de banque qui, de par la législation fédérale, profite aux cantons et à la Confédération. La part attendue pour Fribourg découlant de cette opération particulière est estimée à 17,5 millions de francs. Ce revenu unique sera affecté à la provision BNS, c'est pourquoi il est prévu, au budget 2025, un prélèvement supplémentaire de même ampleur sur la provision ad hoc. En outre, les prélèvements sur provision comprennent notamment 3,5 millions de francs pour financer partiellement la mise en œuvre progressive du programme « Master en médecine », 3,2 millions de francs en lien avec les charges résiduelles liées au domaine de l'asile ainsi que 1,5 million de francs pour faire face aux coûts de la politique en faveur des personnes âgées. On peut relever également un montant de 0,5 million de francs prélevé sur la provision COVID dans le but de couvrir les dépenses encore inscrites au budget 2025 pour le soutien à la presse. A noter enfin, le prélèvement 2025 de 7,7 millions de francs sur la provision relative aux incidences du volet cantonal de la réforme fiscale des entreprises afin de financer la contribution cantonale qu'il est prévu de verser temporairement aux communes et aux paroisses en vertu du décret accepté en votation populaire le 30 juin 2019.

2025 auch weniger Ausgaben budgetiert wurden (–16,2 Millionen Franken).

Und schliesslich ist die Entnahme aus dem Infrastrukturfonds im Voranschlag 2025 niedriger als im Vorjahr (– 13,1 Millionen Franken) und beläuft sich auf etwas mehr als 20 Millionen Franken. Der Betrag hängt unmittelbar von den berücksichtigten Projektausgaben ab. Besonders zu erwähnen sind die Entnahmen im Umfang von einer Million Franken für Investitionen für Klimaschutzmassnahmen und sanfte Mobilität und von 6 Millionen Franken für die Digitalisierung. Auf diesen Fonds wird auch für Investitionen zugunsten der Agglomerationen, des Langsamverkehrs und der Umfahrungsstrassen im Umfang von 5 Millionen Franken zurückgegriffen.

Die Rückstellungsentnahmen belaufen sich auf 61,6 Millionen Franken, das sind 13,7 Millionen Franken weniger als im Voranschlag 2024. Zum dritten Mal in Folge ist eine Entnahme aus der Rückstellung in Zusammenhang mit der SNB im Umfang von 25 Millionen Franken vorgesehen (50 Millionen Franken 2023 und 2024). Auch in diesem Jahr ist übrigens noch kein Betrag als SNB-Gewinnanteil eingestellt worden, und dieser Einnahmefall lässt sich mit dieser erneuten Rückstellungsentnahme teilweise wettmachen. Dazu kommt die ausserordentliche Verteilung des Gewinns im Zusammenhang mit dem Einzug der 6. Banknotenserie, die kraft Bundesgesetzgebung den Kantonen und dem Bund zugutekommt. Der voraussichtliche Anteil für Freiburg aus dieser besonderen Transaktion wird auf 17,5 Millionen Franken geschätzt. Dieser einmalige Ertrag wird der SNB-Rückstellung zugewiesen, weshalb im Budget 2025 eine zusätzliche Entnahme aus der entsprechenden Rückstellung in gleicher Höhe vorgesehen ist. Die Rückstellungsentnahmen umfassen weiter 3,5 Millionen Franken zur Teilfinanzierung der schrittweisen Einführung des neuen Masterstudiengangs in Humanmedizin, 3,2 Millionen Franken für die verbleibenden Kosten im Asylbereich sowie 1,5 Millionen Franken für die Alterspolitik. Hinzu kommt noch eine Entnahme von 0,5 Millionen Franken aus der COVID-Rückstellung zur Finanzierung von noch im Voranschlag 2025 eingestellten Ausgaben für die Unterstützung der Presse. Zu erwähnen ist schliesslich die Entnahme von 7,7 Millionen Franken 2025 aus der Rückstellung für die Auswirkungen der kantonalen Unternehmenssteuerreform zur Finanzierung der vorgesehenen kantonalen Übergangsbeiträge für die Gemeinden und Pfarreien/Kirchgemeinden gemäss dem in der Volksabstimmung vom 30. Juni 2019 angenommenen Dekret.

3. Les charges du compte de résultats

3.1. Une hausse de 2,1 % des charges totales, identique à celle des revenus

Selon les prévisions établies, les charges totales de fonctionnement devraient passer de 4236,8 millions de francs en 2024 à 4326,1 millions de francs en 2025, soit un taux de croissance annuel de 2,1 %.

3. Aufwand der Erfolgsrechnung

3.1. Zunahme des Gesamtaufwands um 2,1 %, gleich wie beim Ertrag

Den Prognosen zufolge dürfte sich der Gesamtaufwand der Erfolgsrechnung von 4236,8 Millionen Franken im Jahr 2024 auf 4326,1 Millionen Franken im Jahr 2025 erhöhen, was einer Zuwachsrate von 2,1 % entspricht.

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024		Evolution Entwicklung 2024-2025
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Charges de personnel Personalaufwand	1537,0	1510,1	+ 26,9	+ 1,8
Charges de consommation de biens et services et autres charges d'exploitation Sach- und übriger Betriebsaufwand	450,9	430,3	+ 20,6	+ 4,8
Charges financières Finanzaufwand	7,1	6,1	+ 1,0	+ 16,4
Amortissements du patrimoine administratif Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen	85,5	86,2	- 0,7	- 0,8
Amortissements des prêts / participations et des subventions d'investissements Abschreibungen auf Darlehen / Beteiligungen und Investitionsbeiträgen	46,3	78,8	- 32,5	- 41,2
Charges de transferts Transferaufwand	2076,1	1996,7	+ 79,4	+ 4,0
Financements spéciaux Spezialfinanzierungen	77,3	82,6	- 5,3	- 6,4
Imputations internes Interne Verrechnungen	45,9	46,0	- 0,1	- 0,2
Total	4326,1	4236,8	+ 89,3	+ 2,1

Les mesures structurelles et d'économies décidées en 2013 par le Grand Conseil avaient permis, jusqu'en 2016, de juguler la progression des charges de personnel et de freiner la croissance des charges de subventionnement. A partir de 2017, la fin de certaines mesures d'économies, notamment celles relatives au personnel, ainsi que l'augmentation du taux de cotisation en faveur de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat avait eu un impact non négligeable sur la masse salariale de l'Etat et les charges de transferts. En 2025, la progression constatée de ces deux grandes catégories de dépenses reste toujours importante. Alors que le taux de croissance des charges de personnel se situe en deçà de celui des charges totales, celui des charges de transferts le dépasse de près du double. En effet, les subventions dans les domaines de la santé, du social et des transports publics connaissent des progressions très marquées. Quant aux charges de personnel, elles croissent principalement en raison de l'octroi des paliers et de la création de nouveaux postes.

Mit den 2013 vom Grossen Rat beschlossenen Struktur- und Sparmassnahmen konnten bis 2016 der steigende Personalaufwand eingedämmt und der Subventionsausgabenanstieg gebremst werden. Ab 2017 wirkten sich das Ende einiger Sparmassnahmen, namentlich derjenigen, die das Personal betrafen, sowie die höheren Beitragssätze für die Pensionskasse des Staatspersonals nicht unwesentlich auf die Lohnsumme des Staates und den Transferaufwand aus. 2025 nehmen diese beiden grossen Ausgabenkategorien nach wie vor stark zu. Während die Zuwachsrate des Personalaufwands nach wie vor unter derjenigen des Gesamtaufwands bleibt, ist die Zuwachsrate beim Transferaufwand praktisch doppelt so hoch. Die Subventionen im Gesundheits- und Sozialwesen sowie im öffentlichen Verkehr nehmen markant zu. Beim Personalaufwand ist die Zunahme hauptsächlich auf die Lohnstufen und die Schaffung neuer Stellen zurückzuführen. Beim Sach- und übrigen Betriebsaufwand ist 2025 eine Zunahme festzustellen (+ 20,6 Millionen Franken). Diese zeigt sich

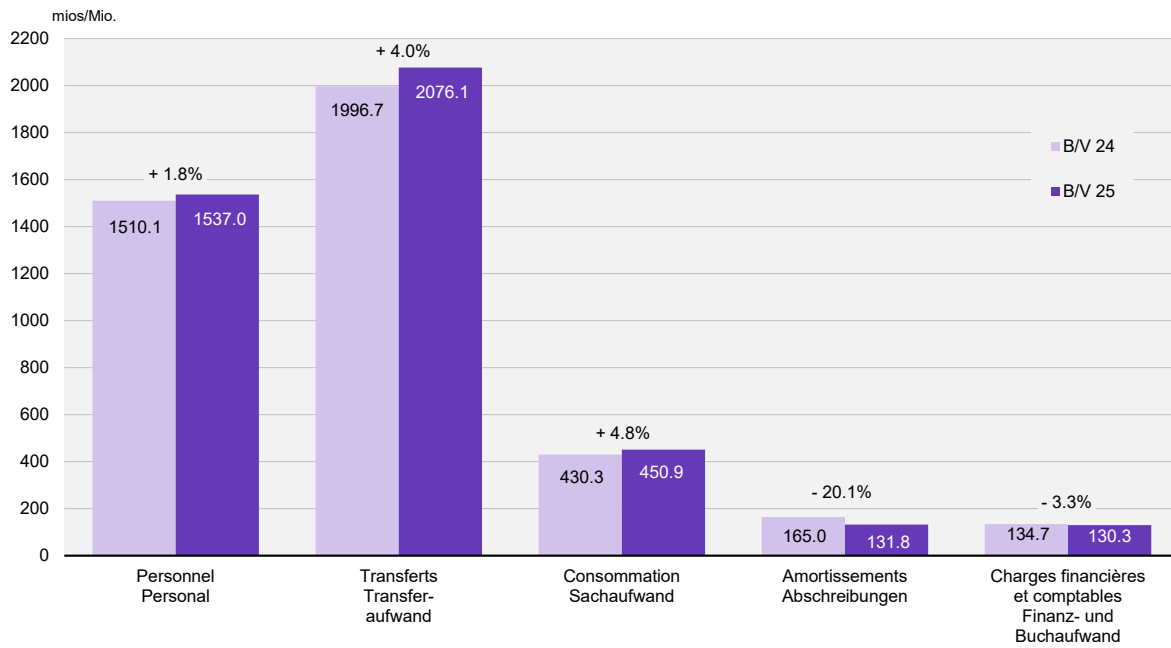
Les charges de consommation de biens et services et autres charges d'exploitation augmentent en 2025 (+ 20,6 millions de francs). Cela se traduit avant tout au travers des dépenses informatiques qui progressent à nouveau afin notamment de poursuivre les efforts liés au déploiement de la stratégie de digitalisation « administration 4.0 ». Ainsi, l'enveloppe informatique hors Université et HES-SO//FR a été augmentée de 4,7 millions de francs pour atteindre 69,7 millions de francs en 2025. A cela s'ajoute la hausse des redevances d'utilisation des équipements informatiques. En outre, l'entretien des routes cantonales a augmenté (+ 2,4 millions de francs) en raison de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la mobilité (LMob) et par conséquent de la reprise de routes communales dans le réseau cantonal. Certaines évolutions à la hausse sont également observées au niveau de l'entretien des immeubles, des locations ainsi que des frais du Pouvoir judiciaire (débours et pertes sur créances). Finalement, dans l'ensemble, l'évolution de ces charges reste relativement bien maîtrisée.

Il convient de relever par ailleurs une diminution significative des amortissements des prêts et des subventions d'investissements. D'une part, cela provient d'un volume moindre du prêt octroyé à l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF). D'autre part, il n'y a pas de montant prévu en 2025 pour l'infrastructure en lien avec le « Smart Living Lab » (retard), ni pour la construction du bâtiment à Villaz-St-Pierre en faveur de la formation professionnelle (dernière tranche versée en 2024).

vor allem bei den IT-Kosten, bei denen erneut ein Anstieg zu verzeichnen ist, insbesondere zur weiteren Umsetzung der Digitalisierungsstrategie « Verwaltung 4.0 ». So wurde das IT-Budget ohne Universität und HES-SO//FR um 4,7 Millionen Franken aufgestockt und beträgt für 2025 69,7 Millionen Franken. Hinzu kommt noch die Erhöhung der Nutzungsgebühren für die IT-Anlagen. Ausserdem fällt der Unterhalt der Kantonsstrassen mit dem Inkrafttreten des neuen Mobilitätsgesetzes (MobG) und damit der Übernahme von Gemeindestrassen ins Kantonsstrassennetz höher aus (+ 2,4 Millionen Franken). Gewisse Aufwärtstrends sind auch beim baulichen Unterhalt, den Mietkosten sowie den Kosten der Gerichtsbehörden (Auslagen und Forderungsverluste) zu verzeichnen. Letztlich können diese Kosten insgesamt recht gut im Griff behalten werden.

Weiter ist ein signifikanter Rückgang bei den Abschreibungen auf Darlehen und den Investitionsbeiträgen zu verzeichnen. Dieser Rückgang ist einerseits auf ein geringeres Darlehensvolumen für die Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) zurückzuführen. Andererseits sind für 2025 weder Gelder für Infrastrukturen in Zusammenhang mit dem « Smart Living Lab » (Rückstand) noch für den Bau des Gebäudes in Villaz-St-Pierre für die Berufsbildung (letzte Tranche 2024 ausbezahlt) vorgesehen.

Evolution des charges du compte de résultats
Entwicklung des Aufwands der Erfolgsrechnung



Les principales variations (de 3 millions de francs et plus) par rapport au budget 2024 concernent les rubriques suivantes :

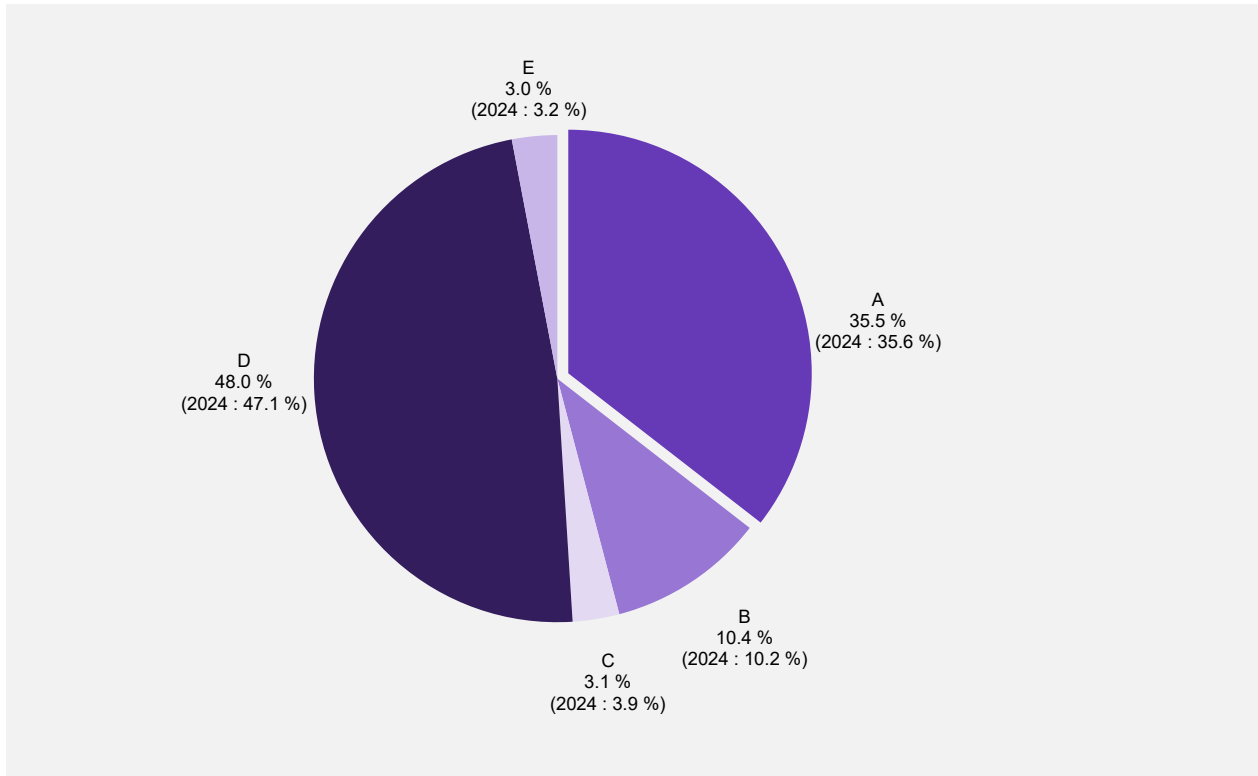
Die grössten Abweichungen (3 Millionen Franken und mehr) gegenüber dem Voranschlag 2024 sind in den folgenden Rubriken festzustellen:

	mios / Mio.
A la hausse	
Steigend	
Prestations du HFR Leistungen des HFR	+ 13,9
Subventions cantonales pour l'assurance maladie Kantonsbeiträge für die Krankenversicherung	+ 11,9
Subventions cantonales pour les institutions spécialisées et les maisons d'éducation Kantonsbeiträge für die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen	+ 8,4
Subventions cantonales pour les institutions de pédagogie spécialisée Kantonsbeiträge für die sonderpädagogischen Einrichtungen	+ 7,4
Indemnités aux compagnies de transports (y compris dépassement de la quote-part cantonale) Abgeltungen für Unternehmen des Regionalverkehrs (einschl. Überschreitung des Kantonsanteils)	+ 7,0
Traitements du personnel enseignant (enseignement obligatoire) Gehälter der Lehrkräfte (obligatorische Schule)	+ 5,5
Amortissements des routes cantonales Abschreibungen auf Kantonsstrassen	+ 5,2
Prestations complémentaires AVS-AI AHV/IV-Ergänzungsleistungen	+ 5,1
Enveloppe informatique (hors Université et HES-SO//FR) Informatik-Rahmenbudget (ohne Universität und HES-SO//FR)	+ 4,7
Subventions cantonales pour l'intégration des personnes admises à titre provisoire Kantonsbeiträge für die Integration vorläufig Aufgenommener	+ 4,7
Prestations du RFSM Leistungen FNPG	+ 4,0
A la baisse	
Sinkend	
Amortissements des subventions d'investissements pour l'énergie Abschreibungen auf Investitionsbeiträgen für die Energie	- 16,4
Amortissements des subventions d'investissements aux tiers (principalement formation professionnelle et bâtiment SLL) Abschreibungen auf Investitionsbeiträgen für Dritte (haupts. Berufsbildung und SLL-Gebäude)	- 12,7
Amortissements des immeubles Abschreibungen auf Gebäuden	- 5,8
Aide sociale des demandeurs d'asile et des réfugiés Sozialhilfe für Asylsuchende und Flüchtlinge	- 5,6
Amortissements des prêts (ECPF) Abschreibungen auf Darlehen (KAAB)	- 5,4
Versements au fonds de l'asile Einlagen in den Asylfonds	- 5,3

Le poids relatif des différents types de charges se présente ainsi au projet de budget 2025 :

Die verschiedenen Aufwandarten verteilen sich im Voranschlagsentwurf 2025 anteilmässig wie folgt:

Répartition des charges du compte de résultats
Verteilung des Aufwandes der Erfolgsrechnung



- | | | | |
|-----|---------------------------------|-----|---|
| A : | Personnel / Personal | D : | Transferts / Transferzahlungen |
| B : | Consommation / Sachaufwand | E : | Ch. financières et comptables / Finanz- und Buchaufwand |
| C : | Amortissements / Abschreibungen | | |

Le poids relatif des principaux types de charges se présente ainsi entre 2024 et 2025 :

Der Anteil der verschiedenen Aufwandkategorien verändert sich damit zwischen 2024 und 2025 wie folgt:

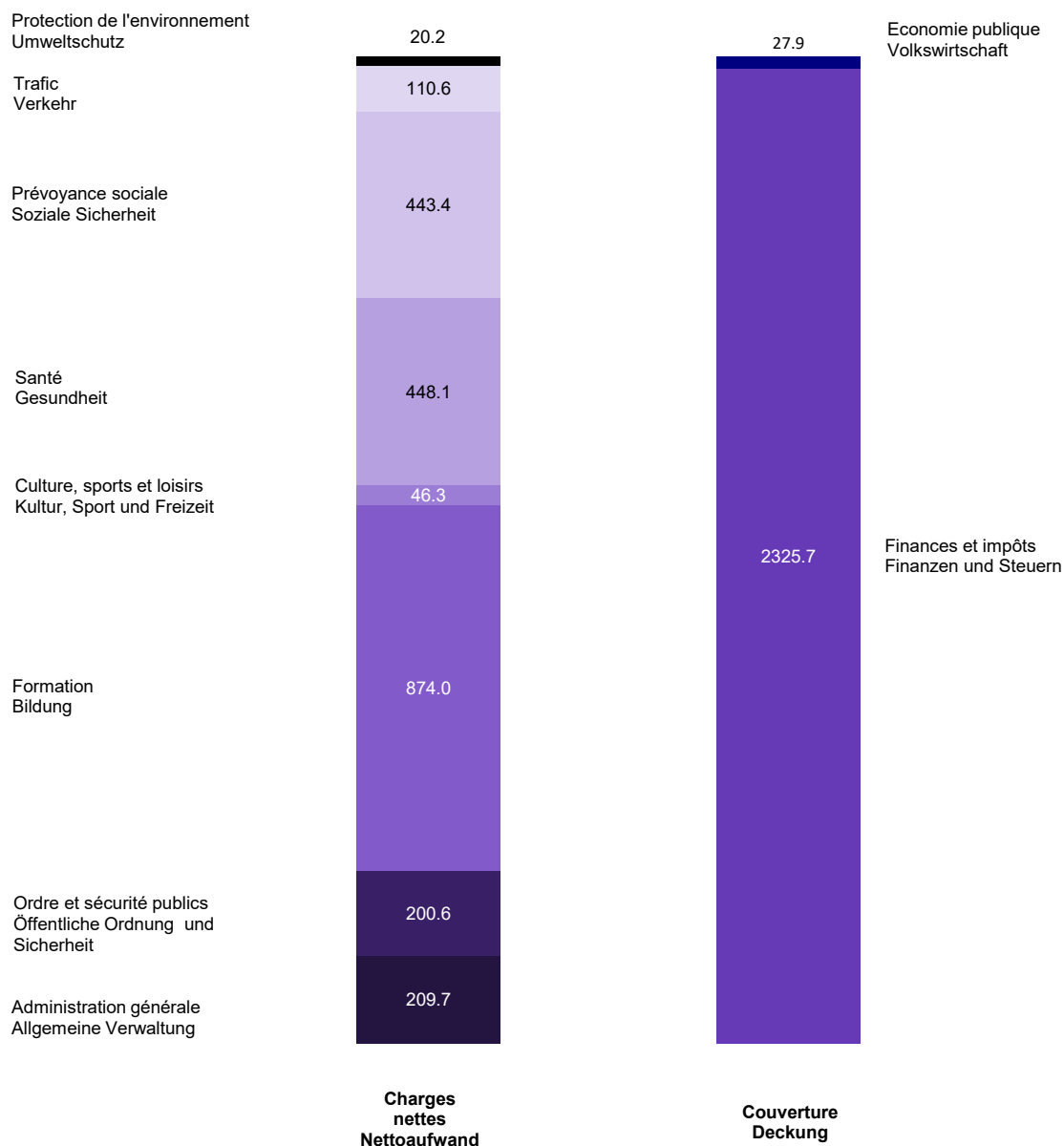
- > Personnel, de 35,6 % à 35,5 % ;
- > Consommation, de 10,2 % à 10,4 % ;
- > Amortissements, de 3,9 % à 3,1 % ;
- > Transferts, de 47,1 % à 48,0 % ;
- > Financières, de 3,2 % à 3,0 %.

- > Personal: von 35,6 % auf 35,5 %,
- > Sachaufwand: von 10,2 % auf 10,4 %,
- > Abschreibungen: von 3,9 % auf 3,1 %,
- > Transferzahlungen: von 47,1 % auf 48,0 %,
- > Finanz- und Buchaufwand: von 3,2 % auf 3,0 %.

Pour tous les grands groupes de tâches de fonctionnement, les charges sont supérieures aux ressources qui leur sont directement liées, excepté pour la fonction « Economie publique ». Néanmoins, la couverture de ces charges nettes est assurée essentiellement par la fonction « Finances et impôts ». Par « Finances », il faut entendre tout ce qui se rapporte à la gestion de la fortune et des dettes. Au budget 2025, la situation en la matière se présente ainsi :

Für alle grossen Aufgabengruppen der Erfolgsrechnung, die « Volkswirtschaft » ausgenommen, ist ein höherer Aufwand zu verzeichnen, als direkt zweckgebundene Mittel zur Verfügung stehen. Die Deckung dieses Nettoaufwands wird jedoch hauptsächlich durch den Bereich « Finanzen und Steuern » gewährleistet. Unter « Finanzen » ist alles im Zusammenhang mit der Vermögens- und Schuldenverwaltung zu verstehen. Im Voranschlag 2025 ergibt sich daraus folgendes Bild:

Charges/revenus nets par fonction (en millions)
 Nettoaufwand/-ertrag nach funktionaler Gliederung (in Millionen)



La différence entre les charges totales nettes et la couverture correspond à l'excédent de revenus de 0,7 million de francs.

Entre 2024 et 2025, les charges nettes s'accroissent de 3,7 %. Dans l'ensemble, les coûts nets de toutes les fonctions progressent.

Die Differenz zwischen dem Nettogesamtaufwand und der Deckung entspricht dem Ertragsüberschuss von 0,7 Millionen Franken.

Zwischen 2024 und 2025 nimmt der Nettoaufwand um 3,7 % zu. Insgesamt steigen die Nettokosten in allen Aufgabenbereichen.

3.2. Les charges de personnel et le nombre de postes de travail

3.2.1. Croissance des charges de personnel

Les charges de personnel augmentent globalement de 26,9 millions de francs, soit de 1,8 % entre les budgets 2024 et 2025.

Cette progression se situe en dessous de celle de l'ensemble des charges du budget (2,1 %). La raison de cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des nouveaux postes ainsi que par le coût des paliers octroyés. Quant à l'indexation, elle a été maintenue au niveau de celle du budget 2024, soit à 114,2 points. Elle n'engendre donc aucun coût supplémentaire au budget 2025. En effet, au vu des difficultés rencontrées afin d'atteindre l'équilibre, le Conseil d'Etat s'est vu contraint d'effectuer des arbitrages et de prendre des mesures particulières. La non-indexation des salaires en fait partie. Quant aux montants forfaitaires, hors opération de pérennisation, leur volume surpasse de 2 millions de francs celui retenu au budget 2024. Les montants forfaitaires en lien avec les effets de la crise ukrainienne ont été réduits de quelque 0,2 million de francs. Quant au personnel auxiliaire dévolu à la Task force et à la vaccination, il a été totalement supprimé (- 0,3 million de francs).

Les causes de l'évolution de la masse salariale sont diverses et peuvent être synthétisées de la manière suivante :

3.2. Personalaufwand und Stellenzahl

3.2.1. Zunahme des Personalaufwands

Der Personalaufwand nimmt zwischen den Voranschlägen 2024 und 2025 insgesamt um 26,9 Millionen Franken, das heisst um 1,8 % zu.

Diese Zunahme ist deutlich geringer als beim veranschlagten Gesamtaufwand (2,1 %). Hauptursachen für diese Zunahme sind mehr neue Stellen sowie Kosten der Lohnerhöhungen über die Lohnstufen. Die Lohnindexierung ist auf dem gleichen Niveau geblieben wie im Voranschlag 2024, d.h. bei 114,2 Punkten, und verursacht also keine Mehrkosten im Voranschlag 2025. Angesichts der Schwierigkeiten, den Haushalt ins Lot zu bringen, sah sich der Staatsrat nämlich gezwungen, Abstriche zu machen und besondere Massnahmen zu ergreifen. Dazu gehört auch der nicht gewährte Teuerungsausgleich. Die Pauschalbeträge, ohne Umwandlungen in Etatstellen, liegen um 2 Millionen Franken über den Beträgen im Voranschlag 2024. Die Pauschalbeträge im Zusammenhang mit den Auswirkungen der Ukraine-Krise wurden um rund 0,2 Millionen Franken gekürzt. Das Hilfspersonal für die Task Force und die Impfungen wurde vollständig abgebaut (- 0,3 Millionen Franken).

Die Entwicklung der Lohnsumme ist auf ganz unterschiedliche Gründe zurückzuführen, die sich wie folgt zusammenfassen lassen:

	Variation Veränderung 2024-2025
	mios / Mio.
Au niveau de la rémunération Bei den Gehältern	+ 9,4
Octroi du palier (estimation) Lohnstufenanstieg (Schätzung)	+ 15,6
Indexation (indice de référence de 114,2 points au budget 2024, maintenu en 2025 Teuerungsanpassung (Referenzindex von 114,2 Punkten im Voranschlag 2024 für 2025 beibehalten)	-
Gains de fluctuations (économie sur les traitements lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs suite aux démissions et départs à la retraite) Fluktuationsgewinne (Einsparungen auf den Gehältern bei Anstellung neuer Mitarbeitender nach Kündigungen und Pensionierungen)	- 6,2

Message	Botschaft
Au niveau des effectifs	
Bei den Stellen	+ 16,5
Création nette de nouveaux postes (+ 113,49 EPT) Schaffung neuer Stellen netto (+ 113,49 VZÄ)	+ 14,9
Pérennisation de montants forfaitaires (+ 1,00 EPT) Umwandlung von über Pauschalbeträge finanzierten Stellen in Etatstellen (+ 1,00 VZÄ)	+ 0,2
« Pool » général des postes Allgemeiner Stellenpool	+ 0,2
Suppression de postes (– 0,50 EPT) Streichung von Stellen (– 0,50 VZÄ)	– 0,1
Evolution du volume des montants forfaitaires : Entwicklung Pauschalbetragsvolumen	
> nouveaux montants forfaitaires > neue Pauschalbeträge	+ 2,0
> réduction servant à la couverture de la pérennisation > Reduktion zur Deckung der Umwandlungen in Etatstellen	– 0,2
> montants forfaitaires en lien avec l'épidémie de COVID-19 > Pauschalbeträge in Zusammenhang mit der Coronaepidemie	– 0,3
> montants forfaitaires en lien avec la crise ukrainienne > Pauschalbeträge in Zusammenhang mit der Ukraine-Krise	– 0,2
Au niveau d'ajustements de divers crédits spécifiques	+ 1,0
Bei der Anpassung verschiedener spezifischer Kredite	
Gratification d'ancienneté et primes de fidélité Dienstaltersgeschenk und Treueprämien	+ 0,2
Personnel enseignant remplaçant Aushilfslehrpersonal	+ 0,9
Prestations aux retraités (financement de l'avance AVS et pensions) Rentenleistungen (AHV-Vorschuss-Finanzierung und Ruhegehälter)	– 2,7
Réduction du crédit pour la réintégration d'invalides Reduktion des Kredits für die Wiedereingliederung von Menschen mit Beeinträchtigungen	– 0,5
Divers Sonstiges	+ 3,1
Total	+ 26,9

En raison d'une croissance inférieure à celle de l'ensemble des charges, les dépenses de personnel voient leur poids relatif légèrement diminuer à 35,5 % de l'ensemble des charges de fonctionnement en 2025.

Aufgrund einer niedrigeren Zunahme als beim Gesamtaufwand geht der prozentuale Anteil des Personalaufwands am laufenden Gesamtaufwand 2025 leicht auf 35,5 % zurück.

	Charges brutes de personnel Brutto-Personalaufwand	Charges totales de fonctionnement Gesamter laufender Aufwand	Charges brutes de personnel Brutto-Personalaufwand
	mios / Mio.	mios / Mio.	en % des charges totales in % des Gesamtaufwandes
Budget 2024 Voranschlag 2024	1510,1	4236,8	35,6
Budget 2025 Voranschlag 2025	1537,0	4326,1	35,5

3.2.2. Evolution de l'effectif

La statistique des postes de travail établie pour le budget 2025 indique un total de 9489,23 unités équivalent plein temps (EPT), soit une augmentation de 114,99 EPT ou de 1,2 %.

Au niveau du secteur de l'enseignement, ce sont au total 80,68 EPT nouveaux postes qui sont créés afin d'une part, de faire face aux besoins supplémentaires découlant principalement de la croissance de la population fribourgeoise, et d'autre part, de poursuivre le développement des activités de la HES-SO//FR et de l'Université. Ainsi, les nouveaux postes dédiés au secteur de l'enseignement représentent quelque 70 % de l'augmentation nette des effectifs de l'Etat.

En ce qui concerne les nouveaux postes dans le secteur de l'administration centrale, ils représentent au total 23,41 EPT.

Quant aux secteurs spéciaux, 2,10 EPT ont été créés, répartis à raison de 0,70 EPT à l'Etablissement de détention fribourgeois et de 1,40 EPT à Grangeneuve.

Plusieurs transferts et transformations de postes ont été effectués au budget 2025. Certains ont entraîné des mouvements touchant à la répartition par secteur. Cela concerne un transfert d'un EPT à l'intérieur du Service des forêts et de la nature, déplaçant un ouvrier des forêts domaniales (secteurs spéciaux) vers le personnel administratif et technique (administration centrale). A noter encore le transfert et la transformation de 2,80 EPT du personnel administratif de la Police cantonale en faveur du Pouvoir judiciaire (Tribunal pénal des mineurs) en lien avec la politique de lutte contre la criminalité. Cette opération impacte le mouvement total net de la Police. Elle renforce aussi d'autant les nouvelles ressources accordées au Pouvoir judiciaire pour le budget 2025 (+ 5,00 EPT).

3.2.2. Entwicklung des Stellenbestands

Die Statistik der Arbeitsstellen weist für den Voranschlag 2025 ein Total von 9489,23 Vollzeitäquivalenten (VZÄ) aus. Dies entspricht einer Zunahme um 114,99 VZÄ bzw. 1,2 %.

Im Unterrichtswesen wurden zur Deckung des Mehrbedarfs hauptsächlich aufgrund des Freiburger Bevölkerungswachstums sowie für die Weiterentwicklung der Aktivitäten an der HES-SO//FR und der Universität insgesamt 80,68 neue VZÄ geschaffen. Damit machen die neuen Stellen im Bildungswesen rund 70 % der Nettozunahme des Stellenbestands beim Staat aus.

Die neuen Stellen in der Zentralverwaltung machen insgesamt 23,41 VZÄ aus.

Die besonderen Sektoren erhalten 2,10 VZÄ, aufgeteilt zu 0,70 VZÄ auf die Freiburger Strafanstalt und zu 1,40 VZÄ auf Grangeneuve.

Im Voranschlag 2025 sind mehrere Stellentransfers und Stellenumwandlungen vorgenommen worden. Einige davon führten zu Verschiebungen in der Aufteilung nach Sektoren, so etwa im Amt für Wald und Natur, wo ein Waldarbeiter (Staatswälder, besondere Sektoren) zum Verwaltungs- und technischen Personal (Zentralverwaltung) versetzt wurde. Zu erwähnen ist auch der Transfer und die Umwandlung von 2,80 VZÄ vom Verwaltungspersonal der Kantonspolizei zugunsten der Gerichtsbehörden (Jugendstrafgericht) im Zuge der Kriminalitätsbekämpfungspolitik. Diese Transaktion wirkt sich auf die Gesamtnettobewegung der Polizei aus und führt zu einer entsprechenden Aufstockung der neuen Ressourcen für die Gerichtsbehörden (+ 5,00 VZÄ).

Statistique des postes de travail budget 2024 Statistik der Arbeitsstellen Voranschlag 2024	9374,24
Nouveaux postes Neue Stellen	+ 106,19
dont : Administration centrale wovon: Zentralverwaltung	+ 23,41
dont : Secteur de l'enseignement wovon: Unterrichtswesen	+ 80,68
dont : Secteurs spéciaux wovon: Besondere Sektoren	+ 2,10
Postes supplémentaires liés à des situations particulières Administration centrale / Police (mouvement net) : + 7,30 Zusätzliche Stellen in Zusammenhang mit besonderen Umständen Zentralverwaltung / Polizei (Nettobewegung): + 12,00	+ 7,30
« Pool » général des postes Allgemeiner Stellenpool	+ 1,00
Administration centrale Zentralverwaltung	+ 1,00
Pérennisation de montants forfaitaires Umwandlung von über Pauschalbeträge finanzierten Stellen in Etatstellen	+ 1,00
Administration centrale Zentralverwaltung	+ 1,00
Suppressions de postes : Secteurs spéciaux : – 0,50 Aufhebung von Stellen: Besondere Sektoren: – 0,50	– 0,50
Transferts de postes : Stellentransfers:	–
dont : Administration centrale wovon: Zentralverwaltung	+ 1,00
dont : Secteurs spéciaux wovon: Besondere Sektoren	– 1,00
Statistique des postes de travail budget 2025 Statistik der Arbeitsstellen Voranschlag 2025	9489,23

A la suite de ces différentes adaptations de l'effectif, le tableau du nombre de postes par secteur se présente de la manière suivante :

Nach diesen verschiedenen Anpassungen beim Stellenbestand präsentiert sich die Stellenzahl nach Sektoren wie folgt:

	Budget Voranschlag 2024	Création / suppression et transfert de postes Schaffung / Aufhebung / Stellentransfer	Variation Veränderung 2024-2025
			Budget Voranschlag 2025
			EPT / VZÄ
Administration centrale Zentralverwaltung	3148,38	+ 32,71	3181,09
Secteur de l'enseignement Unterrichtswesen	5824,41	+ 80,68	5905,09
Secteur hospitalier Spitalwesen	12,95	–	12,95
Secteurs spéciaux, Etablissements d'Etat Besondere Sektoren, Anstalten des Staates	388,50	+ 0,60	389,10
«Pool» général Allgemeiner Stellenpool	–	+ 1,00	1,00
Total	9374,24	+ 114,99	9489,23

L'augmentation nette de 32,71 EPT dans l'administration centrale résulte de plusieurs variations, à savoir :

- > la création de nouveaux postes à hauteur de 23,41 EPT, dont 3,20 EPT pour les directions d'écoles ;
- > l'augmentation nette de 7,30 EPT de l'effectif de la police (22 aspirants Ecole de police 2025, – 27,00 EPT relatifs aux retraites, démissions ou départs imprévus et + 12,30 EPT concernant des engagements en cours d'année, notamment Momentum) ;
- > l'intégration d'un EPT dans le secteur de l'administration centrale suite à la pérennisation d'un montant forfaitaire à la DSAS ;
- > la création d'un EPT dans le « Pool » général des postes figurant sous le centre financier « Recettes et dépenses générales ». Ce nouveau poste sera affecté ultérieurement au service concerné.

En ce qui concerne le secteur de l'enseignement, l'augmentation du nombre de postes de 80,68 EPT s'explique uniquement par la création nette de 80,68 EPT nouveaux postes, selon la répartition sectorielle suivante :

Die Netto-Zunahme um 32,71 VZÄ in der Zentralverwaltung hat folgende Gründe:

- > Schaffung von neuen Stellen im Umfang von 23,41 VZÄ, wovon 3,20 VZÄ für Schulleitungen;
- > Nettozunahme um 7,30 VZÄ beim Polizeipersonalbestand (22 Aspiranten der Polizeischule 2025, – 27,00 VZÄ Pensionierungen, Kündigungen und unvorhergesehene Abgänge und + 12,30 VZÄ Anstellungen im Laufe des Jahres, namentlich Momentum);
- > Integration von einem VZÄ im Sektor der Zentralverwaltung infolge der Umwandlung einer über Pauschalbeträge finanzierten Stelle bei der GSD in eine Etatstelle.
- > Neue Stelle im allgemeinen Stellenpool unter der Finanzstelle «Allgemeine Einnahmen und Ausgaben». Diese neue Stelle wird zu einem späteren Zeitpunkt dem betreffenden Amt zugewiesen.

Im Unterrichtswesen ist die Stellenaufstockung um 80,68 VZÄ ausschliesslich auf die Schaffung neuer Stellen zu netto 80,68 VZÄ nach folgender Aufteilung zurückzuführen

	EPT / VZÄ
Enseignement préscolaire Vorschule	– 1,00
Enseignement primaire Primarschule	+ 38,93
Cycle d'orientation Orientierungsschule	+ 17,80
Secondaire supérieur Sekundarstufe 2	– 2,28
Université (hors Master en médecine) Universität (ohne Master in Humanmedizin)	+ 15,43
Conservatoire Konservatorium	+ 1,20
Ecoles professionnelles Berufsfachschulen	+ 8,50
Haute école spécialisée de Suisse occidentale de Fribourg Fachhochschule Westschweiz Freiburg	+ 2,10

Il y a lieu de relever la progression extrêmement importante des effectifs au niveau de l'enseignement obligatoire (+ 55,73 EPT). Ces créations de postes comprennent 3,80 EPT de travailleurs sociaux supplémentaires par rapport au budget 2024. Les effectifs pour les écoles professionnelles augmentent également de 8,50 EPT. Enfin, les nouveaux postes octroyés en 2025 en faveur de l'Université dépassent à nouveau 15 EPT, et cela afin de correspondre à la volonté du Grand Conseil.

Les secteurs spéciaux enregistrent, quant à eux, trois mouvements au niveau de leurs effectifs :

- > la création nette de 2,10 EPT nouveaux postes répartis à raison de 0,70 EPT à l'Etablissement de détention fribourgeois et de 1,40 EPT à Grangeneuve (dont 1 EPT de personnel enseignant) ;
- > la suppression de 0,50 EPT suite à la reprise par les fédérations caprines, ovines et chevalines des activités de gérance précédemment effectuées par Grangeneuve. A noter qu'en contrepartie, une subvention est versée aux fédérations concernées ;
- > le transfert d'un EPT, au sein du Service des forêts et de la nature, des forêts domaniales (secteurs spéciaux) au secteur de l'administration centrale.

3.3. Evolution contrastée des charges courantes

Comme le démontre le tableau ci-après, les différentes dépenses de consommation de biens et services connaissent des évolutions divergentes. Globalement, les charges courantes augmentent de 20,6 millions de francs, soit + 4,8 % par rapport au budget 2024.

Hervorzuheben ist der massive Anstieg des Personalbestands der obligatorischen Schule (+ 55,73 VZÄ). Darin enthalten ist ein Plus von 3,80 VZÄ gegenüber dem Voranschlag 2024 für Sozialarbeiter/innen. Auch die Zahl der Stellen für die Berufsfachschulen steigt markant um 8,50 VZÄ an. Für 2025 sind schliesslich nach dem Willen des Grossen Rats für die Universität wiederum mehr als 15 VZÄ bewilligt worden.

In den besonderen Sektoren gibt es drei Änderungen in den Stellenbeständen:

- > netto plus 2,10 VZÄ, aufgeteilt zu 0,70 VZÄ auf die Freiburger Strafanstalt und zu 1,40 VZÄ auf Grangeneuve (wovon 1 VZÄ Lehrpersonal);
- > minus 0,50 VZÄ infolge der Übernahme der zuvor von Grangeneuve ausgeführten Verwaltungstätigkeiten neu durch die Ziegen-, Schaf- und Pferdeverbände. Im Gegenzug wird den betreffenden Verbänden ein Beitrag gezahlt;
- > Transfer eines VZÄ beim Amt für Wald und Natur von den Staatswäldern (besondere Sektoren) in den Sektor der Zentralverwaltung.

3.3. Uneinheitliche Entwicklung des Betriebsaufwands

Aus der folgenden Tabelle wird ersichtlich, dass sich die verschiedenen Sachaufwandarten sehr unterschiedlich entwickeln. Insgesamt nimmt der Betriebsaufwand gegenüber dem Voranschlag 2024 um 20,6 Millionen Franken oder + 4,8 % zu.

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Variation Veränderung 2024-2025
	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Fournitures, matériel et marchandises Material- und Warenaufwand	46,9	45,2	+ 3,8
Matériel, mobilier, machines et véhicules Mobilien, Maschinen und Fahrzeuge	33,6	34,2	- 1,8
Chauffage, éclairage, eau et élimination des déchets Heizung, Beleuchtung, Wasser und Abfallbeseitigung	18,9	19,2	- 1,6
Prestations de service et honoraires Dienstleistungen und Honorare	162,4	153,6	+ 5,7
Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles Leistungen Dritter baulicher Unterhalt	47,5	43,0	+ 10,5
Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers Leistungen Dritter Unterhalt Mobilien und immaterielle Anlagen	34,8	33,3	+ 4,5
Loyers, droits de superficie et leasing Mieten, Baurechtszinsen und Leasing	21,0	18,5	+ 13,5
Dédommagements Spesenentschädigungen	10,0	10,0	-
Pertes sur créances Forderungsverluste	18,4	17,9	+ 2,8
Autres charges d'exploitation Übriger Betriebsaufwand	57,4	55,4	+ 3,6
Total	450,9	430,3	+ 4,8

La sensible progression constatée dans la catégorie « Prestations de service et honoraires » représente quelque 43 % du total de la croissance des charges de consommation de biens et services. Elle provient, pour une grande part, de dépenses supplémentaires au niveau des travaux informatiques effectués par des tiers (+ 4,8 millions de francs). D'autres augmentations sont observées concernant notamment les prestations liées aux mensurations officielles ainsi que les travaux de restitution d'immeubles à l'état de droit (+ 1 million de francs), en lien en particulier avec un chantier important. Cette charge supplémentaire est entièrement récupérée. En termes de prestations de service par des tiers, on note une évolution à la hausse (+ 1,9 million de francs). Cela touche principalement le Service de l'environnement pour les mesures en lien avec le plan climat ainsi que le Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide. En effet, dans ce dernier cas, des mandats d'analyse et de suivi de situations ainsi que ceux pour les formations initiale et continue ont dû être prévus au budget de l'Etat, étant donné que l'AI ne finance plus ces moyens techniques auxiliaires depuis juillet 2024.

Les charges de la catégorie « Chauffage, éclairage, eau » présentent une très légère baisse au budget 2025. En effet, après les fortes hausses consenties ces deux dernières

Die beträchtliche Zunahme in der Kategorie «Dienstleistungen und Honorare» macht rund 43 % des Sachaufwandszuwachses aus. Der Grossteil davon entfällt auf zusätzliche Ausgaben für IT-Arbeiten durch Dritte (+ 4,8 Millionen Franken). Weitere Zunahmen sind namentlich bei den Leistungen im Zusammenhang mit der amtlichen Vermessung sowie den Arbeiten zur rechtskonformen Wiederherstellung von Gebäuden (+ 1 Million Franken, insbesondere in Zusammenhang mit einem grossen Bauvorhaben) zu verzeichnen. Dieser Mehraufwand wird vollumfänglich ausgeglichen. Bei den Dienstleistungen durch Dritte ist eine steigende Entwicklung zu verzeichnen (+ 1,9 Millionen Franken). Dies betrifft vor allem das Amt für Umwelt für Massnahmen im Zusammenhang mit dem Klimaplan sowie das Amt für Sonderpädagogik und Fördermassnahmen. Im letztgenannten Fall mussten Aufträge für Fallanalysen und -begleitung sowie für die Erstausbildung und Weiterbildung im Staatshaushalt vorgesehen werden, da die IV seit Juli 2024 keine solche technischen Hilfsmittel mehr finanziert.

In der Kategorie «Heizung, Beleuchtung, Wasser» ist im Voranschlag 2025 ein minimaler Rückgang zu verzeichnen. Hier stabilisiert sich der Aufwand nach dem starken

années afin de prendre en considération les effets de la crise énergétique, ces charges se stabilisent.

Les prestations de tiers pour l'entretien des immeubles progressent de manière significative. Cela découle essentiellement de l'augmentation des dépenses au niveau de l'entretien des routes cantonales, suite à la reprise dans le réseau cantonal de 43 kilomètres de routes communales, découlant de la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la mobilité adoptée en novembre 2021 par le Grand Conseil. A cela s'ajoute une croissance des frais d'entretien nécessaires pour les bâtiments dont l'Etat est propriétaire.

La croissance enregistrée sous l'entretien d'objets mobiliers est imputable à la progression de l'enveloppe informatique (hors Université et HES-SO//FR) et à celle des redevances informatiques.

Près de 90 % de la hausse observée sous les loyers, droits de superficie et leasing est imputable aux locations de locaux, en particulier au Service de l'action sociale. En effet, les loyers prévus dans le domaine de l'asile (NH Hôtel et foyer du Bourg) sont imputés dorénavant directement sous cette position. En contrepartie, l'aide sociale des demandeurs d'asile et des réfugiés a été réduite d'autant.

Enfin, on notera encore l'augmentation des autres charges d'exploitation, des débours pénaux et civils ainsi que des frais d'assistance judiciaire.

Tenant compte de tous ces facteurs, les autres charges courantes restent bien maîtrisées. En effet, elles sont relativement stables par rapport au budget précédent.

Pour parvenir à limiter la croissance de ces charges courantes de fonctionnement, voire à en réduire certaines, d'un exercice budgétaire à l'autre, les services et établissements ont opéré dès le départ, en fonction des directives du Conseil d'Etat, un examen strict et sélectif des propositions. Cette approche rigoureuse, poursuivie tout au long de la procédure budgétaire, a permis de limiter la croissance du volume total de ces charges à 450,9 millions de francs au final.

Cette compression s'est notamment exercée sur les domaines pour lesquels le Conseil d'Etat avait, dans ses directives, fixé des enveloppes. Le tableau qui suit rend compte tout à la fois des objectifs et des efforts consentis sur les différents plans. Y figure le montant dédié à l'informatique inférieur au final à l'objectif du Conseil d'Etat fixé à 75 millions de francs. En effet, celui-ci tenait compte des coûts supplémentaires liés à l'éducation numérique (10 millions de francs). Néanmoins, au vu du décalage temporel du projet en question, l'enveloppe informatique a été partiellement réduite en conséquence. Il y a lieu encore de préciser qu'un montant de 6 millions de francs pour l'engagement de business analysts et de

Anstieg der letzten zwei Jahre zur Berücksichtigung der Auswirkungen der Energiekrise.

Bei den «Leistungen Dritter baulicher Unterhalt» ist eine signifikante Zunahme zu verzeichnen, die hauptsächlich auf den höheren Ausgaben für den Unterhalt der Kantonsstrassen beruht, da mit der Umsetzung des im November 2021 vom Grossen Rat angenommenen neuen Mobilitätsgesetzes 43 Gemeindestrassenkilometer ins kantonale Strassennetz übernommen wurden. Hinzu kommt eine Zunahme der notwendigen Unterhaltskosten für die Gebäude im Eigentum des Staates.

Die Zunahme beim Unterhalt von Mobilien ist auf die Erhöhung des Informatik-Rahmenbudgets (ohne Universität und HES-SO//FR) und die höheren Informatikgebühren zurückzuführen.

Die Mehrkosten bei den Mieten, Baurechtszinsen und beim Leasing entfallen zu 90 % auf die Miete von Räumlichkeiten, insbesondere beim kantonalen Sozialamt. Die Mietkosten im Asylwesen (NH Hotel und Asylunterkunft Foyer du Bourg) werden künftig direkt unter dieser Position eingestellt. Im Gegenzug wurde die Sozialhilfe für Asylsuchende und Flüchtlinge entsprechend reduziert.

Und schliesslich ist auch beim übrigen Betriebsaufwand, den Auslagen in Straf- und in Zivilsachen sowie bei der unentgeltlichen Rechtspflege eine Zunahme zu verzeichnen.

Unter Berücksichtigung all dieser Faktoren lässt sich sagen, dass der übrige Betriebsaufwand immer noch gut unter Kontrolle ist. Er hat sich gegenüber dem Vorjahresbudget nicht gross verändert.

Um die Zunahme des laufenden Betriebsaufwands von einem Voranschlagsjahr zum andern begrenzen beziehungsweise gewisse Kosten senken zu können, haben die Dienststellen und Anstalten die Budgeteingaben entsprechend den Richtlinien des Staatsrats von Beginn an einer strengen und selektiven Prüfung unterzogen. Mit diesem rigorosen Ansatz, der während des gesamten Voranschlagsverfahrens beibehalten wurde, konnte der Gesamtzuwachs dieser Aufwendungen letztlich auf 450,9 Millionen Franken begrenzt werden.

Abstriche wurden insbesondere in den Bereichen gemacht, für die der Staatsrat in seinen Richtlinien Rahmenvorgaben festgesetzt hatte. Aus der folgenden Tabelle wird ersichtlich, wie und in welchem Umfang die Sparziele erreicht worden sind. Sie enthält die Beträge für die Informatik, die letztlich unter der Vorgabe des Staatsrats von 75 Millionen Franken liegen. Diese Vorgabe bezog nämlich die Mehrkosten in Zusammenhang mit der digitalen Bildung (10 Millionen Franken) mit ein. Aufgrund der Verzögerungen beim entsprechenden Projekt wurde das Informatikbudget entsprechend gekürzt. Es ist noch zu sagen, dass für die Einstellung von Business-Analysten

ressources métiers liés à la digitalisation a été retenu, comme en 2024. Il correspond à l'objectif initial du Conseil d'Etat. Cette allocation, sous forme de personnel auxiliaire et de prestations de tiers, doit permettre d'accompagner de manière efficiente et de faciliter la mise en œuvre de projets informatiques. Afin de pouvoir poursuivre les efforts liés au déploiement de la stratégie de digitalisation « administration 4.0 », il a été finalement décidé d'allouer au titre de l'enveloppe informatique un montant de 69,7 millions de francs, en hausse de 4,7 millions de francs par rapport au budget 2024. A noter qu'un prélèvement de 6 millions de francs sur le fonds d'infrastructures a été effectué afin de couvrir l'augmentation par rapport à l'année précédente et de poursuivre ainsi les développements prévus en faveur de la digitalisation durant la précédente législature.

Quant aux prestations de service, elles dépassent l'objectif initial de 1,9 million de francs. En effet, des dépenses nouvelles ou supplémentaires, dans cette catégorie de charges spécifique, ont été retenues au budget 2025, notamment pour les mesures du plan climat, les prestations en lien avec les moyens techniques auxiliaires pour les élèves ayant des troubles précoces de l'apprentissage, des mandats au Service des bâtiments (SIC, site de la Poya, chefs de projets) ainsi que les dépenses découlant du projet de consensus parental et de la stratégie liée à l'éducation numérique.

und Fachkräften im Zusammenhang mit der Digitalisierung wie im Vorjahr ein Betrag von 6 Millionen Franken im Voranschlag eingestellt worden ist. Er entspricht der ursprünglichen Vorgabe des Staatsrats. Diese Mittel in Form von Hilfspersonal und Dienstleistungen Dritter zielen auf eine effiziente Begleitung und einfachere Umsetzung von IT-Projekten. Um die Umsetzung der Digitalisierungsstrategie des Staates «Verwaltung 4.0» weiter vorantreiben zu können, wurde schliesslich ein IT-Rahmenbudget von 69,7 Millionen Franken beschlossen (+ 4,7 Millionen Franken gegenüber dem Voranschlag 2024). Zu erwähnen ist die Entnahme von 6 Millionen Franken aus dem Infrastrukturfonds zur Deckung der Erhöhung gegenüber dem Vorjahr und zur Fortführung der in der vorhergehenden Legislatur geplanten Digitalisierungsentwicklungen.

Die Dienstleistungen verfehlen das ursprüngliche Ziel um 1,9 Millionen Franken. So wurden neue oder zusätzliche Ausgaben vom Staatsrat in dieser speziellen Ausgabenkategorie im Voranschlag 2025 eingestellt, namentlich für die Massnahmen des Klimaplanes, für Leistungen in Zusammenhang mit den technischen Hilfsmitteln für Schülerinnen und Schüler mit frühkindlichen Lernschwierigkeiten und für Mandate beim Hochbauamt (SIC, Standort Poya, Projektleiter/innen) sowie für die Ausgaben, die sich aus dem Projekt «Elternkonsens»-Modell in Zusammenhang mit der digitalen Bildungsstrategie ergeben.

Enveloppes Kreditrahmen	Objectifs du Conseil d'Etat Höchstvorgaben des Staatsrats	Budget initial Ursprünglicher Voranschlag 2025	Budget final Endgültiger Voranschlag 2025	Ajustements opérés sur les demandes initiales Abstriche an den ursprünglichen Eingaben
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Entretien des bâtiments et des routes + acquisitions diverses	41,3	47,7	40,5	- 7,2
Unterhalt der Gebäude und der Strassen + diverse Anschaffungen				
Informatique Informatik	75,0	75,1	69,7	- 5,4
Prestations de service par des tiers (hors Master en médecine)	38,5	46,0	40,4	- 5,6
Dienstleistungen Dritter (ohne Master in Medizin)				
Total	154,8	168,8	150,6	- 18,2

3.4. Croissance des subventions accordées

Le programme de mesures structurelles et d'économies 2013 avait permis, deux ans durant, de limiter la croissance des charges de transferts à moins de 1 % par an. La tendance s'est inversée à partir de 2016 (+ 3,4 %) et s'est poursuivie en 2017 (+ 3,6 %). En 2018 et 2019, par contre, ces charges ont continué de progresser, mais à un rythme inférieur à celui des deux années précédentes. En 2020, la croissance du subventionnement se situait à nouveau au niveau des années 2016 et 2017 alors qu'en 2021 elle n'atteignait que 1,1 % avant de repartir progressivement à la hausse en 2022 (+ 2,9 %), en 2023 (+ 3,6 %) et en 2024 (+ 5,4 %). Au démarrage des opérations budgétaires 2025, les crédits sollicités en la matière étaient supérieurs de 9,1 % (+ 180,8 millions de francs) par rapport aux montants retenus au budget 2024. Des mesures de limitation, notamment des nouveaux projets ou prestations, ont été appliquées. Ces priorisations ont conduit à une réduction de 56,1 % de cette croissance. Il y a lieu de signaler que le fait de renoncer à indexer les salaires en 2025 a permis de limiter la croissance de ces charges de façon significative, puisque cette hypothèse est appliquée aux établissements et institutions subventionnés. Au final, l'enveloppe totale des transferts en 2025 croît de 4 % (+ 79,4 millions de francs). Son évolution a ainsi pu être quelque peu contenue, même si elle est largement supérieure à la croissance des charges totales (+ 2,1 %). A noter que la progression constatée dans le domaine du subventionnement représente, en francs, près de 89 % de l'augmentation totale des charges de fonctionnement.

3.4. Zunahme der eigenen Beiträge

Mit dem Struktur- und Sparmassnahmenprogramm 2013 konnte die Zuwachsrate der Transferausgaben über zwei Jahre unter der 1 %-Marke gehalten werden. 2016 ergab sich mit einer Zunahme um 3,4 % wieder ein anderes Bild, das sich auch 2017 wiederholte (+ 3,6 %). 2018 und 2019 war in diesen Aufwandkategorien weiterhin eine wenn auch geringere Zunahme als in den beiden vorhergehenden Jahren zu verzeichnen. 2020 lag der Zuwachs im Subventionsbereich wieder im Rahmen der Jahre 2016-2017, während er 2021 nur 1,1 % erreichte und 2022 (+ 2,9 %), 2023 (+ 3,6 %) und 2024 (+ 5,4 %) schrittweise wieder anstieg. Zu Beginn der Budgetaufstellung 2025 lagen die entsprechenden Kreditanträge noch um 9,1 % (+ 180,8 Millionen Franken) über dem entsprechenden Vorjahresbetrag. Es wurden Beschränkungsmaßnahmen getroffen (insbesondere bei neuen Projekten und Leistungen), und mit diesen Priorisierungen konnten die Eingaben um 56,1 % reduziert werden. Mit dem Verzicht auf den Teuerungsausgleich für 2025 konnte übrigens die Zunahme der Subventionen deutlich eingedämmt werden, da dies auch die Löhne der subventionierten Anstalten und Institutionen betrifft. Letztlich nehmen die veranschlagten Transferausgaben 2025 gegenüber dem Vorjahr um insgesamt 4 % zu (+ 79,4 Millionen Franken). Die Zuwachsrate konnte damit einigermassen im Griff behalten werden, auch wenn sie deutlich über der Zuwachsrate des Gesamtaufwands (+ 2,1 %) liegt. Betragsmässig entfallen fast 89 % der Gesamtzunahme des laufenden Aufwands auf den Subventionsbereich.

Composition des charges de transferts Zusammensetzung Transferaufwand

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Variation Veränderung 2024-2025
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Parts de revenus destinées à des tiers Ertragsanteile an Dritte	35,0	32,9	+ 2,1
Dédommagements à des collectivités publiques Entschädigungen an Gemeinwesen	272,2	269,7	+ 2,5
Péréquation financière et compensation de charges Finanz- und Lastenausgleich	53,5	52,5	+ 1,0
Subventions accordées Eigene Beiträge	1494,3	1420,8	+ 73,5
dont : Financement des prestations des réseaux hospitaliers wovon: Finanzierung der Leistungen der Spitalnetze	248,4	230,5	+ 17,9
Subventions à redistribuer Durchlaufende Beiträge	221,1	220,8	+ 0,3
Total	2076,1	1996,7	+ 79,4

Près de 93 % de l'augmentation provient des subventions accordées. Les autres catégories évoluent également à la hausse, mais dans une moindre ampleur. La progression des subventions cantonales par rapport à l'année précédente est moins marquée (+ 5,2 %) que celle qui a prévalu en 2024 (+ 6,1 %) et se situe au niveau de celle de 2023 (+ 5,2 %). L'évolution de ces charges est influencée d'une part par les hypothèses retenues en matière de personnel (automatismes salariaux appliqués par les institutions subventionnées) et d'autre part, par l'évolution démographique du canton. Elle peut aussi découler d'une volonté de développer des prestations supplémentaires. En fonction de ces éléments, certaines subventions allouées présentent une hausse notable en 2025. Il s'agit en particulier des éléments suivants :

Die Zunahme entfällt zu fast 93 % auf die eigenen Beiträge. Auch bei den anderen Kategorien ist ein Anstieg zu verzeichnen, jedoch in geringerem Umfang. Die Zuwachsrate der Kantonsbeiträge bleibt mit + 5,2 % hinter derjenigen von 2024 (+ 6,1 %) zurück und liegt in etwa bei derjenigen von 2023 (+ 5,2 %). Die Entwicklung dieser Aufwendungen wird von den Hypothesen beim Personal (Lohnautomatismen bei den subventionierten Institutionen) sowie von der Bevölkerungsentwicklung im Kanton beeinflusst. Einen Einfluss kann auch ein geplanter Leistungsausbau haben. Dementsprechend verzeichnen gewisse Subventionen 2025 eine deutliche Zunahme. Es handelt sich dabei namentlich um folgende:

Prestations de l'Etat en faveur du HFR

Les montants à verser s'élèveront à 204,6 millions de francs en 2025 contre 190,7 millions de francs en 2024, en raison notamment de l'évolution des prestations (LAMal et autres prestations).

Leistungen des Staates zugunsten des HFR

+ 13,9

Die auszahlenden Beträge belaufen sich 2025 auf 204,6 Millionen Franken gegenüber 190,7 Millionen Franken 2024, insbesondere aufgrund der Entwicklung gewisser Leistungen (KVG und sonstige Leistungen).

Subventions cantonales pour l'assurance maladie

L'évolution de ces contributions tient compte de la hausse des primes attendue entre 2024 et 2025.

Kantonsbeiträge für die Krankenversicherung

+ 11,9

Die Entwicklung dieser Beiträge berücksichtigt den erwarteten Prämienanstieg zwischen 2024 und 2025.

Subventions cantonales en faveur des institutions spécialisées et des maisons d'éducation

Les montants à verser passeront au total de 174,2 millions de francs en 2024 à 182,6 millions de francs en 2025, hausse découlant notamment de la volonté de poursuivre la mise à disposition dans les institutions spécialisées du canton de places supplémentaires.

+ 8,4

Kantonsbeiträge für die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen

Die Beträge werden insgesamt von 174,2 Millionen Franken im Jahr 2024 auf 182,6 Millionen Franken im Jahr 2025 zunehmen, was insbesondere darauf zurückzuführen ist, dass in den sonderpädagogischen Institutionen im Kanton weiterhin mehr Plätze zur Verfügung gestellt werden sollen.

Subventions cantonales pour les institutions de pédagogie spécialisée

Les montants à verser passeront de 84,7 millions de francs en 2024 à 92,1 millions de francs en 2025, hausse découlant en grande partie de la création importante de nouveaux postes en lien avec les besoins dans le domaine.

+ 7,4

Kantonsbeiträge für die sonderpädagogischen Einrichtungen

Die Zahlungen erhöhen sich von 84,7 Millionen Franken 2024 auf 92,1 Millionen Franken 2025, was zu einem grossen Teil auf die vielen neu geschaffenen bedarfsgerechten Stellen in diesem Bereich zurückzuführen ist.

Indemnités aux compagnies de transports publics

Les montants retenus au titre d'indemnités (y compris la prise en charge du dépassement de la quote-part cantonale) s'élèveront à 64,1 millions de francs en 2025 contre 57,1 millions de francs en 2024 afin de poursuivre les développements prévus et d'adapter les prestations à l'horaire 2025.

Abgeltungen für die Unternehmen des Regionalverkehrs

+ 7,0

Die Abgeltungsbeträge (einschliesslich Übernahme der Überschreitung des Kantonsanteils) belaufen sich für 2025 auf 64,1 Millionen Franken gegenüber 57,1 Millionen Franken für 2024, damit die geplante Entwicklung vorangetrieben werden und die Anpassung an den Fahrplan 2025 erfolgen kann.

Prestations complémentaires AVS-AI

L'adaptation est en lien avec l'évolution des dépenses.

AHV/IV-Ergänzungsleistungen

+ 5,1

Anpassung entsprechend der Ausgabenentwicklung.

Subventions cantonales pour l'intégration des personnes admises à titre provisoire

Les montants à verser passeront de 12,9 millions de francs en 2024 à 17,6 millions de francs en 2025. Ces contributions sont en lien avec la situation actuelle en Europe dans le domaine de l'asile.

+ 4,7

Kantonsbeiträge für die Integration vorläufig Aufgenommener

Die Zahlungen erhöhen sich von 12,9 Millionen Franken 2024 auf 17,6 Millionen Franken 2025. Diese Beiträge stehen in Zusammenhang mit der aktuellen Asylsituation in Europa.

Prestations de l'Etat en faveur du RFSM

Les montants à verser s'élèveront à 43,7 millions de francs en 2025 contre 39,7 millions de francs en 2024 principalement en raison de la hausse de l'activité attendue et du développement de certaines autres prestations.

+ 4,0

Leistungen des Staates zugunsten des FNPG

Die auszahlenden Beträge belaufen sich 2025 auf 43,7 Millionen Franken gegenüber 39,7 Millionen Franken 2024, hauptsächlich aufgrund der erwarteten höheren Aktivität und des Ausbaus einiger weiterer Leistungen.

Subventions individuelles pour les frais d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées

La contribution 2025 à ce titre s'élèvera à 120,9 millions de francs contre 118,1 millions de francs en 2024.

+ 2,8

Individualbeiträge für die Betreuungskosten in den Pflegeheimen

Die diesbezüglichen Beiträge werden sich für 2025 auf 120,9 Millionen Franken belaufen gegenüber 118,1 Millionen Franken 2024.

Bourses cantonales

La hausse est en lien avec l'adaptation des forfaits, la mesure d'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers et l'intégration des permis F et S dans le cercle des bénéficiaires.

Kantonale Stipendien

Das Plus steht im Zusammenhang mit der Anpassung der Pauschalen, der Massnahme zur Förderung der Ausbildung in der Krankenpflege und der Aufnahme von F- und S-Bewilligungen in den Kreis der Begünstigten.

+ 2,6

Subventions cantonales pour l'exploitation et les mesures tarifaires de l'Agglomération de Fribourg et de MOBUL

Les montants à verser passeront de 19,8 millions de francs en 2024 à 22,1 millions de francs en 2025 en lien essentiellement avec le développement des prestations et avec les adaptations nécessaires suite à l'introduction de l'horaire 2025.

+ 2,3

Kantonsbeiträge für den Betrieb und die tariflichen Massnahmen der Agglomeration Freiburg und von MOBUL

Diese Beträge werden von 19,8 Millionen Franken im Jahr 2024 auf 22,1 Millionen Franken im Jahr 2025 zunehmen, und zwar hauptsächlich mit dem Leistungsausbau und mit den notwendigen Anpassungen nach der Einführung des Fahrplans 2025.

Subventions cantonales pour les places d'accueil extrafamilial

La hausse est en lien notamment avec l'augmentation du nombre d'heures d'accueil.

+ 2,0

Kantonsbeiträge für die familienergänzenden Betreuungsplätze

Die Zunahme steht namentlich in Zusammenhang mit der grösseren Anzahl von Betreuungsstunden.

A noter que certaines de ces dépenses supplémentaires sont compensées partiellement par des revenus.

Einige dieser Mehrausgaben werden im Übrigen auf der Ertragsseite teilweise ausgeglichen.

Au niveau des dédommagements à des collectivités, le montant progresse de 2,5 millions de francs. Cela s'explique par les hausses de 2,6 millions de francs des contributions pour les hospitalisations hors canton et de 2 millions de francs de la participation cantonale au fonds d'infrastructure ferroviaire. Ces augmentations ont été quelque peu atténuées par des baisses sur les contributions à la HES-SO et pour la fréquentation de divers établissements d'enseignement hors canton ainsi que sur celle versée aux communes en lien avec la nouvelle réforme fiscale des entreprises.

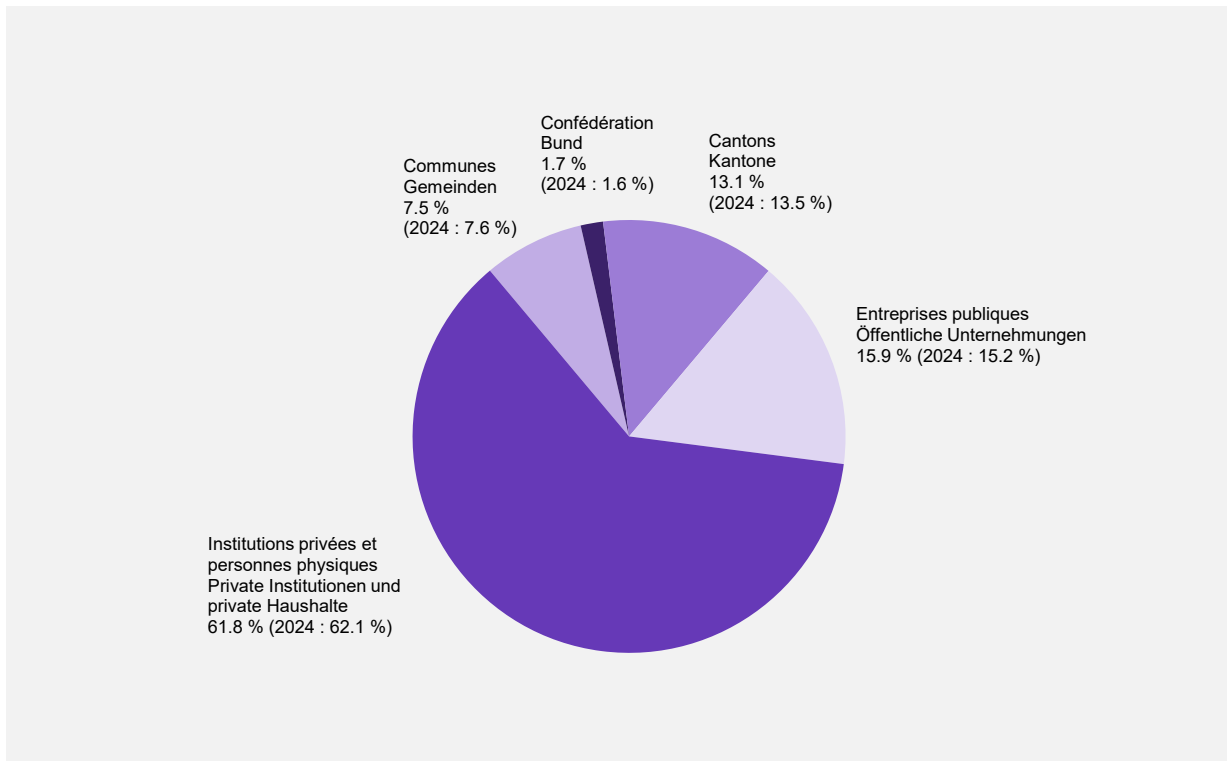
Bei den Entschädigungen an Gemeinwesen ist eine Zunahme um 2,5 Millionen Franken zu verzeichnen. Grund dafür sind die um 2,6 Millionen Franken höheren Beiträge für ausserkantonale Spitaleinweisungen und die um 2 Millionen Franken höhere kantonale Beteiligung am Bahninfrastrukturfonds. Diese Mehrbeträge wurden durch rückläufige Beiträge an die HES-SO und für den Besuch verschiedener ausserkantonaler Bildungsanstalten sowie weniger Beiträge an die Gemeinden in Zusammenhang mit der neuen Unternehmenssteuerreform wieder etwas aufgewogen.

Quant aux parts de revenus destinées à des tiers, elles croissent de 2,1 millions de francs, essentiellement en raison d'une part des communes aux impôts sur les véhicules à moteur en hausse, suite à l'indexation des tarifs des impôts y relatifs.

Die Ertragsanteile an Dritte verzeichnen eine Zunahme um 2,1 Millionen Franken, hauptsächlich wegen eines höheren Gemeindeanteils an den Motorfahrzeugsteuern nach der Anpassung der entsprechenden Tarife.

La répartition selon le bénéficiaire des charges de transferts se présente quant à elle de la manière suivante :

Die folgende Grafik zeigt die Aufteilung des Transferaufwands auf die jeweiligen Empfänger:



3.5. Un volume d'amortissements en net recul

Au budget 2025, le Gouvernement poursuit un programme d'investissements ambitieux. Le volume d'amortissements du patrimoine administratif continue de refléter cette volonté, même s'il est quelque peu inférieur à celui de l'année précédente. Quant aux amortissements des prêts, participations et des subventions d'investissements, ils sont en net recul, en raison notamment de retard ou de la fin des projets. Au final, le volume d'amortissements atteint 131,8 millions de francs en 2025, soit une baisse de 20,1 % par rapport au budget 2024.

3.5. Deutlich rückläufiges Abschreibungsvolumen

Die Regierung verfolgt im Voranschlag 2025 ein nach wie vor ambitioniertes Investitionsprogramm, was weiterhin im Abschreibungsvolumen des Verwaltungsvermögens zum Ausdruck kommt, auch wenn es etwas hinter demjenigen des Vorjahres zurückbleibt. Was die Abschreibungen auf Darlehen, Beteiligungen und auf den Investitionsbeiträgen betrifft, so fallen sie deutlich geringer aus, und zwar insbesondere aufgrund von Projektverzögerungen oder -abschlüssen. Das Abschreibungsvolumen beträgt 2025 letztlich 131,8 Millionen Franken und fällt damit um 20,1 % tiefer aus als im Voranschlag 2024.

Amortissements du patrimoine administratif, des prêts et participations, du subventionnement des investissements Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen, den Darlehen und Beteiligungen, den Investitionsbeiträgen

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Comptes Rechnung 2023
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Amortissements du patrimoine administratif Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen	85,5	86,2	85,3
dont : Amortissements des immeubles wovon: Abschreibungen auf Gebäuden	52,5	58,3	56,1
dont : Amortissements des routes wovon: Abschreibungen auf Strassen	27,7	22,4	25,7
dont : Amortissements des investissements dans les forêts wovon: Abschreibungen auf Investitionen für die Forsten	0,8	0,6	0,4
dont : Amortissements d'équipements et d'installations wovon: Abschreibungen auf Einrichtungen und Anlagen	4,5	4,9	3,1
Amortissements des prêts et participations Abschreibungen auf Darlehen und Beteiligungen	4,1	9,0	20,0
Amortissements des subventions d'investissements Abschreibungen auf Investitionsbeiträgen	42,2	69,8	73,6
Total	131,8	165,0	178,9

Les amortissements des immeubles sont en baisse, même s'ils restent supérieurs à 50 millions de francs. On peut noter en particulier les investissements prévus pour la Bibliothèque cantonale, l'Université, les Vignobles de Lavaux, l'Etablissement de détention fribourgeois ou le Musée d'histoire naturelle. Les charges d'amortissements pour les routes progressent par rapport au budget 2024, car elles tiennent compte des effets de la dernière année d'amortissements, essentiellement pour le projet de la H189. Quant aux amortissements des équipements et installations, leur évolution est plutôt stable.

Les amortissements des prêts et participations diminuent de 4,9 millions de francs, en raison des investissements

Die Abschreibungen auf Gebäuden sind rückläufig, machen aber weiterhin über 50 Millionen Franken aus. Zu erwähnen sind namentlich die geplanten Investitionen für die Kantonsbibliothek, die Weinberge Lavaux, die Freiburger Strafanstalt und das Naturhistorische Museum. Der Abschreibungsaufwand für die Strassen nimmt gegenüber dem Voranschlag 2024 zu, und zwar aufgrund der Berücksichtigung der Auswirkungen des letzten Abschreibungsjahres insbesondere für das H189-Projekt. Die Abschreibungen auf Einrichtungen und Anlagen bleiben praktisch gleich.

Die Abschreibungen auf Darlehen und Beteiligungen nehmen um 4,9 Millionen Franken ab, hauptsächlich

réalisés par l'ECPF qui sont moins élevés qu'au budget 2024.

Le volume constaté au niveau des amortissements des subventions d'investissements est nettement inférieur à celui du budget 2024. Cette baisse de 27,6 millions de francs provient principalement de la fin du subventionnement pour la construction du nouveau bâtiment de l'Association du centre professionnel cantonal (ACPF) à Villaz-St-Pierre destiné à la formation professionnelle (– 5,7 millions de francs) et d'un volume moindre de subventions d'investissement dans le domaine de l'énergie (– 16,4 millions de francs). A noter encore qu'aucun montant n'ayant été inscrit en 2025 pour la construction du bâtiment SLL en raison de retard, il n'y a eu en conséquence aucun amortissement y relatif (– 6,9 millions de francs).

A relever qu'une part des amortissements totaux, soit 10,3 millions de francs, est couverte par un prélèvement sur le fonds d'infrastructures. Il s'agit avant tout d'investissements liés à des assainissements ou à des projets de construction pour l'Université, la Halle grise et pour les projets de routes de contournement. Cela concerne également le subventionnement d'infrastructures sportives, de mobilité douce et pour les agglomérations ainsi que celui en lien avec le plan climat. Ces amortissements compensés, en tout ou partie, réduisent de facto les charges nettes du compte de résultats.

3.6. Des charges financières faibles

Le total des charges financières devrait s'élever à 7,1 millions de francs en 2025, légèrement en hausse par rapport à 2024. Elles concernent en particulier les intérêts versés lors de restitutions d'impôts perçus en trop qui sont en hausse régulière ces dernières années. A cela s'ajoute cette fois la progression des intérêts des dettes à court terme, en lien avec les besoins ponctuels de trésorerie. A partir de 2014, l'Etat n'a plus d'emprunt à long terme. De fait, le service de la dette est nul depuis lors.

3.7. Les attributions aux financements spéciaux

Globalement, il est prévu d'alimenter les fonds à hauteur de 77,3 millions de francs en 2025 (– 5,3 millions de francs par rapport au budget 2024).

Ces charges comptables concernent :

- > d'une part, les fonds « traditionnels » tels que, parmi les principaux, ceux de l'emploi, de l'énergie, de nouvelle politique régionale, de la culture, du sport, de l'action sociale et des améliorations foncières ;
- > d'autre part, des fonds mis en place plus récemment, comme ceux relatifs aux routes principales, à la protection civile, aux sites pollués, à la taxe sur la plus-value ou encore liés à la taxe sociale.

aufgrund der Investitionen der KAAB, die geringer sind als im Voranschlag 2024.

Das Abschreibungsvolumen auf Investitionsbeiträgen ist gegenüber dem Voranschlag 2024 deutlich rückläufig. Dieser Rückgang um 27,6 Millionen Franken ist hauptsächlich auf das Ende der Subventionierung für den Bau des neuen Gebäudes der Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums (– 5,7 Millionen Franken) und geringere Investitionsbeiträge im Energiebereich (– 16,4 Millionen Franken) zurückzuführen. Für den Bau des SLL-Gebäudes wurde 2025 aufgrund der Verzögerungen kein Betrag eingestellt, und dementsprechend wurde auch keine Abschreibung berechnet (– 6,9 Millionen Franken).

Ein Teil dieser Gesamtabreibungen, nämlich 10,3 Millionen Franken, wird über eine Entnahme aus dem Infrastrukturfonds gedeckt. Dies betrifft die Investitionen für Sanierungen oder für Bauvorhaben für die Universität, die Graue Halle und die Umfahrungsstrassenprojekte. Es betrifft auch die Subventionierung von Sportanlagen, der sanften Mobilität und für die Agglomerationen sowie die Subventionierung in Zusammenhang mit dem Klimaplan. Diese ganz oder teilweise kompensierten Abschreibungen führen de facto zu einer Verringerung des Nettoaufwands in der Erfolgsrechnung.

3.6. Geringer Finanzaufwand

Der gesamte Finanzaufwand dürfte sich 2025 auf 7,1 Millionen Franken belaufen und damit etwas höher ausfallen als 2024. Es handelt sich dabei vorwiegend um Vergütungszinsen bei der Rückerstattung von zu hohen Steuerbezügen, die in den letzten Jahren regelmässig gestiegen sind. Hinzu kommen diesmal die höheren Zinsen für kurzfristige Schulden in Zusammenhang mit dem punktuellen Liquiditätsbedarf. Seit 2014 hat der Staat keine langfristigen Anleihen mehr, und faktisch ist der Schuldendienst seither gleich null.

3.7. Einlagen in Spezialfinanzierungen

Insgesamt sollen die Fonds 2025 mit 77,3 Millionen Franken geäufnet werden (– 5,3 Millionen Franken gegenüber dem Voranschlag 2024).

Dieser buchmässige Aufwand betrifft:

- > zum einen die «herkömmlichen» Fonds, hauptsächlich für Beschäftigung, Energie, Neue Regionalpolitik, Kultur, Sport, Sozialhilfe und Bodenverbesserungen,
- > zum andern erst kürzlich gebildete Fonds wie die Fonds für die Hauptstrassen, den Zivilschutz, die belasteten Standorte, die Mehrwertabgabe oder auch die Sozialabgabe.

Au budget 2025, comme au budget 2024, il a été inscrit un montant de 15 millions de francs afin de constituer progressivement une provision destinée à compenser partiellement, le moment venu, la chute des paiements péréquatifs annoncée à partir de 2031.

En effet, la péréquation financière entre la Confédération et les cantons constitue une source de revenus extérieurs importante. Depuis 2024, les paiements compensatoires dont bénéficie le canton de Fribourg sont composés en partie de « contributions complémentaires » destinées à atténuer les effets péréquatifs de la réforme fiscale des entreprises et financement de l'AVS (RFFA). Ces contributions complémentaires ont toutefois un caractère transitoire. Elles seront versées durant sept ans, de 2024 à 2030, avant de disparaître complètement. Selon les dernières prévisions disponibles, la fin des contributions complémentaires, combinée aux évolutions prévisibles d'autres éléments du système péréquatif fédéral, entraînera une réduction importante des paiements reçus par le canton de Fribourg à partir de 2031. L'estimation de cette réduction est à ce stade de l'ordre de 100 millions de francs. Afin d'anticiper au mieux cet écueil et dans le but d'être en mesure d'y faire face le moment venu, le Conseil d'Etat a décidé de constituer progressivement une provision. Elle sera alimentée annuellement jusqu'en 2030 par une partie de ces nouvelles contributions complémentaires temporaires et pourra ensuite être utilisée, à partir de 2031, pour compenser partiellement et dégressivement le recul des montants reçus au titre de la péréquation financière fédérale. Le montant alloué à cette provision se monte à 15 millions de francs dans le cadre du projet de budget 2025, identique à 2024.

Im Voranschlag 2025 ist wie im Voranschlag 2024 ein Betrag von 15 Millionen Franken zur schrittweisen Bildung einer Rückstellung eingestellt worden, mit der zu gegebener Zeit die wie angekündigt ab 2031 wegfallenden Finanzausgleichszahlungen teilweise kompensiert werden sollen.

Der Finanzausgleich zwischen Bund und Kantonen ist eine wichtige externe Einnahmequelle. Seit dem Jahr 2024 bestehen die Ausgleichszahlungen, die der Kanton Freiburg erhält, teilweise aus «Ergänzungsbeiträgen, mit denen die Auswirkungen der Unternehmenssteuerreform und der AHV-Finanzierung (STAF) auf den Finanzausgleich abgedeckt werden sollen. Diese Ergänzungsbeiträge haben Übergangscharakter. Sie werden sieben Jahre lang, von 2024 bis 2030, gezahlt, bevor sie vollständig wegfallen. Nach den letzten bekannten Prognosen wird das Ende der Ergänzungsbeiträge in Verbindung mit den absehbaren Entwicklungen bei anderen Elementen des eidgenössischen Finanzausgleichssystems ab 2031 zu einer erheblichen Senkung der Zahlungen zugunsten des Kantons Freiburg führen, und zwar nach jetzigem Stand um schätzungsweise rund 100 Millionen Franken. Um dem so weit wie möglich vorzugreifen und die Einnahmeherausfälle zu gegebener Zeit bewältigen zu können, hat der Staatsrat beschlossen, schrittweise eine Rückstellung zu bilden. Diese wird bis 2030 jährlich mit einem Teil der neuen befristeten Ergänzungsbeiträge geäuft und kann dann ab 2031 verwendet werden, um den Wegfall der Beträge aus dem eidgenössischen Finanzausgleich teilweise und degressiv zu kompensieren. Für diese Rückstellung sind im Voranschlagsentwurf 2025 15 Millionen Franken eingestellt worden, gleich wie 2024.

4. Le compte des investissements

4.1. Un volume d'investissements en baisse, mais un programme toujours ambitieux

Comme l'indique le tableau ci-après, les investissements prévus en 2025 sont inférieurs à ceux retenus pour 2024 :

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Variations Veränderungen 2024-2025	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Investissements bruts Bruttoinvestitionen	260,1	296,3	– 36,2	– 12,2
Investissements nets Nettoinvestitionen	209,2	247,6	– 38,4	– 15,5

Le programme d'investissements retenu au budget 2025 est en retrait par rapport à celui du budget 2024, qui était très ambitieux. En effet, les dépenses brutes tuyaient les 300 millions de francs. En tenant compte de la moyenne des dépenses d'investissements budgétées lors des trois précédentes législatures (2007 à 2021), qui est légèrement en deçà des 200 millions de francs, on constate à quel point l'ambition prévue en 2024 est conséquente. Il n'est pas vain de rappeler que la réalisation de l'ensemble de ces investissements demeure soumise à une évolution stable sur le plan économique ainsi qu'en l'absence de perturbations majeures, que ce soit sur le plan des fournitures, de l'énergie, de la disponibilité des entreprises, de la situation géopolitique ou encore en lien avec d'éventuels recours ou démarches juridiques à l'encontre de projets particuliers. L'Etat, en tant que maître d'œuvre ou organe de subventionnement, n'est pas en mesure de maîtriser ces risques.

Au final, le volume en baisse des investissements relevé entre 2024 et 2025 provient de différents facteurs.

Les investissements relatifs à la construction et l'aménagement sont supérieurs à l'année précédente. Le programme d'investissements comprend en particulier la poursuite des travaux prévus sur le site de l'ALP, pour la Bibliothèque cantonale, pour le nouveau Musée d'histoire naturelle, pour les bâtiments de l'Université ainsi que ceux de l'Etablissement de détention fribourgeois. On citera également les rénovations prévues pour la Grande Maison aux Faverges ainsi que celles pour le home et la crèche à Marsens. A noter cependant que le budget 2024 comprenait un montant de 1,2 million de francs pour l'acquisition d'immeubles. En 2025, aucun montant n'a été inscrit pour ce type d'opération.

4. Investitionsrechnung

4.1. Rückläufiges, aber weiterhin ehrgeiziges Investitionsprogramm

Wie die folgende Tabelle zeigt, sind die für 2025 vorgesehenen Investitionen niedriger als die für 2024 budgetierten:

Das Investitionsprogramm im Voranschlag 2025 ist rückläufig gegenüber dem überaus ehrgeizigen Vorjahresprogramm. Die Bruttoausgaben beliefen sich nämlich auf fast 300 Millionen Franken. Wenn man bedenkt, dass die budgetierten durchschnittlichen Investitionsausgaben in den letzten drei Legislaturperioden (2007-2021) knapp unter 200 Millionen Franken lagen, wird deutlich, wie gross die Ambitionen für 2024 waren. Dass all diese Investitionen auch getätigt werden können, hängt aber nicht zuletzt von einer stabilen wirtschaftlichen Entwicklung und dem Ausbleiben grösserer Störungen ab, sei es beim Material, bei der Energie, der Disponibilität der Unternehmen, der geopolitischen Lage oder in Zusammenhang mit allfälligen Einsprachen oder rechtlichen Schritte gegen bestimmte Projekte. Der Staat als Auftraggeber oder Subventionsgeber hat keine Handhabe zur Kontrolle dieser Risiken.

Das rückläufige Investitionsvolumen zwischen 2024 und 2025 ist auf verschiedene Faktoren zurückzuführen.

Die Investitionen für den Bau und den Ausbau liegen über dem Vorjahresbudget. Das Investitionsprogramm umfasst insbesondere die Fortführung der geplanten Bauarbeiten am ALP, an der Kantonsbibliothek, am neuen Naturhistorischen Museum, an den Universitätsgebäuden sowie an den Gebäuden der Freiburger Strafanstalt. Dazu kommen noch die Arbeiten für den geplanten Umbau der Grande Maison der Domaine des Faverges und die Sanierungsarbeiten für das Pflegeheim und die Kinderkrippe in Marsens. Der Voranschlag 2024 enthielt übrigens einen Betrag von 1,2 Millionen Franken für Liegenschaftskäufe, während im Voranschlag 2025 kein Betrag für solche Transaktionen eingestellt worden ist.

Quant au volume consacré aux routes cantonales, il est inférieur à celui de l'année précédente et tient compte de l'avancement des projets et des potentiels reports de crédits en fin d'année.

Au niveau des subventions d'investissements, on relève une baisse due essentiellement à la contraction des subventions dans le domaine de l'énergie. A cela s'ajoute la fin du subventionnement relatif à la construction du nouveau bâtiment de l'Association du centre professionnel cantonal (ACPC), le dernier acompte ayant été versé en 2024. On signalera en outre qu'aucune subvention n'a été inscrite au budget 2025 concernant la construction du bâtiment SLL, au vu du retard constaté dans l'avancement des travaux.

Au niveau des prêts et participations, on constate une diminution conséquente par rapport à l'année précédente. Elle est induite en grande partie par une baisse en lien avec le prêt pour l'ECPP. De plus, contrairement au budget 2024, il n'y a plus de montant prévu pour la recapitalisation de BFF SA, décidée en 2021 par le Grand Conseil et validée en votation populaire. Au niveau des prêts, il en est de même concernant le projet de construction sur le site de Grangeneuve (cultures fromagères) qui prévoyait en 2024 un montant de 4 millions de francs.

S'agissant des achats de titres, une deuxième tranche de 20 millions de francs pour la recapitalisation des TPF est planifiée pour 2025.

La liste ci-après recense les différents projets retenus au projet de budget 2025 :

Bei den Kantonsstrassen ist das Investitionsvolumen entsprechend den Projektfortschritten und den voraussichtlichen Kreditübertragungen am Jahresende geringer als im Vorjahr.

Bei den Investitionsbeiträgen ist ein Rückgang festzustellen, der grösstenteils auf rückläufige Subventionen im Energiebereich zurückzuführen ist. Ein weiterer Faktor ist das Ende der Subventionierung für den Bau des neuen Gebäudes der Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums VKBZ, nachdem die letzte Zahlung 2024 erfolgte. Weiter wurden angesichts der verzögerten Bauarbeiten im Voranschlag 2025 keinerlei Beiträge für den Bau des SLL-Gebäudes eingestellt.

Bei den Darlehen und Beteiligungen ist ein merklicher Rückgang gegenüber dem Vorjahr zu verzeichnen, der grösstenteils auf einem Rückgang in Zusammenhang mit dem Darlehen für die KAAB beruht. Anders als im Voranschlag 2024 wurde ausserdem kein Betrag mehr für die vom Grossen Rat 2021 beschlossene und vom Stimmvolk gutgeheissene Rekapitalisierung der BFF SA eingestellt. Auch bei den Darlehen wurde kein Betrag für das Bauvorhaben in Grangeneuve (Käsekulturen) eingestellt, für das im Voranschlag 2024 4 Millionen Franken vorgesehen worden waren.

Was die Wertschriftenkäufe betrifft, ist für 2025 eine zweite Tranche von 20 Millionen Franken für die Rekapitalisierung der TPF eingeplant.

In der folgenden Liste sind die verschiedenen im Voranschlagsentwurf 2025 eingestellten Vorhaben aufgeführt:

	Dépenses brutes Bruttoausgaben	Dépenses nettes Nettoausgaben
	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements propres Sachgüter	153,1	142,2
Bâtiments Gebäude	124,0	117,5
dont : Collège Saint-Michel wovon: Kollegium St. Michael	1,5	1,5
dont : Haute école pédagogique wovon: Pädagogische Hochschule	0,9	0,9
dont : Université wovon: Universität	11,8	10,7
dont : Bibliothèque cantonale et universitaire wovon: Kantons- und Universitätsbibliothek	26,0	21,1
dont : Musée d'histoire naturelle wovon: Naturhistorisches Museum	9,0	9,0
dont : Police wovon: Polizei	1,1	1,1

Message	Botschaft	
dont : Etablissement de détention fribourgeois wovon: Freiburger Strafanstalt	3,1	2,6
dont : Campus Lac-Noir wovon: Campus Schwarzsee	2,5	2,5
dont : Grangeneuve wovon: Grangeneuve	1,4	1,4
dont : Service des forêts et de la nature wovon: Amt für Wald und Natur	1,2	1,2
dont : Vignobles de Lavaux wovon: Weinberge Lavaux	5,9	5,9
dont : Service de l'action sociale wovon: Kantonales Sozialamt	0,3	0,3
dont : Ponts et chaussées wovon: Tiefbauamt	1,0	1,0
dont : Service des bâtiments : notamment ALP / Grand-Rue 51 / Châteaux / Caserne de la Poya / développement durable / Home Humilimont / Crèche « Les Galopins » / diverses études et assainissements wovon: Hochbauamt: insbesondere ALP Grangeneuve / Grand-Rue 51, Schlösser / Poya-Kaserne / nachhaltige Entwicklung / Heim Humilimont / Kinderkrippe «Les Galopins» / diverse Studien und Sanierungen	58,3	58,3
Routes cantonales et principales Kantons- und Hauptstrassen	23,7	19,3
Forêts Waldungen	0,7	0,7
Equipements et véhicules Ausrüstung und Fahrzeuge	4,7	4,7
Prêts et participations permanentes Darlehen und Beteiligungen	34,6	23,8
Prêts Darlehen	13,0	2,2
Achats de titres (dont 20 mio pour les TPF) Wertschriftenkäufe (wovon 20. Mio. für die TPF)	21,6	21,6
Subventionnement d'investissements Investitionsbeiträge	72,4	43,2
Protection civile Zivilschutz	1,3	1,3
Sport (infrastructures sportives) Sport (Sportanlagen)	2,0	2,0
Améliorations foncières Bodenverbesserungen	19,0	9,3
Energie Energie	17,3	17,3
Projets d'agglomération Agglomerationsprojekte	8,7	–
Transports Verkehr	4,1	4,1
Routes (lutte contre le bruit) Strassen (Lämbekämpfung)	0,1	0,1
Endiguements et épuration des eaux Wasserbau und Abwasserreinigung	11,5	1,9

Plan climat Klimaplan	0,5	0,5
Protection environnement Umweltschutz	1,2	–
Constructions scolaires primaires Primarschulbauten	2,7	2,7
Constructions de cycles d'orientation Orientierungsschulbauten	4,0	4,0
Total	260,1	209,2

4.2. Le financement des investissements

Les investissements bruts de 260,1 millions de francs sont financés à raison de 19,6 % par des recettes directement afférentes. Le solde, qui représente les investissements nets à charge de l'Etat pour une somme de 209,2 millions de francs, est couvert en partie par l'autofinancement qui ascende, au budget 2025, à 108,6 millions de francs. Le degré d'autofinancement s'élève ainsi à 51,9 % (Budget 2024 : 46,3 %).

Ce pourcentage, en légère hausse par rapport à celui de 2024, est inférieur de 28,1 points au taux considéré comme suffisant selon les principes d'une saine gestion financière (80 %). Le besoin de financement du budget 2025 représente ainsi 100,6 millions de francs ; besoin qui sera porté en diminution de la fortune.

Cette situation est à mettre en relation avec la volonté affichée du Gouvernement de poursuivre, à l'instar des années précédentes, un programme en matière d'investissements ambitieux.

Elle soulève toutefois une certaine inquiétude, dès lors que l'autofinancement constitue un objectif essentiel visé par la loi sur les finances de l'Etat (LFE). En effet, la LFE précise (art. 3) que la politique financière de l'Etat a pour objectif de dégager un degré d'autofinancement suffisant. De manière générale, le degré d'autofinancement devrait atteindre au moins 80 % en période conjoncturelle normale. Pour 2025, ce degré est à nouveau très nettement en-dessous de cet objectif.

4.2. Finanzierung der Investitionen

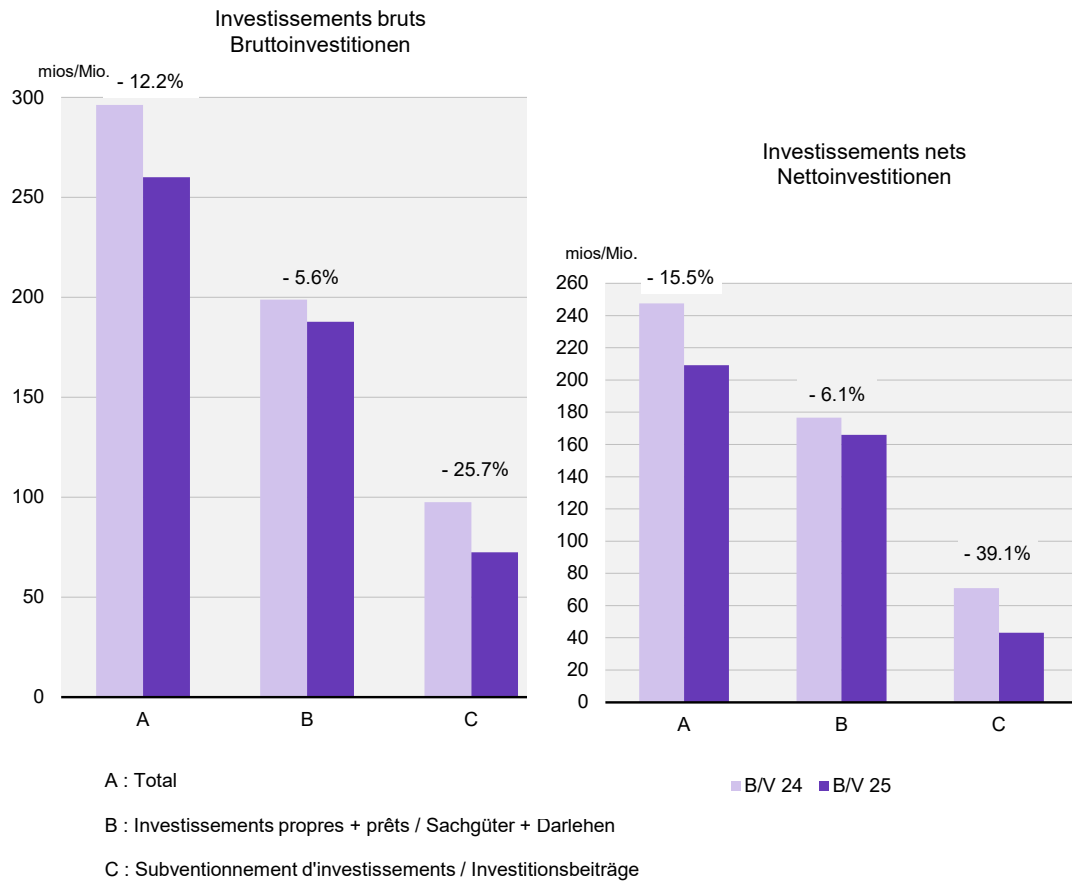
Die Bruttoinvestitionen in Höhe von 260,1 Millionen Franken werden zu rund 19,6 % mit direkt zweckgebundenen Einnahmen finanziert. Der Saldo von 209,2 Millionen Franken, der den Nettoinvestitionen zu Lasten des Staates entspricht, läuft zum Teil über die Selbstfinanzierung, die im Voranschlag 2025 mit 108,6 Millionen Franken ausgewiesen ist. Der Selbstfinanzierungsgrad liegt damit bei 51,9 % (Voranschlag 2024: 46,3 %).

Dieser Prozentsatz ist etwas höher als im Vorjahr und liegt um 28,1 Punkte unter dem anerkannten Richtwert für eine gesunde Haushaltsführung (80 %). Der Finanzierungsbedarf im Voranschlag 2025 beläuft sich damit auf 100,6 Millionen Franken, die dem Eigenkapital entnommen werden.

Dies ist in Zusammenhang damit zu sehen, dass die Regierung entschlossen ist, wie in den Vorjahren an einem umfangreichen Investitionsprogramm festzuhalten.

Sie gibt jedoch Anlass zu einiger Sorge, da die Selbstfinanzierung ein wesentliches Ziel ist, das im Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) angestrebt wird. Das Finanzhaushaltsgesetz (Art. 3) besagt, dass die Finanzpolitik des Staates auf einen ausreichenden Selbstfinanzierungsgrad abzielt. Generell sollte der Selbstfinanzierungsgrad in normalen Konjunkturphasen mindestens 80 % betragen. Für 2025 liegt der Selbstfinanzierungsgrad erneut deutlich unter diesem Sollwert.

Evolution des investissements bruts et nets
Entwicklung der Brutto- und Nettoinvestitionen



5. Les flux financiers entre l'Etat et les communes

Le bilan 2025 des relations financières Etat-communes se présente de la manière suivante :

5. Finanzströme zwischen Staat und Gemeinden

Die Bilanz der Finanzbeziehungen Staat-Gemeinden sieht 2025 folgendermassen aus:

	Prestations de l'Etat en faveur des communes Leistungen des Staates zugunsten der Gemeinden	Prestations des communes en faveur de l'Etat Leistungen der Gemeinden zugunsten des Staates	Flux financiers nets de l'Etat en faveur des communes Nettofinanzströme des Staates zugunsten der Gemeinden
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Fonctionnement Erfolgsrechnung			
Budget 2024	513,7	476,3	37,4
Voranschlag 2024			
Budget 2025	524,4	495,4	29,0
Voranschlag 2025			
Investissements et prêts Investitionsrechnung + Darlehen			
Budget 2024	21,2	1,4	19,8
Voranschlag 2024			
Budget 2025	18,2	0,9	17,3
Voranschlag 2025			
Parts aux recettes Einnahmenanteile			
Budget 2024	24,1	–	24,1
Voranschlag 2024			
Budget 2025	25,9	–	25,9
Voranschlag 2025			
Total			
Budget 2024	559,0	477,7	81,3
Voranschlag 2024			
Budget 2025	568,5	496,3	72,2
Voranschlag 2025			

L'évolution 2024-2025 des flux financiers Etat – communes se solde par une baisse de 9,1 millions de francs par rapport à l'année précédente du flux net en faveur des communes.

Ainsi, les prestations des communes en faveur de l'Etat progressent de 18,6 millions de francs, soit plus que les prestations de l'Etat en faveur des communes au budget 2025 qui, elles, augmentent de 9,5 millions de francs.

Au niveau du fonctionnement, les flux progressent de part et d'autre puisque les domaines en croissance sont cofinancés par l'Etat et les communes. La cause principale de cette évolution provient de la hausse des coûts de personnel dans l'enseignement obligatoire (sous l'effet pour une très grande part de la création de

Bei den Finanzströmen Staat – Gemeinden ist 2024-2025 gegenüber dem Vorjahr ein Rückgang der netto den Gemeinden zufließenden Beträge um 9,1 Millionen Franken festzustellen.

So steigen die Leistungen der Gemeinden zugunsten des Staates im Voranschlag 2025 um 18,6 Millionen Franken, also mehr als die Leistungen des Staates zugunsten der Gemeinden, die um 9,5 Millionen Franken höher ausfallen.

Beim Betriebsaufwand haben die Geldströme auf beiden Seiten zugenommen, da die Bereiche mit einer Zunahme vom Staat und den Gemeinden kofinanziert werden. Hauptursache für diese Entwicklung sind die (zum Gross- teil auf die Schaffung von neuen Stellen zurückzu- führenden) höheren Personalkosten im obligatorischen

Message

nouveaux postes), ainsi qu'en ce qui concerne le financement des transports publics, des EMS, des institutions spécialisées et de pédagogie spécialisée.

En matière d'investissements, la diminution des flux de l'Etat vers les communes s'explique essentiellement par des subventions dans le domaine de l'énergie en baisse de 3 millions de francs par rapport à 2024. Quant au flux des communes vers l'Etat, il se réduit en raison notamment de remboursements de prêts octroyés aux communes pour les investissements dans les régions de montagne moins importants.

Enfin, la hausse constatée au niveau des parts à des recettes provient de la part des communes aux impôts sur les véhicules à moteur qui progresse suite à l'indexation des tarifs de l'impôt y relatif.

Botschaft

Unterricht, die Finanzierung des öffentlichen Verkehrs, der Pflegeheime sowie der sonder- und sozialpädagogischen Institutionen.

Bei den Investitionen ist der Rückgang der vom Staat zu den Gemeinden fliessenden Gelder hauptsächlich auf die gegenüber dem Voranschlag 2024 um 3 Millionen Franken rückläufigen Subventionen im Energiebereich zurückzuführen. Was die von den Gemeinden zum Staat fliessenden Gelder betrifft, so sind diese insbesondere aufgrund der geringeren Darlehensrückzahlungen der Gemeinden für Investitionen in Berggebieten rückläufig.

Die Zunahme bei den Ertragsanteilen ergibt sich aus dem höheren Gemeindeanteil an den Motorfahrzeugsteuern im Zuge der Indexierung der entsprechenden Steuertarife.

6. Les besoins financiers de l'Etat pour l'année 2025

Les besoins financiers de l'Etat pour le prochain exercice seront essentiellement couverts par les liquidités disponibles. Pour l'exercice 2025, l'Etat de Fribourg n'aura pas besoin de recourir au marché des capitaux.

Pour faire face aux besoins de trésorerie courante et aux besoins financiers à court terme, soit principalement les traitements du personnel, les liquidités disponibles seront mises à contribution.

La limite d'emprunt à court terme se situe à ce jour à 200 millions de francs, selon autorisation du Grand Conseil. Cette dernière permet d'obtenir ponctuellement et pour de très courtes durées, des avances de trésorerie à des conditions favorables. Le maintien de cette limite permet une gestion de la trésorerie courante optimisée. La gestion des avoirs à vue et à court terme est adaptée continuellement au contexte du marché des capitaux, afin de rentabiliser au mieux les disponibilités financières de l'Etat.

Dans ce sens et pour des périodes très limitées dans le temps, il est proposé de reconduire l'autorisation accordée à la Direction des finances d'obtenir des avances de trésorerie ponctuelles auprès d'établissements bancaires jusqu'à un maximum de 200 millions de francs. Ce montant correspond à la limite de crédit fixée pour les exercices budgétaires dès 2021.

6. Finanzbedarf des Staates für das Jahr 2025

Der Finanzbedarf des Staates für das kommende Rechnungsjahr wird vor allem mit den verfügbaren flüssigen Mitteln gedeckt. 2025 wird der Staat Freiburg nicht auf den Kapitalmarkt zurückgreifen.

Der Bedarf an Barmitteln und kurzfristig verfügbaren Geldern, hauptsächlich für Personalgehälter, wird auch über diese verfügbaren flüssigen Mittel gedeckt.

Dank der vom Grossen Rat bewilligten Limite für kurzfristige Darlehen von 200 Millionen Franken kann punktuell ganz kurzfristig und zu sehr günstigen Konditionen auf Barvorschüsse zurückgegriffen werden. Die Beibehaltung dieses Betrags ermöglicht eine optimierte Liquiditätsbewirtschaftung. Die Bewirtschaftung der Sicht- und Kurzzeitguthaben wird laufend an das Kapitalmarktumfeld angepasst, um die verfügbaren Finanzmittel des Staates so rentabel wie möglich einzusetzen.

In diesem Sinne soll die Finanzdirektion wieder ermächtigt werden, ganz kurzfristig auf punktuelle Barvorschüsse von Bankinstituten zurückgreifen zu können, und zwar bis zu einem Betrag von maximal 200 Millionen Franken, was der ab 2021 festgesetzten Kreditlimite entspricht.

7. Budget par groupe de prestations

En application de l'article 59 de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) et des dispositions énoncées dans la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE), trois unités administratives pratiqueront en 2025 la gestion par prestations (GpP). Il s'agit des secteurs suivants : le Service des forêts et de la nature, le Service des ponts et chaussées et le Service de l'informatique et des télécommunications.

Le résultat analytique de ces unités, correspondant à l'excédent de charges du compte de résultats GpP, est appelé à évoluer de la manière suivante :

7. Budget nach Leistungsgruppen

In Anwendung von Artikel 59 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) und der entsprechenden Bestimmungen des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) kommt 2025 in drei Verwaltungseinheiten die leistungsorientierte Führung (LoF) zur Anwendung. Es handelt sich dabei um das Amt für Wald und Natur (WNA), das Tiefbauamt (TBA) und das Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA).

Das Betriebsergebnis dieser Einheiten, das dem Aufwandüberschuss der LoF-Erfolgsrechnung entspricht, zeigt die folgende Entwicklung:

	Budget Voranschlag 2025	Budget Voranschlag 2024	Variation Veränderung 2024-2025
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Service des forêts et de la nature Amt für Wald und Natur	17,3	16,1	+ 1,2
Service de l'informatique et des télécommunications Amt für Informatik und Telekommunikation	84,9	84,6	+ 0,3
Service des ponts et chaussées Tiefbauamt	38,8	36,3	+ 2,5

En 2025, 407,1 unités de personnes EPT analytiques (soit 396,3 EPT figurant à la statistique des postes et 10,8 EPT concernant des montants forfaitaires) œuvreront dans les trois secteurs susmentionnés et fourniront 571 774 heures de travail servant directement à la réalisation des différentes prestations. Par rapport à 2024, cela correspond globalement à une augmentation de 1 EPT selon la statistique des postes (soit 0,5 EPT au Service des ponts et chaussées et 0,5 EPT auprès du Service des forêts et de la nature), ainsi que de 1 EPT analytique au Service de l'informatique et des télécommunications. Les heures productives diminuent, elles, de 2 510 unités. Dans le détail, le SITel enregistre une augmentation de 2 815 heures productives, alors que ces dernières diminuent de 4 853 unités au SFN, respectivement de 472 au SPC.

2025 werden in diesen drei Sektoren mit rund 407,1 VZÄ (396,3 VZÄ im Stellenetat und 10,8 über Pauschalbeträge finanzierte VZÄ) rund 571 774 Arbeitsstunden direkt zur Erbringung der verschiedenen Leistungen eingesetzt. Gegenüber 2024 entspricht dies insgesamt einem Plus von 1 VZÄ der in der Stellenstatistik ausgewiesenen Stellen (0,5 VZÄ beim Tiefbauamt und 0,5 VZÄ beim Amt für Wald und Natur) sowie von 1 über Pauschalbeträge finanziertem VZÄ beim Amt für Informatik und Telekommunikation. Es sind 2 510 produktive Stunden weniger veranschlagt, und zwar beim ITA 2 815 produktive Stunden mehr, beim WNA hingegen 4 853 und beim TBA 472 weniger.

Les coûts directs des salaires augmentent de près de 2,3 % entre 2024 et 2025. Dans le même temps, leur poids relatif par rapport aux coûts complets augmente néanmoins de 0,1 point, celui-ci se situant à 28,5 % globalement. Ce poids varie cependant d'un secteur à l'autre :

Die direkten Lohnkosten nehmen zwischen 2024 und 2025 um rund 2,3 % zu, gleichzeitig nimmt auch ihr Anteil im Verhältnis zu den Vollkosten um 0,1 Punkte auf 28,5 % zu. Dieser Anteil variiert aber von Sektor zu Sektor:

Part des salaires par rapport aux coûts complets Anteil der Löhne an den Vollkosten

	en / in %
Service des forêts et de la nature Amt für Wald und Natur	39,9
Service de l'informatique et des télécommunications Amt für Informatik und Telekommunikation	24,9
Service des ponts et chaussées Tiefbauamt	29,6

L'évolution 2024-2025 de l'excédent de charges des trois unités GpP affiche une augmentation globale de quelque 4 millions de francs ou + 2,9 %. Cette situation est principalement imputable à la hausse des coûts directs par nature au SPC (+ 1,9 million de francs ou + 10,3 %), des coûts directs des salaires au SITel (+ 0,9 million de francs ou + 4,5 %) et des coûts indirects au SFN (+ 0,9 million de francs ou + 16,2 %). Pour ce qui est du Service des ponts et chaussées, cette augmentation concerne essentiellement les travaux préparatoires pour la reprise des 43 km de routes communales dans le réseau des routes cantonales. Le Service de l'informatique et des télécommunications est, pour sa part, impacté par l'évolution des fonctions et classes salariales de même que par les montants forfaitaires supplémentaires. Enfin, le Service des forêts et de la nature ayant imputé un nombre heures productives inférieur à l'année précédente ; ce qui engendre une augmentation des heures internes et par conséquent des frais généraux. Les frais d'infrastructures et bâtiments sont également en hausse au SFN.

Der Aufwandüberschuss der drei LoF-Einheiten hat 2025 gegenüber 2024 um gesamthaft rund 4 Millionen Franken oder + 2,9 % zugenommen. Dies beruht hauptsächlich auf einer Zunahme der direkten Kosten nach Kostenart beim TBA (+ 1,9 Millionen Franken oder + 10,3 %), der direkten Lohnkosten beim ITA (+ 0,9 Millionen Franken oder + 4,5 %) und der indirekten Kosten beim WNA (+ 0,9 Millionen Franken oder + 16,2 %). Beim Tiefbauamt ist dies im Wesentlichen auf die Vorbereitungsarbeiten für die Übernahme der 43 Gemeindestrassenkilometer ins kantonale Strassennetz zurückzuführen. Beim Amt für Informatik und Telekommunikation schlagen die Funktions- und Lohnklassenentwicklungen wie auch die zusätzlichen Pauschalbeträge zu Buche. Das Amt für Wald und Natur hat schliesslich weniger produktive Stunden als im Vorjahr veranschlagt, was zu mehr internen Arbeitsstunden und damit zu höheren Gemeinkosten führt. Auch die Infrastruktur- und Gebäudekosten fallen beim WNA höher aus.

8. Conclusion

Le projet de budget 2025 est l'occasion de constater que les difficultés financières identifiées précédemment commencent à peser sur le ménage cantonal et imposent des décisions fortes afin de préserver l'équilibre budgétaire.

Comme cela a été relevé ci-dessus, le contexte général reste marqué par une instabilité majeure, alors que les prévisions relatives à l'évolution économique ont tendance à se tasser quelque peu. L'environnement macro-économique est empreint d'incertitudes très élevées, en lien avec un contexte géopolitique international instable et imprévisible.

Au niveau des finances publiques, les tensions sont croissantes, au plan fédéral comme dans un certain nombre de cantons. Des domaines comme celui de la santé et du social continuent d'impacter lourdement les budgets publics, alors qu'au niveau cantonal plusieurs sources de revenus extérieurs marquent le pas et s'annoncent aléatoires pour les années à venir. Le cumul d'un certain nombre de reports de charges des communes vers l'Etat pèse également sur les dépenses de l'Etat.

Le projet de budget 2025 présenté par le Conseil d'Etat contient une évolution soutenue de dépenses dans plusieurs domaines. Les accents ont été mis sur l'accroissement des ressources mises à disposition de domaines identifiés comme prioritaires par le Gouvernement, en tenant compte de l'évolution de la démographie cantonale ainsi que de la persistance de l'inflation, quoique réduite par rapport aux années précédentes. Le projet de budget élaboré confirme ainsi la poursuite du développement des prestations publiques dans différents domaines tels que la formation, la santé, la prévoyance sociale, le Pouvoir judiciaire, les transports publics et la mobilité, le climat ou encore l'environnement. Il contient par ailleurs les premiers éléments en lien avec l'initiative pour des soins infirmiers forts, pour la mise en œuvre du concept d'urgences préhospitalières ou encore pour le déploiement des prestations complémentaires en faveur des familles. Un revenu exceptionnel et unique, provenant d'une participation en faveur des cantons au produit issu de l'abandon de la 6ème série des billets de banque, contribue pour ainsi dire au maintien du coefficient d'impôt à son niveau actuel, malgré la pression émanant des demandes additionnelles.

En ce qui concerne le volume d'investissements retenu, ce dernier reste élevé et confirme la volonté du Conseil d'Etat de maintenir un programme important, à hauteur de 260 millions de francs. Ce programme d'investissement vise un développement des infrastructures publiques et un appui financier significatif en faveur de projets dans le domaine des transports

8. Fazit

Der Voranschlagsentwurf 2025 gibt Anlass zur Feststellung, dass die finanziellen Schwierigkeiten, die sich schon zuvor abgezeichnet hatten, den kantonalen Haushalt zu belasten beginnen und entschlossenes Handeln erfordern, um den Haushalt im Lot zu behalten.

Wie bereits oben festgestellt, ist das Gesamtumfeld weiterhin von erheblicher Instabilität geprägt, während die wirtschaftliche Entwicklung voraussichtlich tendenziell etwas nachlässt. Das makroökonomische Umfeld ist mit sehr hohen Unsicherheiten behaftet, die mit einem instabilen und unvorhersehbaren internationalen geopolitischen Kontext zusammenhängen.

Bei den öffentlichen Finanzen nehmen die Spannungen zu, sowohl auf Bundesebene als auch in einer Reihe von Kantonen. Bereiche wie das Gesundheits- und Sozialwesen belasten die öffentlichen Haushalte weiterhin stark, während auf kantonaler Ebene mehrere externe Einnahmequellen stagnieren und mit ihnen in den kommenden Jahren nicht mit Sicherheit gerechnet werden kann. Eine ganze Reihe von Kostenüberwälzungen von den Gemeinden auf den Staat belastet die Staatsausgaben ebenfalls.

Der vom Staatsrat vorgelegte Voranschlagsentwurf für das Jahr 2025 zeigt eine kontinuierliche Ausgabenentwicklung in mehreren Bereichen. Die Schwerpunkte lagen auf der Aufstockung der Ressourcen, die den von der Regierung als prioritär eingestuften Bereichen zur Verfügung gestellt werden, unter Berücksichtigung der Entwicklung der kantonalen Demografie sowie der anhaltenden, wenn auch im Vergleich zu den Vorjahren geringeren Inflation. Der ausgearbeitete Voranschlagsentwurf untermauert somit den weiteren Ausbau der staatlichen Leistungen in verschiedenen Bereichen wie Bildung, Gesundheit, soziale Vorsorge, Rechtspflege, öffentlicher Verkehr und Mobilität, Klima oder auch Umwelt. Darüber hinaus enthält er erste Elemente im Zusammenhang mit der Pflegeinitiative, für die Umsetzung des Konzepts für präklinische Notfälle oder für den Ausbau der Ergänzungsleistungen für Familien. Ein einmaliger ausserordentlicher Erlös aus der Beteiligung der Kantone am Ertrag aus der Ablösung der 6. Banknotenserie trägt dazu bei, dass der Steuerfuss trotz des Drucks durch neue Bedürfnisse auf dem heutigen Niveau bleibt.

Das berücksichtigte Investitionsvolumen bleibt hoch und bestätigt den Willen des Staatsrats, an einem umfangreichen Investitionsprogramm in einem Umfang von 260 Millionen Franken festzuhalten. Dieses Investitionsprogramm zielt auf den Ausbau der öffentlichen Infrastruktur und eine bedeutende finanzielle Unterstützung für Projekte im Bereich des öffentlichen

publics, de l'énergie ainsi que dans celui du développement économique.

L'équilibre budgétaire a pu être atteint grâce à des arbitrages serrés mais indispensables pour contenir dans des limites acceptables la progression des charges. Des efforts ont été demandés de la part de toutes les Directions du Conseil d'Etat afin de prioriser les dépenses de l'Etat dans les domaines nécessitant un renforcement. Contrairement aux années antérieures qui avaient connu la pleine compensation des salaires de la fonction publique au renchérissement, le Conseil d'Etat a dû renoncer à toute indexation pour 2025. A nouveau en 2025, l'absence prévue de versement de la part de la BNS sur son résultat courant rappelle par ailleurs le caractère aléatoire de certains revenus ; absence qui, une nouvelle fois, a pu être en partie compensée par un recours aux provisions. Ce qui confirme que la politique financière constante et prévoyante déployée par le Conseil d'Etat permet ainsi d'anticiper et de surmonter des situations délicates pour le budget de l'Etat, à tout le moins à court terme.

Malgré les arbitrages réalisés et les mesures décidées, le Conseil d'Etat se déclare satisfait du résultat auquel parvient le projet de budget. Ce dernier comprend le développement des principaux axes stratégiques du Gouvernement, tout en maintenant les prestations nécessaires en faveur de la population et en conservant jusqu'ici inchangés les coefficients d'impôts.

Comme évoqué plus haut, les champs de tension identifiés antérieurement vis-à-vis des finances publiques en général et des finances de l'Etat en particulier se concrétisent progressivement et vont certainement s'amplifier dans un proche avenir. L'annonce d'un plan d'assainissement des finances fédérales confirme et renforce la pression sur les finances des cantons. Les résultats intermédiaires constatés dans le cadre de l'actualisation du plan financier de législature démontrent sans équivoque cette tendance négative, avec des excédents de charges très importants. En outre et à ce stade, ces excédents ne comprennent pas les retombées négatives auxquelles il faut s'attendre de par les mesures qui seront prises en lien avec le budget de la Confédération. Ces perspectives appellent à prendre des mesures fortes et courageuses, tant au niveau du Conseil d'Etat que du Grand Conseil, dans le but de conserver la maîtrise des finances cantonales et d'être en mesure d'assumer les défis majeurs des années à venir.

Verkehrs, der Energie sowie der wirtschaftlichen Entwicklung ab.

Das Haushaltsgleichgewicht konnte erreicht werden dank einschneidender Abstriche, die aber unerlässlich waren, um den Ausgabenanstieg in akzeptablen Grenzen zu halten. Von allen Direktionen des Staatsrats wurden Anstrengungen verlangt, um die Staatsausgaben in den Bereichen zu priorisieren, in denen eine Verstärkung erforderlich ist. Im Gegensatz zu früheren Jahren, in denen die Löhne im öffentlichen Dienst vollumfänglich an die Teuerung angepasst wurden, musste der Staatsrat für 2025 auf jeglichen Teuerungsausgleich verzichten. Auch im Jahr 2025 zeigt das voraussichtliche Wegfallen der Ausschüttung des SNB-Gewinnanteils, wie unberechenbar gewisse Einnahmen sind. Dieser Einnahmefall konnte allerdings wiederum teilweise durch Rückstellungen kompensiert werden. Dies bestätigt, dass sich mit der konstanten und vorausschauenden Finanzpolitik des Staatsrats schwierige und den Staatshaushalt belastende Situationen zumindest kurzfristig antizipieren und überwinden lassen.

Trotz der Abstriche und beschlossenen Massnahmen ist der Staatsrat mit dem Ergebnis des Voranschlagsentwurfs zufrieden. Dieser ermöglicht die Entwicklung der wichtigsten strategischen Stossrichtungen der Regierung ohne Abstriche bei den Leistungen für die Bevölkerung und bei bisher unveränderten Steuerfüssen.

Wie bereits erwähnt, konkretisieren sich die Spannungsfelder, die sich schon zuvor abgezeichnet hatten, in Bezug auf die öffentlichen Finanzen im Allgemeinen und die Staatsfinanzen im Besonderen allmählich und werden sich in naher Zukunft sicherlich noch verstärken. Die Ankündigung eines Sanierungsplans für die Bundesfinanzen bestätigt und verstärkt den Druck auf die Kantonsfinanzen. Die im Rahmen der Aktualisierung des Legislaturfinanzplans festgehaltenen Zwischenergebnisse zeigen diese negative Tendenz mit sehr hohen Aufwandüberschüssen unmissverständlich auf. Zudem sind in diesen Überschüssen die zu erwartenden negativen Auswirkungen der Massnahmen für den Bundeshaushalt noch nicht enthalten. Angesichts dieser Aussichten müssen sowohl der Staatsrat als auch der Grosse Rat einschneidende und mutige Massnahmen ergreifen, um die Kontrolle über die Kantonsfinanzen zu behalten und die grossen Herausforderungen der kommenden Jahre bewältigen zu können.

Projet du 01.10.2024

Entwurf vom 01.10.2024

Décret relatif au budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2025

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 83 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu la loi du 13 septembre 2007 modifiant certaines dispositions relatives à la gestion par prestations;

Vu l'arrêté du Conseil d'Etat N°2024-783 du 10 septembre 2024;

Vu le message 2023-DFIN-36 du Conseil d'Etat du 1^{er} octobre 2024;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Le budget de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2025 est adopté.

Dekret zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2025

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 83 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf das Gesetz vom 13. September 2007 zur Änderung gewisser Bestimmungen über die leistungsorientierte Führung;

gestützt auf den Staatsratsbeschluss Nr. 2024-783 vom 10. September 2024;
nach Einsicht in die Botschaft 2023-DFIN-36 des Staatsrats vom 1. Oktober 2024;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Der Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2025 wird genehmigt.

² Il présente les résultats prévisionnels suivants:

	Fr.	Fr.
Compte de résultats:		
> Revenus	4'326'729'180	
> Charges	4'326'078'780	
> Excédent de revenus		650'400
Compte des investissements:		
> Recettes	50'882'640	
> Dépenses	260'065'070	
> Excédent de dépenses		209'182'430
Insuffisance de financement:		100'648'850

Art. 2

¹ Le total des subventions cantonales de fonctionnement nettes prévues au budget 2025 atteint 39,0 % du total du produit de la fiscalité cantonale.

Art. 3

¹ Les budgets pour l'exercice 2025 des secteurs gérés par prestations sont adoptés.

² Ils présentent les résultats prévisionnels suivants, portant sur le solde des charges et des revenus de chaque groupe de prestations:

a)	Service des forêts et de la nature	
1.	Forêt, Faune, Dangers naturels:	15'352'981
2.	Forêts domaniales et autres propriétés gérées par le SFN:	1'940'620
b)	Service de l'informatique et des télécommunications	
1.	Gouvernance IT de l'Etat:	6'292'134
2.	Acquisition, mise en place de solutions IT et support d'applications:	41'307'762

² Er sieht folgende Ergebnisse vor:

	Fr.	Fr.
Erfolgsrechnung:		
> Ertrag	4'326'729'180	
> Aufwand	4'326'078'780	
> Ertragsüberschuss		650'400
Investitionsrechnung:		
> Einnahmen	50'882'640	
> Ausgaben	260'065'070	
> Ausgabenüberschuss		209'182'430
Finanzierungsfehlbetrag:		100'648'850

Art. 2

¹ Das Gesamtvolumen der für das Jahr 2025 veranschlagten Nettosubventionen für Funktionsausgaben beträgt 39,0 % des gesamten kantonalen Steueraufkommens.

Art. 3

¹ Die Budgets für das Rechnungsjahr 2025 der Sektoren mit leistungsorientierter Führung werden genehmigt.

² Sie sehen folgende Ergebnisse als Aufwands- und Ertragssaldo der einzelnen Leistungsgruppen vor:

a)	Amt für Wald und Natur	
1.	Wald, Wild, Naturgefahren:	15'352'981
2.	Staatswälder und andere vom WNA bewirtschaftete Güter:	1'940'620
b)	Amt für Informatik und Telekommunikation	
1.	IT-Governance des Staates:	6'292'134
2.	Beschaffung, Bereitstellung und Unterhalt von Applikationen:	41'307'762

3.	Mise en place, exploitation des infrastructures IT et support:	37'302'362
c)	Service des ponts et chaussées	
1.	Surveillance du réseau routier public:	2'934'431
2.	Entretien du réseau routier cantonal:	32'594'347
3.	Développement du réseau routier cantonal:	3'263'500

Art. 4

¹ La Direction des finances est autorisée à solliciter, en 2025, des avances ponctuelles de trésorerie auprès d'établissements bancaires, jusqu'à concurrence de 200 millions de francs.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au référendum.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

3.	Bereitstellung, Betrieb der IT-Infrastrukturen und Support:	37'302'362
c)	Tiefbauamt	
1.	Überwachung des öffentlichen Strassennetzes:	2'934'431
2.	Unterhalt des Kantonsstrassennetzes:	32'594'347
3.	Entwicklung des Kantonsstrassennetzes:	3'263'500

Art. 4

¹ Die Finanzdirektion wird ermächtigt, im Jahr 2025 bei Bankinstituten punktuell Vorschüsse bis zum Betrag von 200 Millionen Franken zu beantragen.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt am 1. Januar 2025 in Kraft.

Direction des finances DFIN
Finanzdirektion FIND
Rue Joseph-Piller 13, CH-1701 Fribourg/Freiburg

www.fr.ch/dfin

Octobre 2024
Oktober 2024

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% rezykliertes Papier

